

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA NATURE
DU
DROIT DE CHASSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 11 Juin 1909, à 2 heures

PAR

PIERRE LABICHE

Président : M. WEISS, professeur
Suffragants { *MM. PILLET, professeur*
BARTIN, professeur

PARIS (v°)

V. GIARD & E. BRIERE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE LA NATURE DU DROIT DE CHASSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 11 Juin 1909, à 2 heures



PAR

PIERRE LABICHE

Président : M. WEISS, professeur
Suffragants { *MM. PILLET, professeur*
 BARTIN, professeur

PARIS (v°)

V. GIARD & E. BRIERE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

—
1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA NATURE DU DROIT DE CHASSE

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

PRÉLIMINAIRES

Les questions qui touchent au droit de chasse, soulèvent des difficultés juridiques, souvent fort délicates, mais elles ont surtout le don de passionner les plaideurs, et l'amour propre s'en mêlant, les procès dans ces difficultés vont de juridiction en juridiction, jusqu'à la Cour Suprême, qui cortenant elle-même dans son sein quelques fervents de la chasse, discute fréquemment et avec quelque animation, ces intéressantes questions.

Depuis quelques années, le monde des chasseurs s'agite encore plus que de coutume. Un important groupement s'est fondé en 1902 sous le nom de saint Hubert club de France et a été reconnu d'utilité pu-

blique par décret du 10 avril 1904. En 1908 le nombre des adhérents à cette association s'élevait à environ 20.000, et celui des membres des sociétés adhérentes à environ 25.000.

Un pareil mouvement ne pouvait manquer de remettre à l'ordre du jour, une foule de problèmes concernant la chasse. On peut également dire que c'est l'intérêt actuel de ces questions, qui a provoqué ce courant remarquable, en faveur d'une association puissante instituée pour la défense de la chasse.

Nous sommes aujourd'hui en présence des revendications des chasseurs ; parmi leurs vœux figurent des demandes de modification de la législation en vigueur.

C'est une habitude de nos jours générale de prétendre solutionner toutes les difficultés auxquelles on se heurte, par un changement apporté dans nos lois. Sans vouloir médire de la vertu des lois, il est peut-être permis de penser qu'au dessus d'elles, il peut exister des raisons supérieures, tenant au libre jeu des forces naturelles, et auxquelles le vote d'un texte ne saurait efficacement apporter un remède.

Examinons donc quelles sont les plaintes qu'a fait naître l'état de la chasse en France, lamentations dont les associations de chasseurs ont propagé l'écho ; nous rechercherons ensuite par quels moyens on se propose de les combattre, et si les mesures qu'on demande sont nécessaires et efficaces. Nous serons ainsi con-

duits à étudier le fondement juridique du droit de chasse et ses rapports avec la propriété foncière, puisque, nous le verrons, il existe dans la loi de 1844, un rapport étroit entre le droit de chasse et la propriété du sol, et que toute modification aux règles admises sur la recherche du gibier doit avoir une répercussion forcée sur l'étendue des droits accordés au propriétaire terrien.

Depuis quelques années les chasseurs poussent à peu près partout le même cri d'alarme. Le gibier disparaît ! Sans doute les grandes chasses gardées, où la reproduction est favorisée, l'élevage pratiqué et la protection du gibier assurée par des gardes nombreux, où enfin la destruction est volontairement limitée à un nombre raisonnable de pièces, conservent encore sur leurs territoires du gibier en nombre suffisant, pour satisfaire au plaisir de quelques sportmen privilégiés, mais sur les petites chasses mal gardées, couramment appelées, chasses banales, c'est à peine si les tout premiers jours de l'ouverture une fois passés, il est possible de tirer un coup de fusil. Quelles sont les raisons de cette disparition rapide du gibier ?

On peut facilement en découvrir un grand nombre.

1° L'insuffisance des moyens de protection, résultant du mauvais état dans lequel se trouve la police rurale.

De ce chef, nous relevons deux causes sérieuses de disparition du gibier. La première est le nombre trop considérable de chiens, parcourant en liberté et en

tout temps, les territoires de chasse. Ces chiens détruisent sans souci les jeunes levrauts et les couvées, soit qu'ils vagabondent dans les champs en dehors de toute surveillance, soit que, accompagnant leurs maîtres dans leurs sorties, ils s'échappent hors de la portée de la voix, assez loin pour qu'il soit impossible de les retenir quand ils dérangent le gibier et pillent les portées et les nids. On imagine mal quel bénéfice les maîtres de chiens peuvent avoir à les laisser courir ainsi, outre qu'ils compromettent les ressources en gibier de leur contrée, ils donnent à leurs bêtes de très mauvaises habitudes d'indiscipline. Un chien que l'on laisse courir à sa fantaisie ne fera jamais qu'un mauvais chien.

Cependant dès qu'on parcourt nos campagnes, on est frappé du nombre considérable de chiens qui prennent leurs ébats dans la plaine, et on est bien forcé de voir là une des nombreuses manifestations de cet instinct de rébellion, qui conduit tant de gens, fut-ce à leur propre détriment, à repousser toute observation rigoureuse d'une ligne de conduite. Joignez à cela, une fausse sentimentalité, qui pousse à tout pardonner au chien de la maison, et l'amour propre du démocrate, qui réclame pour ses animaux les mêmes libertés que pour lui, vous aurez, sinon la justification, du moins l'explication d'un phénomène qui surprend la plupart des étrangers séjournant en France. Quel est le remède possible à cet état de choses ? Dans une

réglementation sur la divagation des chiens. Sans doute, mais que voyons-nous ? Quand éclatent plusieurs cas de rage dans une contrée, l'administration prend des mesures ; on doit tenir les chiens enfermés ; mais combien de temps observe-t-on ces sages prescriptions !

Il y a donc à craindre que la réglementation qu'on pourrait faire à ce sujet ne restât lettre morte, car nous devons constater — et c'est encore une des causes de la disparition du gibier — le peu de moyens dont disposent les agents de la police rurale.

2° Les gendarmes sont aujourd'hui absorbés par des fonctions tout à fait en dehors de la surveillance de la police rurale. Celle-ci est donc abandonnée en grande partie aux seuls gardes-champêtres. Il est certain que la situation qui en résulte est lamentable ; les agents de l'autorité ne disposent pas de moyens suffisants pour exercer efficacement leurs fonctions, ils sont trop peu nombreux, mal équipés, et le plus souvent paralysés dans les efforts qu'ils pourraient tenter, par le souci de ménager des susceptibilités locales.

Comment améliorer cet état de choses ? En enlevant d'abord à la gendarmerie une partie de ses attributions actuelles, purement administratives, et en lui rendant ainsi plus de liberté pour effectuer la surveillance des champs. En créant, en outre, au besoin des corps spécialement chargés de constater tous les délits de chasse. Déjà un mouvement s'est dessiné

en ce sens sous l'initiative du Saint-Hubert club de France, qui a créé une surveillance particulière sous le nom de « Brigades des chasses ».

3° Citons encore l'usage d'armes perfectionnées, beaucoup plus meurtrières que les anciennes et surtout meurtrières à une plus grande distance. Dès lors le gibier a pris l'habitude de s'enfuir de beaucoup plus loin, il multiplie ses ruses, et ceci a été surtout sensible pour la chasse du perdreau, qui fait maintenant plusieurs grands vols successifs pour dépister le chasseur. S'il existe à proximité une chasse bien gardée, nul doute qu'il ne s'y réfugie à la moindre alerte. De ce côté il est impossible de remédier à l'état de choses à moins de n'autoriser que la chasse à l'arc ou à l'épieu, ce à quoi personne ne songe, bien entendu.

4° Le grand nombre de chasseurs ; l'augmentation annuelle du nombre des permis nous met à même de juger le progrès rapide du nombre de nos chasseurs français. De 44.000 en 1830 il est passé à 536.000 en 1906. A quoi attribuer cette énorme augmentation ? A un goût toujours plus vif pour les sports peut-être, ou mieux à un plus grand besoin de distraction, à un grand amour du luxe, à un esprit égalitaire chaque jour plus fort, qui pousse des gens de condition moyenne à vouloir goûter des plaisirs jusque là réservés à des classes plus fortunées. C'est donc dans le milieu de la petite bourgeoisie et

des petits propriétaires ruraux, parmi les ouvriers, notamment les ouvriers des champs, que s'est développé le nombre des chasseurs. Paysans et ouvriers des fermes surtout, veulent avoir leur permis. Question d'amour propre sans doute, mais qui n'en hâte pas moins la disparition d'un gibier traqué tous les jours par ceux-là qui sont le mieux à même de connaître sa retraite, et qui peuvent du haut de leurs voitures ou derrière leurs chevaux s'en approcher plus facilement.

Que faire contre cette extension du nombre des permis ? Limiter le nombre des chasseurs ? Mais c'est porter atteinte au droit de chacun, à l'égalité démocratique qui nous entraîne.

Augmenter le droit qu'on paie pour le permis ? Mais c'est faire indirectement ce que nous venons de refuser de faire d'une façon ouverte ; et cela est si contraire à l'esprit du jour que nous voyons au contraire un mouvement de réforme se dessiner dans un sens différent. M. Lasies, dans une proposition de loi déposée à la chambre des députés (1) demande la création de permis de chasse populaires à prix réduits valables pour la journée du dimanche ! Ce que cette innovation coûterait d'accidents de personnes, de dégâts aux champs et de procès verbaux, nul ne le peut prévoir, mais il n'est pas téméraire de conjec-

(1) *Saint-Hubert Club illustré*, 1908, p. 329.

turer qu'une pareille proposition répond assez à nos habitudes de surenchère électorale pour avoir des chances sérieuses d'être un jour adoptée.

Ne demandons pas aux chambres de restreindre le nombre des permis, ou d'en élever le prix, nous aurions trop peu de chances de succès et nous risquerions plutôt de donner un prétexte aux partisans des idées que nous combattons.

La seule limitation possible du nombre des permis, sera celle qui résultera forcément de la nature des choses, le jour où les chasses banales auront disparu.

5°. — On accuse en cinquième lieu l'insuffisance de la répression du braconnage. C'est là, dit-on, l'une des causes de la disparition du gibier. Sans apprécier dans quelle mesure cette plainte est fondée, il est nécessaire de distinguer plusieurs sortes de braconniers. Le braconnier professionnel ne détruit pas le gibier à proprement parler, parce qu'il n'exerce ses méfaits que là où le gibier est abondant, et dans les grandes chasses il ne peut arriver à une dépopulation complète. Mais cette espèce de braconnage n'est pas moins très nuisible, parce que la présence de nombreux braconniers exige un supplément de gardes qui coûte fort cher et que l'argent ainsi dépensé serait infiniment plus productif, si on l'employait à acheter du gibier reproducteur, ou à entretenir celui qui existe déjà. A côté du braconnier qui fait du tort, mais qui ne dépeuple pas à proprement parler, il existe d'autres ca-

tégories plus redoutables peut-être ; tel est le demi-braconnier, le chasseur qui, avec un permis légal et par des moyens légaux, vit du produit de sa chasse en vendant son gibier. Celui-là ne se met que d'une façon occasionnelle hors la loi ; sans doute il va de temps en temps à l'affût, et tend parfois des collets, mais la chasse au fusil est la grande passion de ces hommes qui, tous les jours en plaine, dérangent sans cesse le gibier et le traquant sans merci, arrivent à le faire complètement disparaître des territoires qu'ils parcourent quotidiennement, sans qu'aucune mesure efficace puisse restreindre les effets désastreux de leur poursuite, contre un gibier que rien ne peut protéger dans cette lutte inégale.

Enfin nous rencontrons les chemineaux, bohémiens et gens sans aveu de toute sorte, braconniers occasionnels qui passent sans séjourner, mais laissent le plus souvent quelques collets comme carte de visite.

Comment se défendre contre les braconniers ? Prenons d'abord le braconnier professionnel. Contre lui on demande des lois plus rigoureuses. On le veut assimiler au voleur, et obtenir des condamnations à plusieurs mois de prison. Tel est le vœu des chasseurs. Qu'on assimile le braconnage au vol, ce qui est d'une logique un peu douteuse, car en somme le gibier est *res nullius*, et il est impossible de dire d'un braconnier qu'il a fait soustraction de la *chose d'autrui*, ou qu'on érige le braconnage en un délit spécial avec renfor-

cement de ses pénalités, le résultat visé est le même.

Peut-on espérer un changement de législation sur ce point ?

Il faut bien reconnaître que si les chasseurs qui font des frais pour leurs chasses ont l'horreur du braconnier, ce sentiment n'est nullement partagé par la masse de la population qui se refuse à voir un acte contraire à la morale et révoltant pour la conscience dans le fait de tuer un faisan, suivant qu'il est à gauche ou à droite de la limite d'un champ.

Il est possible qu'on puisse arriver à faire l'éducation du sentiment populaire et à le modifier sur ce point par une campagne de presse, mais à l'heure actuelle, des mesures plus sévères contre le braconnage risquent d'être mal interprétées par le gros du public. Des considérations électorales puissantes ont toujours protégés les braconniers auprès des chambres, les nombreuses lois d'amnistie qui viennent périodiquement effacer leurs délits, sont là pour témoigner de la sollicitude des pouvoirs publics à leur égard.

Pour supprimer le braconnage il faut, à vrai dire, supprimer l'intérêt qui fait agir le braconnier. Cet intérêt est pécuniaire ou passionnel suivant les cas. Les uns braconnent pour vivre de cette profession, les autres par manque de retenue dans une passion pour la chasse, qui les entraîne parfois hors des limites légales.

C'est par la réglementation de la vente du gibier

qu'on peut atteindre le braconnier et cette réglementation ne pourra être efficace que le jour où l'on aura supprimé les chasses banales. Chacun peut en effet justifier facilement la provenance du gibier qu'il vend, en affirmant qu'il fut tué sur une chasse banale, au contraire le jour où la chasse sera réglée administrativement sur tout le territoire, il deviendra possible de savoir si tel ou tel chasseur a régulièrement tué le gibier qu'il met en vente. Alors des certificats d'origine pourront contrôler la provenance du gibier vendu et arrêter tout braconnage en rendant impossible la négociation des produits de ce délit.

C'est pourquoi les plaintes soulevées contre le braconnage ont poussé au mouvement qui se dessine si nettement en faveur de la communalisation des chasses.

La présence de chasseurs munis de port d'armes et chassant régulièrement mais avec une telle assiduité que leur présence perpétuelle sur les territoires de la commune finit par troubler le gibier au point de le faire disparaître, a suscité également le désir de réglementer le droit de chasse, de réserver certains jours, de constituer des réserves ou territoires inaccessibles aux chasseurs, de limiter le nombre des pièces tuées dans chaque jour de chasse. Toutes ces mesures qui sont les seules efficaces pour la protection du gibier, sont impossibles avec l'organisation actuelle de notre droit de propriété, et le rapport qu'on

veut établir entre les droits de propriété foncière et le droit de chasse.

C'est ce qui a conduit à proposer un bouleversement absolu des règles admises jusqu'ici dans notre législation et qui a remis à l'étude les principes mêmes sur lesquels se base le droit de chasse. Ce mouvement qui ne remonte guère à plus d'une dizaine d'années a suscité des enthousiasmes ardents et des critiques amères. Le monde des chasseurs se trouve aujourd'hui divisé en deux camps.

Le sort de la chasse se trouve donc intimement lié, à l'adoption de mesures nouvelles, nécessitées par les conditions modernes de l'exercice de ce droit. Il est indispensable de tenir compte des changements survenus depuis 1844 dans notre organisation administrative, dans nos mœurs, dans l'usage des armes nouvelles, pour essayer de résoudre le problème. Mais tout le monde est d'accord sur la nécessité et sur l'urgence d'une réglementation sans laquelle les prouesses des chasseurs passeraient définitivement dans le domaine de la légende, où certains esprits moqueurs se plaisent à les confiner déjà.

Au moment où nous écrivons deux grands courants paraissent se dessiner nettement. Le premier est un courant d'association facultative. Le second un courant de groupement obligatoire.

Comme nous croyons l'avoir montré, les mesures de réforme que l'on propose sont appelées à un échec

certain si l'on se contente de vouloir maintenir dans ses grandes lignes l'application de la loi de 1844. C'est dans le principe même de cette loi qu'il faut chercher le vice de notre organisation de la chasse, c'est la liberté absolue qu'elle proclame qu'il faut atteindre. Certains pensent pouvoir arriver à corriger les résultats déplorables de la loi de 1844, tout en conservant l'idée mère de cette loi, la chasse dépendante du droit de propriétaire, absolue comme lui, sauf la réglementation que l'ordre public proclame. C'est du bon sens, de la modération des chasseurs, de la connaissance de leurs intérêts bien entendus qu'on attend les résultats cherchés. Mais une telle œuvre n'est possible qu'avec le concours de la plupart des intéressés. Puisque la chasse appartient aux propriétaires, c'est aux associations de propriétaires, doublées d'associations de chasseurs que l'on s'adressera.

Grouper les propriétaires de parcelles, obtenir d'eux qu'ils fassent cession du droit de chasse à une association de chasseurs qui leur donnera en échange soit le droit de chasse sur tout le domaine de l'association, soit une indemnité pécuniaire, tel est le but que l'on se propose. L'association pourra, une fois constituée, mieux que des individus isolés constituer des réserves, limiter le nombre des jours de chasse et de pièces abattues, faire du repeuplement, payer des gardes assermentés, donner des gratifications aux agents de l'autorité publique compétents pour constater les dé-

bits de chasse. Cette association, régie par la loi de 1901, rentrerait dans le droit commun, elle serait purement facultative. On maintiendrait ainsi le principe fondamental que tout droit de chasse appartient au propriétaire foncier, mais on profiterait en même temps de la réglementation et des sacrifices que s'imposeraient les chasseurs réunis en société. Cette conception qui a triomphé au dernier congrès de la chasse s'appuie sur la nécessité de maintenir en face du collectivisme, le caractère absolu et intangible du droit de propriété. Faire le sacrifice du droit de chasse serait, dit-on, entamer d'une façon dangereuse pour l'avenir le droit de propriété, ce serait la première brèche par où pourrait un jour s'introduire l'ennemi.

D'autres esprits un peu plus hardis ont présenté une conception plus radicale. Les associations de chasseurs pourraient bénéficier d'une loi analogue à la loi de 1865 et devenir des syndicats obligatoires.

Les propriétaires qui refuseraient de faire partie du syndicat seraient contraints d'y entrer par le vote d'une majorité; on pourrait leur attribuer une indemnité. Ceux dont les propriétés dépasseraient une certaine étendue échapperaient à toute obligation. Mais une pareille loi a paru peu démocratique, une semblable contrainte constituerait, dit-on, un empiètement sur les droits des propriétaires, et si on peut le concevoir pour l'exécution de travaux intéressant l'ordre public, il semble difficile de faire fléchir le droit de pro-

priété devant les désirs des chasseurs qui invoquent moins la nécessité publique que leur propre agrément.

Enfin une troisième solution a été présentée plus absolue encore dans ses résultats. S'inspirant de ce qui se passe chez nos voisins de l'Est, et en présence des résultats merveilleux que la pratique de ce système a permis d'obtenir dans des pays qui furent jadis soumis à la loi de 1844, comme l'Alsace-Lorraine, des chasseurs ont préconisé la communalisation des chasses.

Le droit de chasse, au moins sur les petits domaines serait enlevé au propriétaire foncier, pour être attribué à la commune qui en disposerait ensuite, soit en faveur de chasseurs individuels, munis d'un permis spécial, soit en faveur d'un adjudicataire.

Les propriétaires recevraient une indemnité calculée d'après le produit obtenu par la commune. Celle-ci maîtresse de la chasse, en réglementerait l'exercice et assurerait grâce aux sacrifices rendus possibles par une exploitation rémunératrice, le repeuplement du gibier.

Ce système qui a paru pendant un moment, obtenir les faveurs ministérielles (1) semble aujourd'hui être fortement combattu.

On lui reproche encore plus qu'au précédent de s'attaquer à la propriété foncière dont le droit de

(1) Circulaires du ministère de l'Agriculture des 15 janvier 1903 et 15 février 1904.

chasse est, affirme-t-on, un attribut, et de préparer le lit des opinions socialistes, en faisant de la chasse un monopole de la Commune, petit Etat dans l'Etat ; aussi semble-t-il peu probable que ce système évidemment le plus pratique, puisse faire l'objet d'une tentative de réforme législative avec quelque chance de succès.

Comme on le voit, tous les projets de réforme viennent se heurter à cette affirmation toujours répétée que le droit de chasse est un attribut du droit de propriété. Chacun le proclame, mais nul ne le démontre. Nous voudrions examiner cet aphorisme, le soumettre à une étude critique, et c'est pourquoi nous avons cru le moment propice de rechercher les rapports juridiques entre la propriété foncière et le droit de chasse. Du résultat de cet examen dépend en effet le succès des réformes proposées.

Cette question présente en droit un grand intérêt. On a depuis quelques années remis complètement à l'étude le fondement même du droit de propriété, sinon dans sa légitimité, du moins dans son étendue, et l'acceptant comme un fait social, on a cherché à en déterminer les limites. Chaque jour la doctrine s'écarte un peu plus de la conception romaine d'un droit absolu et intangible.

Fait social, la propriété nous apparaît comme soumise à des obligations multiples dérivant du milieu social qui la justifie et la borne tout à la fois. Ces li-

mites qu'on a étudiées, notamment à propos de la responsabilité du propriétaire envers les tiers et des devoirs envers les voisins, nous voudrions les préciser par rapport au droit de chasse. Tel est le but théorique de cette thèse. Mais elle doit en même temps aboutir à des conséquences pratiques, puisqu'aussi bien, ce sont les plaintes des chasseurs et la situation matérielle de la chasse en France qui ont posé la question, et qu'il faut avant tout y porter un remède. Nous serons donc conduits à rechercher les résultats positifs auxquels doit conduire le point de vue théorique auquel nous nous serons placés. Nul ne saurait nier, en effet, l'intérêt pratique qui s'attache à ces questions. L'importance qu'on leur reconnaît est à la fois économique, fiscale et sociale.

Au point de vue économique, on ne saurait nier que la chasse donne lieu, chaque année, à un courant très important de transactions commerciales. Dans ces dépenses on peut faire figurer le prix des locations de chasse, l'émolument des gardes particuliers, l'entretien des équipages et des chiens, l'achat du gibier de repeuplement, la vente des armes et des munitions, le transport des chasseurs, la vente des vêtements et accessoires de chasse. M. de Lesse au Congrès International de la chasse, qui s'est tenu à Paris, du 15 au 18 mai 1907, donne les chiffres suivants (1) :

(1) Congrès International de la chasse de 1907, Paris 1907, p. 367.

Commerce du gibier tué	environ	40.000.000 de francs
Commerce du gibier vivant	—	200.000
Elevage	—	2 775.000
Garde chasses 43.893 émoluments	—	17.600.000
Chasses à courre	—	69.000.000
Commerce des chiens de chasse	—	59 000.000
Chevaux	—	1.200.000
Armes de chasse	—	40 000.000
Salaire des ouvriers	—	8 000 000
Accessoires	—	3.000.000
Saint-Etienne, salaires	—	21.000.000
Exportation	—	1.500 000
Importation	—	11.250.000
Munitions	—	225 000 000
Plomb	—	3.500.000
Salaires des ouvriers en munitions	—	13.150 000
Transports	—	13.300 000
Tir aux pigeons	—	1.000 000

Au total, près d'un demi-milliard par an. Cet intérêt économique si considérable mérite donc une grande attention et justifie à nouveau l'importance du problème dont nous nous occupons.

L'intérêt fiscal n'est pas moindre. A ce sujet, nous sommes également renseignés par un rapport déposé au Congrès de la chasse par M. Coutard (1) et par les tableaux statistiques annexés au rapport de M. Coutard (2). Cet intérêt fiscal se rencontre dans les ventes de poudre de chasse, dans le produit des locations de chasse du domaine forestier de l'Etat et dans ceux des communes, dans les droits perçus par

(1) Congrès, p. 329.

(2) Ces tableaux annexes ont été joints à la fin du compte-rendu du Congrès.

le timbre, l'enregistrement et les domaines, dans l'impôt foncier sur les propriétés de chasse, la taxe des chiens, les droits d'octroi sur le gibier, le prix des permis de chasse et des tickets de chasse qui sont évalués à 46.000.000 dans l'annexe 10 au rapport de M. Coutard.

Si l'on peut déduire de ces chiffres l'importance vraiment considérable au point de vue économique et fiscal de la chasse, il convient également de ne pas oublier le rôle social de celle-ci.

Elle constitue une distraction hygiénique qu'il convient d'encourager, elle donne à ceux qui la pratiquent l'amour du grand air, et de la marche, elle les arrache aux plaisirs des villes pour leur procurer une journée de sport. Elle les entraîne à des exercices physiques qui méritent à coup sûr quelques encouragements. Il serait puéril de nier cette importance quand on voit le soin jaloux que les chasseurs apportent eux-mêmes à tout ce qui concerne leur plaisir favori. Les fervents de ce sport ne négligent rien, argent ou fatigue, pour satisfaire cette passion, l'une des moins dangereuses, à y bien réfléchir, pour eux-mêmes et leurs semblables, et l'amour-propre avec lequel ils débattent leurs intérêts en ces matières démontre le rôle considérable que jouent ces questions dans l'existence d'un grand nombre de nos concitoyens. C'est ici que l'on voit souvent les controverses atteindre un tel degré d'acuité, que les plaideurs

n'hésitent pas à épuiser pour un débat en apparence minime tous les degrés de juridiction, il n'est guère de question un peu délicate où les Tribunaux n'aient été gravement appelés à donner leur avis. Ajoutons, pour terminer la série des justifications de cette étude, le rôle politique que la chasse occupe encore parmi nous. Ce rôle, elle le doit certainement à son passé, au temps où le seigneur exerçait cette prérogative du droit de chasse comme un attribut de ses pouvoirs, au souvenir qu'on a gardé dans nos campagnes d'un droit d'origine royale, d'un privilège plus mal supporté que beaucoup d'autres plus gênants cependant, mais qui froissaient moins les sentiments intimes des roturiers. Prendre un permis, brûler sa poudre, fut-ce aux moineaux, et raconter ses exploits, c'est le rêve que font bien des esprits démocrates, et l'une des conquêtes les plus chères de notre époque d'égalité. Qu'on n'oublie pas que les querelles politiques sont bien souvent à la base des procès de chasse, et que c'est pour leur influence dans quelques élections qu'on amnistie si souvent les braconniers.

A tous les points de vue, le problème de la chasse apparaît donc comme digne d'intérêt — il s'y mêle les considérations les plus variées, le droit civil pur, la législation pénale, le droit administratif, — les questions économiques, fiscales et même politiques viennent tour à tour compliquer le débat et rendre plus difficile la solution à trouver.

En première ligne nous rencontrons la question de droit civil, celle qui est l'objet même de notre travail, et à côté de laquelle les autres ne viennent se grouper que comme des comparses.

Dans quelle mesure le droit de chasse est-il lié à la propriété foncière ! Tel est le point culminant que nous devons nous efforcer d'atteindre. Il semble qu'on n'ait jamais mis sérieusement en doute les rapports, nécessaires, affirme-t-on, entre le droit de chasse et le droit de propriété foncière. Les législations étrangères les plus hostiles à la conception de notre loi de 1844, celles qui font le meilleur marché des droits de propriété, comme sont les législations germaniques en général, éprouvent tout au moins le besoin de poser comme un dogme intangible le lien qui existe, selon elles, entre le droit du chasseur et le droit du propriétaire terrien, quitte après avoir affirmé le principe, à y porter sur le champ de graves atteintes.

Aussi marquons-nous quelques hésitations et quelque timidité en abordant ce débat. On devra avouer cependant qu'une affirmation si catégorique et si générale ne constitue pas contre notre examen critique une fin de non recevoir absolue. Car de ce que tout le monde reproduit un aphorisme, il n'en faut pas conclure que cet aphorisme ait continué d'être exact.

Que font les législations étrangères ? Elles posent le principe du droit du propriétaire foncier à la chasse, mais elles s'empressent aussitôt de méconnaître ce

droit et de l'accorder en fait aux communes. Au point de vue pratique le résultat obtenu a été excellent. Des pays comme l'Alsace-Lorraine ont gagné à ce changement de régime de devenir très giboyeux dans le même temps où les procès de chasse s'y faisaient extrêmement rares. Est-on obligé d'en conclure que la vérité réside dans le principe méconnu. N'est-il pas plus légitime de croire que c'est l'atteinte portée aux principes qui contient en elle la vraie donnée théorique à adopter sur cette question. Puisque l'exception étouffe la règle et que chacun s'en félicite, est-ce que l'exception ne mérite pas d'être considérée comme étant la règle ?

Réconfortés par cette considération, jetons les yeux sur l'état de la chasse en France, toutes les plaintes que nous avons recueillies, où ont-elles leur source, sinon dans le principe que la chasse appartient au propriétaire ; que penser alors d'un principe qu'il est impossible de rendre praticable ?

Avec la loi de 1844, nous sommes fatalement amenés à l'insécurité absolue du chasseur muni des intentions les plus louables. Il ne peut chasser que sur son terrain ou sur ceux pour lesquels il a obtenu une autorisation, mais peut-il vraiment se munir d'autorisations innombrables ? Il chasse où il croit pouvoir le faire, mais si parfois on le tolère il n'est jamais à l'abri d'un caprice qui menace de prendre corps dans un procès-verbal. Qui donc en franchissant la li-

mite d'un champ peut toujours citer le nom des propriétaires dont il enjambe les terres et avoir en poche des autorisations régulières pour chacun de ces carrés qui bigarrent notre territoire !

La tolérance est un état de fait insuffisant, car elle est pleine d'embûches et de surprises désagréables. Lorsqu'un propriétaire se décide un jour à la faire cesser, à qui va-t-il faire un procès ? à celui qui sans méfiance chasse au grand jour, au chasseur paisible que nul ne redoute, mais jamais il ne s'attaquera au braconnier qui se dissimule ou dont on craint la vengeance brutale.

Dangereuse aux honnêtes chasseurs, impuissante contre les braconniers, la tolérance sur les chasses banales, engendrée par la loi de 1844, n'a produit que des résultats déplorables. Le propriétaire d'un terrain difficile à surveiller et de petite étendue peut bien vexer ses voisins et leur rendre la situation intenable, mais il ne peut faire de repeuplement ni constituer des réserves. Plutôt que de laisser tuer par d'autres le gibier de son champ, sur lequel, somme toute, la loi lui reconnaît à lui seul le droit de chasse, il préfère détruire sans scrupules la nichée de perdreaux que sa faux découvre ou faire égorger par son chien la portée de jeunes levrauts nés dans son blé. C'est l'anarchie qui est née de cette exaltation du droit de propriété, conséquence curieuse mais logique après tout, puisque l'anarchie n'est que la folie d'un indivi-

dualisme poussé à l'extrême. La propriété n'est pas seulement un droit individuel, elle est aussi et avant tout tout un fait social. Sur le terrain divisé en un grand nombre de parcelles, si chacun ne veut se préoccuper que de lui-même et fait abstraction du voisin la situation devient intenable.

Sans doute, sur les grands domaines, il en va autrement, là du moins on peut se suffire à soi-même, mais qu'en résulte-t-il, un conflit chaque jour plus aigu entre les chasseurs privilégiés des grandes chasses réservées, et le porteur d'un permis qui arpente sans succès la chasse banale. Le fossé se creuse un peu tous les jours, et l'envie que suscitent ces chasses coûteuses, entretenues à grands frais et riches en gibier, se glisse lentement dans l'esprit du petit bourgeois, de l'ouvrier, du valet de ferme, qui se dépitent de parcourir des champs dans lesquels ils ne rencontrent rien.

Chacun dès lors, sans se soucier du voisin, ne songe qu'à détruire, se tenant à lui-même le raisonnement suivant, que le chasseur qui vient derrière pourrait bien ne pas avoir l'ombre d'un scrupule.

Tels sont les résultats de la loi de 1844 et ils la jugent. Aussi peut-on douter de la bonté du principe sur lequel elle repose toute entière. Qu'on ne prétende pas en effet maintenir le principe et en changer seulement les modes d'application.

Car que pourrait-on proposer? L'organisation de

territoires destinés à servir de réserves et sur lesquels personne ne pourrait chasser. Mais qui ne voit que ce serait priver les propriétaires de ces terrains, du droit de chasse, et comment le pourrait-on si on affirme que le droit de chasse est intimement lié au droit de propriété?

Va-t-on réglementer la chasse, ne l'autoriser qu'à de certains jours et sous certaines restrictions? Mais nous nous heurtons encore à la même impossibilité de toucher à une prérogative qui dérive du droit sacré de propriété.

On objectera sans doute que l'Etat possède, en vertu de ses droits de police, le pouvoir de réglementer l'exercice des libertés de chacun, et que du moment où nul ne lui conteste le droit d'interdire la chasse à de certaines époques de l'année, on ne saurait lui refuser le pouvoir de ne l'autoriser pendant les périodes d'ouverture qu'à de certaines conditions. Mais à cet argument nous pouvons facilement répondre qu'il prouve infiniment trop, car il se retourne contre nos adversaires eux-mêmes. Il ne conduit rien moins en effet qu'à annihiler le droit de chasse, puisqu'on peut concevoir le moment où la réglementation extrême aboutira à supprimer toutes les prérogatives du propriétaire chasseur. Si le droit de propriété est une émanation de notre liberté et si l'Etat n'a pas à intervenir dans l'exercice que nous en faisons, comment pourrait-on soutenir qu'il aurait au contraire la fa-

culté de réglementer à outrance l'exercice du droit de chasse, attribut d'une propriété que l'on proclame le symbole même de la liberté. Reconnaître à l'Etat le droit de réglementer la chasse dans ses moindres détails, c'est nier en quelque sorte qu'elle soit un attribut de la propriété, puisque celle-ci est, de sa nature, un droit vraiment absolu. A ceux qui proposent cette réglementation minutieuse et qui sont partisans de cette tutelle étroite, nous proposons notre système plus simple et plus logique et qui consiste à séparer franchement le droit de chasse du droit de propriété.

C'est, lorsqu'on a étudié la chose de près, la seule solution efficace, celle à laquelle aboutissent en fait les législations étrangères, c'est, croyons-nous, celle qui se défend le mieux en droit.

Sans doute la prétention des défenseurs de la loi de 1844, se présente avec une apparence de solidité très séduisante. Pour eux le chasseur, devant forcément traverser les terrains sur lesquels il chasse, porte atteinte par le fait même au droit du propriétaire, lorsque celui-ci s'oppose formellement à ce passage. Le droit de propriété est en effet un droit absolu, il autorise celui qui en est le titulaire à user de sa chose à sa guise, il est également un droit exclusif, et ceci permet d'écarter de la chose quiconque exerce sur elle le moindre droit. Le droit de s'opposer au passage du chasseur est donc un droit incontestable. Seul le propriétaire peut exercer sur son terrain les actes

de chasse, et autrui ne peut le faire qu'avec l'assentiment du maître du sol. Il est impossible de retirer de l'exercice du droit de propriété, une part aussi importante que celle qui consiste à interdire l'entrée du fonds à autrui. Cette conception du droit de propriété n'est pas inconnue, elle fait partie de ces opinions dominantes reçues et enseignées partout. Elle convient à nos habitudes d'esprit que notre besoin de clarté incline volontiers vers les solutions absolues dans leur simplicité, elle fait partie de cet ensemble de dogmes que nous aimons à rappeler comme un souvenir de nos conquêtes libérales, et comme la garantie de nos individualités. Mais elle a le grave défaut d'envisager le droit de propriété comme un pur concept, de l'idéaliser en quelque sorte en le séparant de ses applications pratiques et en le détournant de son but même qui est une fonction sociale. Le droit de propriété est-il un principe qui domine les sociétés et s'impose à elles ? N'est-il pas plutôt un produit de l'état social que celui-ci crée en lui donnant une portée limitée aux besoins de l'état actuel de la société !

Entre ces deux opinions il semble qu'aujourd'hui on ne devrait guère manifester d'hésitation. Si au temps de la Révolution on s'est plu à poser les bases immuables, croyait-on des droits des citoyens, il est probable que de nos jours on serait moins hardi à fixer dans des formules les droits de l'individu. Nous sentons trop qu'ils sont relatifs, depuis que nous con-

naïssons mieux l'influence des milieux et des temps. Nous ne sommes plus obsédés par le souvenir d'une époque féodale contre laquelle il paraissait urgent de dresser la protestation écrite d'une déclaration des droits de l'homme et des citoyens. Et nous pensons souvent qu'il pouvait y avoir dans les institutions originales et savoureuses de notre ancien droit plus d'une idée conforme à notre génie national, qu'on eut le tort de bouleverser de fond en comble et auquel nous sommes ramenés par un lent revirement. Si, durant tout notre ancien droit, le droit de chasse fut séparé du droit de propriété, c'est pour nous un nouvel encouragement. Le droit de chasse eut supporté difficilement d'être détaché si longtemps de la propriété, s'il en avait été l'accessoire inséparable. N'est-il pas préférable de reconnaître qu'à côté de l'idée romaine de la propriété, a existé chez nous une conception différente, d'origine germanique et qui n'emportait pas les mêmes conséquences ? Mais si l'on peut se faire suivant le génie des peuples des conceptions différentes de la propriété et des avantages qui s'y rattachent, ne détruit-on pas, par cette simple constatation, toute l'importance qu'on voudrait tirer du caractère général et dogmatique du concept de propriété ?

Si nous jetons les yeux autour de nous, nous verrons que chaque jour le droit de propriété subit de nouvelles atteintes. Un auteur qui ne saurait être sus-

pect de tendances subversives (1) a remarqué, l'un des premiers, avec infiniment de force, qu'à tout prendre il ne restait du droit de propriété que peu des libertés dont il se composait à l'origine. De toutes parts l'Etat est intervenu pour le restreindre. Citons avec lui parmi ces limitations qui en réduisent singulièrement l'étendue, celles qui résultent des considérations d'hygiène, de défense militaire et d'intérêt fiscal. Les règlements sur les constructions, les plans d'alignement, les autorisations de bâtir, les servitudes de reculement, les autorisations pour l'exploitation de certaines industries, l'obligation de supporter les servitudes de travaux publics, constituent autant de restrictions au droit du propriétaire et le nombre ne fait que s'accroître tous les jours. Dès lors, que penser d'un principe de propriété exclusive et absolue qui supporte de telles restrictions.

Comment expliquer cette contradiction entre le principe et les faits ? On l'a tenté par une explication infiniment séduisante. Sans doute aucune conception n'est destinée à durer toujours et celle qu'on présente aura comme tant d'autres son temps ; Mais cette construction juridique n'a pas encore donné tous les résultats qu'on peut en attendre, il convient de s'y rallier à l'heure présente, car elle est en mesure de justifier d'une façon élégante, la difficulté même à laquelle

(1) Planiol, tome I, n° 2.333 et 39.

nous nous heurtons. Envisageant la propriété comme un fait social, elle la limite au but social qu'elle doit remplir. La propriété ne se justifie que par l'usage normal qu'on en fait et cet usage normal varie avec les pays et les époques de la civilisation (2). Nous étudierons ce principe et l'ayant adopté nous nous demanderons dans quelle mesure le droit de chasse peut constituer l'usage normal du droit de propriété. Maintenant que nous avons dégagé l'importance économique, politique et juridique du problème qui nous retient, nous en aborderons l'examen en exposant d'abord l'histoire des idées qui ont eu cours sur la relation du droit de chasse avec la propriété des fonds. Nous étudierons ensuite le système consacré par la loi de 1844 dans son principe et dans ses conséquences juridiques, nous pourrons alors, instruits par l'histoire et l'étude des textes, faire choix d'un système et en proposer la formule.

(1) Ripert. *De l'exercice du droit de propriété dans ses rapports avec les propriétés voisines*. Thèse, Paris, 1902.

CHAPITRE II

HISTOIRE DES RAPPORTS DE LA CHASSE AVEC LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Le droit romain primitif ne s'est pas préoccupé de la chasse, celle-ci était libre, comme elle l'avait été par nécessité aux temps préhistoriques où elle se résumait souvent en actes de légitime défense, et aux temps lointains où elle constituait l'une des principales ressources de l'homme.

Lorsque la culture fut en honneur dans les plaines du Latium, il n'y eut d'autre limite apportée à l'exercice du droit de chasse que le souci de respecter les récoltes et les terrains ensemencés ; mais en dehors des mesures protectrices des travaux et des produits des champs (1), il n'existait dans la législation aucune réglementation sur l'exercice du droit de chasse ni pour en fixer l'époque, ni pour prohiber certains pro-

(1) Coq., *Institutions juridiques des Romains*. Tome I, n° 350.

cédés, ni pour subordonner le fait de chasse au consentement des propriétaires des champs.

Cette législation primitive se trouva bientôt insuffisante. D'abord le goût de la chasse se répandant avec la vie de luxe et d'oisiveté les inconvénients en résultant devinrent plus nombreux, ensuite et surtout la propriété et le mode d'exploitation des fonds furent profondément modifiés à la fin de la République. On vit alors se créer d'immenses domaines ou latifundia, et les espaces abandonnés à la petite culture chaque jour moins nombreux furent surtout utilisés comme vergers ou pour la culture maraîchère.

Cette considération permet de comprendre la rivalité qui devait s'établir entre le chasseur et le propriétaire foncier, les latifundia étaient de grandes propriétés d'agrément ou de rapport dans lesquelles il était impossible de supporter l'introduction de chasseurs, car l'accès en était jalousement interdit, et les terres isolées plantées d'arbres fruitiers ou cultivées en jardin ne pouvaient être parcourues sans être saccagées. On fut amené, par conséquent, à faire respecter le droit des propriétaires à partir du moment où celui-ci se trouva incompatible avec l'exercice du droit de chasse. Il semble donc qu'à l'origine il n'y eut aucune limitation au droit de chasse et ce ne fut que par la suite qu'il put être question de protéger le droit des propriétaires contre

les incursions des chasseurs. Tout d'abord si ceux-ci causent un dommage aux récoltes, il semble bien que l'action de la loi Aquilia ait remplacé l'ancienne législation des 12 tables destinée à protéger les champs (1). Mais lorsque les champs sont dépouillés des produits de la terre, quel peut être le droit du propriétaire en face du chasseur? Il est certain que nul ne peut empêcher autrui d'exercer un droit qui lui appartient d'après la nature; ainsi je n'ai pas le droit d'empêcher quelqu'un de poser des filets dans la mer, ce serait porter atteinte à sa liberté, et cet obstacle serait aussi illégal que celui qui consisterait à empêcher une personne de se tenir dans un lieu public, ou dans les monuments de la cité. En effet, la mer est une *res communis* sur laquelle chacun peut exercer librement ses droits, et le fait d'entraver le libre exercice, les facultés de chacun constituerait une atteinte à la personnalité d'autrui. Toute atteinte à la personnalité est réprimée depuis l'Edit du préteur par l'action *injuriarum æstimatoria*. Mais s'il était permis de pêcher librement sur la mer, était-il permis de s'installer pour pêcher devant la propriété privée d'un citoyen, devant sa villa? Ici la difficulté apparaît, car en somme que fait l'individu qui pénètre ainsi sur le fond d'autrui? Il n'a d'autre désir que de satisfaire son goût pour un exercice d'agrément et de s'appro-

(1) Gaius, I, III, § 218.

Labiche.

prier du gibier qui constitue une *res nullius* et appartient comme tel au premier occupant.

Mais ce chasseur n'entend nullement porter atteinte aux droits du propriétaire du champ puisque celui-ci n'a aucun pouvoir juridique sur le gibier qui, par sa nature, échappe à l'état de liberté, à toute appropriation. D'ailleurs le chasseur ne manifeste en aucune façon l'intention d'opposer une contradiction au droit de propriété du maître du terrain, ce droit, il ne le dénie pas, il ne le conteste point. Si par hypothèse il n'endommage pas le champ, puisque nous supposons celui-ci non ensemencé et dépouillé de ses récoltes, il semble que le propriétaire soit dépourvu de tout moyen de droit à faire valoir à l'encontre du chasseur. Il ne peut revendiquer, puisque la propriété n'est pas contestée et que le chasseur ne possède pas, il ne peut intenter l'interdit possessoire puisqu'il n'y a pas à proprement parler de trouble apporté à la possession du fonds qui reste absolument intacte (1), aussi déclare-t-on que c'est sans droit *tametsi nullo jure*, et par suite d'un simple usage *usurpatum tamen* que l'on a défendu de pêcher devant la maison d'autrui. Cependant le fait de violer une pareille prohibition pourra être regardé comme une insulte faite au propriétaire, comme un procédé vexatoire à

(1) Trébatius accordait l'interdit *quod vi and clam*, mais Labéon repoussa définitivement cette doctrine. *Digeste*, livre XLIII, loi 22, § 3.

son égard, et l'on peut donner à ce dernier l'action d'injures (1).

Il a semblé aux Romains qu'il était permis au propriétaire d'empêcher l'accès de son fonds. Ainsi le pose en principe un rescrit d'Antonin le Pieux, *non est consentaneum ut per aliena prædia, invitis dominis aucupium faciat*. Et Gaius consacre la même solution, *Plane qui in alienum fundum ingreditur venandi aucupandive gratia, potest a domino si is providerit, jure prohiberi ne ingrediatur* (2). Ce droit de s'opposer au passage d'autrui sur son fonds s'appelle *jus prohibendi*. Nous avons vu comment il était sanctionné, par l'action d'injures, non pas comme une atteinte au droit de propriété, mais comme une atteinte à la personne même du propriétaire. L'injure suppose essentiellement l'intention d'offenser autrui. Elle ne s'explique ici dans le droit romain que par le caractère particulier de la propriété sous l'Empire. Les vergers et les latifundia par leur nature même se prêtaient mal aux incursions des chasseurs. Si le propriétaire avait formulé une défense d'y passer cette prohibition avait une double raison d'être : d'abord la nature même des terrains, et ensuite ce fait qu'à Rome la chasse n'était l'objet d'aucune réglementation légale, qu'elle pouvait avoir lieu en tout temps et avec tous les engins connus. On

(1) *Dig.*, livre XLi, loi 13, § 7.

(2) *Dig.*, livre XLI, titre 1, loi 3, § 1.

conçoit dès lors que le propriétaire ait eu un intérêt légitime à s'opposer à l'exercice d'un droit de chasse dont la liberté absolue était susceptible de gêner ses travaux agricoles. Ainsi se justifie à Rome le principe du *jus prohibendi*. Si celui-ci est considéré comme une conséquence du droit de propriété, il faut voir là moins un principe général découlant de la nature du droit de propriété en lui-même qu'une détermination d'effets produits par ce droit dans une législation spéciale et à une époque précise eu égard à des besoins économiques résultant du milieu social. La preuve en est qu'à Rome même le *jus prohibendi* n'est apparu qu'assez tard et sous le coup de nécessités toutes relatives.

Si en effet du droit romain nous passons au droit germanique, nous constaterons aussitôt que la législation va reposer sur des bases entièrement nouvelles.

Chez les Germains, comme on le sait, la propriété foncière individuelle n'existait pas encore au temps de Tacite. Cette notion s'est développée après l'invasion d'une façon tout à fait originale et tout à fait contraire aux conceptions romaines. Le trait dominant de la propriété dans notre ancienne France est sa décomposition en des droits variés répartis sur des têtes différentes et qui au lieu de constituer une exception, arrivent à être l'état normal de ce droit, celui-ci ne présente donc plus le caractère exclusif et absolu qu'il avait au temps des Romains.

Le régime féodal avait entraîné la reconnaissance d'une superposition de propriétaires : Le suzerain qui avait la directe ou domaine éminent, le vassal qui possédait le domaine utile, et le censitaire qui jouissait de la terre à titre de censive. A qui devait, dès lors, appartenir le droit de chasse ? Celui-ci se trouva complètement séparé du droit de propriété, car il n'y avait aucune raison décisive de l'accorder à l'un des titulaires de ces droits plutôt qu'à l'autre. A cette époque on assiste à un autre phénomène caractéristique du régime féodal, l'absorption au profit de certains particuliers de prérogatives qui avaient été considérées jusque là comme relevant de la puissance publique. L'ensemble de ces droits porte le nom de seigneurie. Dès lors, n'était-ce pas au seigneur plutôt qu'aux propriétaires que devait appartenir le droit de chasse ? La chasse au Moyen Age n'a plus du tout le caractère qu'elle avait au temps de la domination romaine. Elle est surtout un sport noble et coûteux, elle se pratique surtout contre la grosse bête avec l'épieu ou bien contre le petit gibier à l'aide de faucons et des autres oiseaux de vénerie, elle s'accompagne toujours d'un important cortège de cavaliers et de chiens. Elle nécessite donc un appareil que seuls les nobles pouvaient posséder, elle devient un plaisir de luxe et les bêtes chassées avec le plus de passion sont le cerf qu'on abandonne aux chiens ou le héron dont on ne peut tirer nul profit.

Il ne faut donc pas s'étonner qu'on ait envisagé dans les basses classes de semblables équipages comme réservés aux princes et que ceux qui commandaient au peuple s'en soient attribué le monopole en défendant à leurs vilains de poursuivre un gibier affecté aux distractions des seigneurs. Déjà dans la loi germanique apparaît l'idée d'un gibier réservé aux nobles par une série de dispositions des lois barbares qui fixaient le Wergeld dû pour avoir détruit des cerfs ou tué des chiens de chasse.

Le droit des nobles de la loi germaine fut dévolu simplement aux seigneurs de l'époque féodale avec cette idée nouvelle que le droit de chasse cesse d'être le privilège d'une classe pour devenir un attribut de la puissance publique, réservé par suite à ceux qui disposent du pouvoir non pas dans l'intérêt général mais pour leur seul intérêt privé. Lorsque le roi entreprit de reprendre à l'encontre des seigneurs les droits de souveraineté, il fit proclamer que la chasse était par essence un droit régalien. Si les nobles ou seigneurs continuent de chasser, c'est par suite d'une simple concession royale. On dit alors couramment « Le droit de chasse est au roy ». De Launay s'exprime ainsi « Le droit de chasse est droit royal et personne n'en peut jouir que par la permission du roy » « il n'est pas nécessaire que les roys aient la seigneurie et la principauté des oiseaux et des bêtes

sauvages pour qu'ils puissent en permettre et en défendre la prise (1). »

Cette doctrine est admise sans difficulté au xvi^e siècle. La déclaration du 10 décembre 1581, insiste sur le caractère de tolérance royale du droit que les seigneurs continuent d'exercer. « N'entendons « toutefois défendre l'honnête plaisir et exercice de « notre noblesse dans les cas et ainsi qu'il lui est to- « léré et permis par nos dites ordonnances (2). » Il ne semble pas que cette conception ait soulevé de critiques sérieuses avant la Révolution. Sans doute les plaintes que faisait naître ce système étaient nombreuses, mais elles s'attaquaient aux abus du régime et non pas au principe sur lequel il reposait. Les roturiers dans leurs cahiers se plaignaient en effet que les concessions royales fussent l'apanage d'une classe qui s'en servait de façon à molester les paysans. Les dégâts causés aux champs par le gibier et les chasses à courre, la sévérité d'une législation draconienne qui faisait, de la moindre infraction aux droits des seigneurs, un délit sévèrement puni, étaient les seuls reproches que l'on adressât au droit ancien. Si l'on avait accordé aux roturiers le droit d'obtenir à leur tour et moyennant finance des concessions royales et si l'on avait organisé une procé-

(1) De Launay (*Traité du droit de chasse.*)

(2) Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, tome XIV, p. 506.

dure efficace pour obtenir réparation des dommages causés par le gibier, en même temps qu'une loi protégeant les récoltes contre les chasseurs, il est probable que nous aurions aujourd'hui une législation qui s'écarterait peu des dispositions en vigueur en Allemagne.

Mais peu de temps après que disparurent les privilèges de la noblesse, la royauté fut détruite à son tour. Le roi exerçait ses droits non pas dans l'intérêt général mais comme une prérogative individuelle. Nulle part cette conception curieuse de notre droit public ancien n'était plus sensible qu'en matière de chasse, car c'était là surtout qu'on apercevait un lien entre la satisfaction personnelle du souverain et l'exercice de ses droits. Les derniers rois furent tous de grands chasseurs et utilisèrent pour eux-mêmes les prérogatives royales, aussi considéra-t-on leurs droits en cette matière comme s'évanouissant avec l'ancien régime. On aurait pu certes donner à la nation elle-même, pour en disposer au mieux des intérêts généraux, le droit de chasse, elle eût possédé ce droit comme succédant aux Rois, mais elle l'eût employé en vue de l'intérêt public. Cette idée ne vint à l'esprit de personne. On crut que le droit de chasse, prérogative royale, était tombé et que désormais il convenait de poser des principes entièrement différents. C'était au droit Romain qu'on était tout naturellement porté à revenir, puisque l'on supprimait toutes les prérogatives seigneuriales

et qu'on affranchissait la terre de tous les droits féodaux. La conception romaine d'une propriété exclusive et absolue qui était déjà apparue au temps de la Renaissance comme l'antithèse des idées du Moyen Age, devait redevenir à l'époque de la Révolution le symbole de la liberté nouvelle. On apercevait déjà ces tendances dans le décret des 4 et 11 Août 1789, par lequel la noblesse renonce à ses privilèges.

« Le droit exclusif de la chasse et des garennes ou-
« vertes est aboli ; tout propriétaire a le droit de dé-
« truire seulement sur ses possessions toute espèce de
« gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui
« pourront être faites relativement à la sécurité pu-
« blique. Toutes capitaineries royales et toutes ré-
« serves de chasse, sous quelque dénomination que ce
« soit sont pareillement abolies ».

En adoptant le système romain on allait en consacrer toutes les conséquences. Aucune réglementation, la propriété sans limites entraînait un droit de chasse sans réserves aucunes. La loi ne réglant ni les engins ni les moments de la poursuite consacrait par là même d'inévitables abus dans un pays où la passion de la chasse était singulièrement plus vive qu'au temps des Romains. Dès le 30 Avril 1790 on fut obligé de régler le droit de chasse pour mettre un frein aux abus qui s'étaient développés de toutes parts. Cependant à l'occasion du vote de cette loi on remit en question le principe sur lequel le décret des 4-11 Août

1789 s'était fondé. Ce fut Robespierre qui combattit le rapport du droit de chasse avec le droit de propriété, contestant que le premier découle nécessairement du second il disait « je m'élève contre le principe qui restreint le droit de chasse aux propriétaires seulement, « je soutiens que la chasse n'est point une faculté qui « dérive de la propriété ; aussitôt après la dépouille de « la superficie de la terre, la chasse doit être libre à « tout citoyen indistinctement. Dans tous les cas les « bêtes fauves appartiennent au premier occupant ; je « réclame donc la liberté illimitée de la chasse en permettant toutefois des mesures pour la conservation des « récoltes et pour la sécurité publique ».

Cette opinion resta sans écho, et Merlin ayant combattu la doctrine de Robespierre pour lui opposer la conception romaine l'emporta devant l'assemblée.

Cependant il y avait dans la pensée de Robespierre une part certaine de vérité, à côté d'une erreur. Si en effet, et nous aurons à discuter ce point, on peut à bon droit soutenir qu'il ne convient pas de restreindre le droit de chasse aux seuls propriétaires, du moins il ne saurait en résulter par voie de conséquence que chacun pourrait chasser librement sur la propriété d'autrui. Cette thèse aboutirait en somme à reconnaître que le droit de chasse appartient à tout le monde ou si on le préfère et, ce qui revient au même, qu'il n'appartient à personne. Il est possible de concevoir que si le propriétaire du fonds n'est pas maître de décider à lui

seul qui pourra chasser sur sa terre, de donner cette autorisation à l'un et la refuser à l'autre, il peut exister une autorité autre que le propriétaire à qui appartient cette faculté. Il eût été naturel de concevoir que ce devait être le pouvoir qui succédait en France à l'autorité royale, c'est-à-dire la nation toute entière agissant par l'organe de la circonscription administrative la plus apte à exercer le droit de chasse, nous voulons parler de la commune.

Quoi qu'il en soit l'opinion de Robespierre resta isolée, ayant voulu répliquer à ses adversaires, il ne pût le faire tant l'Assemblée était hostile à son idée. La loi du 30 avril 1790 consacra donc législativement les rapports entre le droit de chasse et le droit de propriété.

« L'Assemblée Nationale considérant que par ses
« décrets des 4, 5, 7, 8 et 11 août 1789, le droit exclusif
« de la chasse est aboli, et le droit rendu à tout pro-
« priétaire de détruire ou faire détruire sur *ses pos-
« sessions seulement*, toute espèce de gibier, sauf à se
« conformer aux lois de police qui pourraient être
« faites relativement à la sécurité publique; mais que
« par un abus répréhensible de cette disposition, la
« chasse est devenue une source de désordres qui, s'ils
« se prolongeaient davantage pourraient devenir fu-
« nestes aux récoltes, dont il est si instant d'assurer
« la conservation, a, par provision, et en attendant
« que l'ordre de ses travaux lui permette de plus

« grands développements sur cette matière, décrété ce
« suit :

« *Art. 1^{er}* Il est défendu à toute personne de chasser,
« en quelque temps et de quelque manière que ce
« soit sur le terrain d'autrui, sans son consentement,
« à peine de vingt livres d'amende envers la commune
« du lieu et d'une indemnité de dix livres envers le
« propriétaire des fruits, sans préjudice de plus grands
« dommages-intérêts s'il y échoit. Défenses sont pareille-
« ment faites, sans la dite peine de vingt livres d'amende
« aux propriétaires ou possesseurs, de chasser dans
« leurs terres non closes, même en jachère, à compter
« du jour de la publication du présent décret jusqu'au
« 1^{er} Septembre prochain, pour les terres qui seront
« alors dépouillées, et pour les autres terres jusqu'après
« la dépouille entière des fruits, sauf à chaque dé-
« partement à fixer pour l'avenir le temps dans lequel
« la chasse sera libre, dans son arrondissement aux
« propriétés non closes. »

Cette loi, en même temps qu'elle consacrait le principe du droit du propriétaire sur la chasse et défendait la chasse sur le terrain d'autrui, faisait prévoir une réglementation de détail destinée à éviter le retour des abus entraînés par la licence à laquelle elle se proposait de mettre fin.

C'est en 1810 qu'on voit enfin apparaître l'intervention de l'Etat dans notre matière. Un décret du 11 août 1810 sanctionné par un décret du 14 mai 1812

créa le permis de chasse. Il était délivré à cette époque moyennant le versement d'une somme de 30 francs, à ceux qui voulaient pratiquer la chasse à tir et il représentait une dépense pour le temps bien plus considérable que le prix de 28 francs que coûte à l'heure actuelle notre permis de chasse.

Mais c'est surtout cette idée d'un permis de chasse qui apportait dans la législation en vigueur un élément théorique tout à fait nouveau. On n'arrive pas à comprendre pourquoi si le droit de chasse appartient au propriétaire il sera forcé de payer une redevance à l'Etat pour exercer ce droit. Sans doute on nous objectera que le gouvernement faisait payer non pas le droit de chasse, mais le droit de porter un fusil et d'en faire usage. Cet argument n'est pas décisif. On n'avait pas à payer de port d'armes si l'on utilisait son fusil pour sa propre défense, ou pour s'exercer au tir à la cible. On ne devait acquérir le permis que si l'on se servait de ses armes pour la chasse. C'était donc la chasse qui était l'objet de cet impôt. On conçoit très bien que l'Etat fasse payer un impôt aux citoyens à l'occasion du droit de propriété lui-même. Mais tel n'était pas notre cas. Car l'impôt foncier grève le propriétaire, tandis que le permis de chasse grève le chasseur. Si le propriétaire foncier ne veut pas chasser, il n'a pas à prendre de permis de chasse, et le chasseur qui n'est pas propriétaire et profite d'une tolérance sur une

chasse banale devra cependant acquitter le montant de son permis de chasse. Le permis n'est donc pas quoiqu'on en pense un impôt qui frappe un droit reconnu par la loi, c'est au contraire la rémunération d'une autorisation légale sans laquelle le droit n'existe pas du tout. Le propriétaire qui ne paye pas son impôt foncier n'en est pas moins théoriquement le propriétaire, l'impôt le grève en vertu d'un droit préexistant que cet impôt présuppose. Au contraire le propriétaire qui n'a pas obtenu de permis de chasse n'a pas plus le droit de chasser que ne l'aurait celui qui n'ayant pas de permis ne posséderait aucune terre où il lui serait possible de l'exercer. Lorsque le propriétaire est sans permis, l'Etat ne lui réclame pas le montant de celui-ci, il n'a pas le droit de le faire, il lui fait tout simplement un procès pour avoir chassé sans droit. Il est donc permis d'affirmer que la création du permis en 1810 apportait une conception tout à fait originale et nettement contraire aux principes posés dans la loi de 1790. Cette législation était d'ailleurs nettement insuffisante. Elle ne limitait pas l'emploi des engins propres à la chasse. Elle les autorisait tous. En outre elle indiquait bien une époque de fermeture, mais elle n'interdisait pas la vente du gibier pendant cette époque, et elle rendait ainsi tout à fait vaine sa prohibition sur ce point. En dernier lieu elle ne défendait pas l'affût la nuit. Il convenait donc de compléter à tous ces égards le défaut d'une règle-

mentation trop peu précise, et qui était restée en suspens depuis la Révolution.

Tel fut le besoin auquel répondit la loi du 3 mai 1844 qui nous régit encore.

Quel parti allait-elle prendre sur les principes ? Telle est la question que nous allons examiner, et avec elle commence l'étude de la législation positive sur notre point.

CHAPITRE III

LE DROIT DE CHASSE APPARTIENT-IL AU PROPRIÉTAIRE FONCIER ?

La loi de 1844 contient dans son article 1^{er} la contradiction formelle résultant d'un système qui, après avoir paru accorder le droit de chasse au propriétaire le soumet à la nécessité d'un permis de chasse.

Si nous lisons l'art. 1^{er} de la loi, nous verrons dans les deux alinéas qu'il renferme éclater, avec la proclamation successive des deux principes, l'opposition qu'ils renferment.

« Art. 1^{er}. Nul ne pourra chasser sauf les exceptions ci-après si la chasse n'est pas ouverte et s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente. Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droits. »

Les deux idées contenues dans cet article, la première que le droit de chasse suppose une permission

de l'autorité compétente sans laquelle il ne saurait appartenir à personne, et la seconde que le même droit de chasse découle du droit de propriété et suppose l'agrément du propriétaire ont d'ailleurs été proclamées avec la même énergie dans les travaux préparatoires. M. Frank Carré disait : (1)

« Nul ne pourra chasser sauf dans les lieux clos,
« s'il n'a obtenu le permis. Cette obligation pèse sans
« distinction sur tous les chasseurs, à quelque classe
« qu'ils appartiennent, même aux gardes des particu-
« liers, des communes, des établissements publics, de
« l'Etat, c'est la condition essentielle de l'exercice de
« la chasse, de quelque manière que cet exercice se
« pratique, en quelque endroit qu'on s'y livre, si ce
« n'est dans un lieu clos. »

M. Barillon de son côté ne craignait pas d'affirmer (2).

« Le droit de chasse est une dépendance du droit
« de propriété, on donne au propriétaire le droit de
« l'interdire sur son terrain. »

L'exposé des motifs du projet de loi disait déjà (3) :
« Le second paragraphe de l'art. 1^{er} déclare en termes
« formels que nul ne pourra chasser sur la propriété
« d'autrui, sans le consentement du propriétaire ou de
« ses ayants-droits. Il a paru utile de consacrer par

(1) Duvergier, 1844, p. 116, note 1.

(2) Duvergier, 1844, p. 100, note 2.

(3) Duvergier, 1844, p. 85, colonne 1.

« une disposition spéciale le droit du propriétaire ».

En présence de cette antinomie nous pouvons adopter plusieurs solutions. Ou bien faire prévaloir l'un des deux alinéas sur l'autre, admettre que la nécessité d'un permis est chose moins capitale en matière de chasse que le droit de propriété ; admettre au contraire que le droit de propriétaire disparaît devant la nécessité d'un permis.

Ou bien essayer de concilier les deux alinéas en nous efforçant de leur assigner un rôle respectif distinct.

Le dernier procédé, évidemment plus respectueux du législateur auquel on ne prête aucun défaut de logique est celui qui doit être préféré.

C'est donc lui que nous emploierons, et il nous conduira aux conclusions suivantes : que l'alinéa 1^{er} en posant la condition du permis a visé le droit de chasse lui-même, tandis que l'alinéa II en subordonnant le droit du chasseur résultant du permis au consentement du propriétaire n'a nullement entendu toucher au droit de chasse, mais a voulu simplement consacrer cet attribut de la propriété déjà signalé chez les Romains, qui découle du caractère exclusif du droit, et qui sous le nom de *jus prohibendi* permet à tout propriétaire d'un champ de s'opposer au passage d'autrui sur son fonds.

Il convient en effet de faire une distinction très nette entre le droit de chasse proprement dit et le

droit connu sous le nom de *jus prohibendi*. Le droit de chasse c'est la faculté de se livrer à la recherche, à la poursuite et à l'appropriation du gibier, qui de *res nullius* qu'il était auparavant deviendra après avoir été blessé grièvement, capturé ou mis à mort, une chose susceptible de propriété individuelle.

Le *jus prohibendi* au contraire c'est le droit de s'opposer au passage d'un tiers sur votre propriété, sans avoir à rechercher si ce tiers exerce ou non le droit de chasse, mais en invoquant l'intérêt que l'on peut avoir à utiliser seul la chose et à s'opposer à tout usage qu'en ferait autrui.

On voit de suite que le *jus prohibendi* n'a rien à voir avec le droit de chasse.

Tous les propriétaires ont le *jus prohibendi*, ils n'ont pas tous le droit de chasse. Tel serait le cas d'un propriétaire mineur ou indigne de la délivrance d'un permis de chasse. Il n'aurait pas le droit de chasser mais il aurait certainement le *jus prohibendi*.

Ainsi compris le *jus prohibendi* n'est pas d'ailleurs un attribut qui ne puisse se rattacher qu'au seul droit de propriété. Il est la consécration de cette idée simple et fondamentale que quiconque possède un droit peut toujours s'opposer aux actes qui viendraient contrarier le libre exercice de sa prérogative. C'est ainsi que le *jus prohibendi* permet à tout locataire de s'opposer à la violation de son domicile et aux fermiers de s'opposer au passage d'un tiers sur des

champs ensemencés et qu'ils cultivent. Il serait d'ailleurs étrange qu'on put confondre le *jus prohibendi* et le droit de chasse puisque le premier n'est en somme que la négation du second et ne tend qu'à en entraver l'exercice.

Dénier un droit à quelqu'un ce n'est pas nécessairement en prétendre pour soi-même l'exercice. Quand un individu interdit à autrui de chasser sur son fonds, cela n'implique nullement de sa part l'intention de chasser lui-même et d'affirmer à son profit le droit qu'il refuse au voisin. Empêcher quelqu'un de bâtir ce n'est pas avoir pour soi le droit de le faire.

Le *jus prohibendi* n'implique pas le droit de chasse pour celui qui l'exerce, de même celui qui a le droit de chasse n'en tire pas forcément la faculté d'invoquer le *jus prohibendi*.

Le droit de chasse n'est pas un attribut du droit de circuler sur un fonds, car on peut y circuler à bien des titres. Le fermier y circule pour les besoins de sa culture, le titulaire d'une servitude pour y chercher de l'eau, du sable, pour y faire paître des troupeaux, pour y exercer un simple droit de passage. Le savant y ramasse des pierres, des herbes, des insectes pour ses collections. Chacun peut se promener à sa guise sur les rivages de la mer ou naviguer dans les eaux territoriales ou sur les rivières navigables ou flottables, comme sur les routes mêmes, et cependant cela n'implique en aucune façon pour ces personnes le droit

de chasse sur ces lieux dont l'accès leur est permis.

Nous dirons donc que le propriétaire a le *jus prohibendi*. La loi de 1844 le proclame, mais nous nierons qu'il en découle pour lui le droit de chasse.

Quant au *jus prohibendi*, sans doute la loi de 1844 le consacre en termes formels, mais est-ce là une faveur de la loi ou une application pure et simple des principes du droit de propriété. Celui-ci comporte-t-il toujours le *jus prohibendi* et cela d'une manière générale sans faire aucune espèce de distinction ?

Ici se pose une question fondamentale et qui domine en quelque sorte toutes les recherches auxquelles nous nous livrons.

Est-il permis à quelqu'un de pénétrer sur un fonds malgré la défense du propriétaire, lorsque le fonds n'est ni ensemencé, ni couvert de récoltes, qu'il n'est pas clos, qu'il ne s'agit pas d'y chasser, qu'on n'y occasionne aucun préjudice, et qu'on n'y commet aucun acte de nature à troubler la possession du titulaire du fonds ?

Il est bien certain que s'il s'agissait d'un lieu habité, le fait que nous prévoyons constituerait le délit de violation de domicile, s'il est ensemencé ou couvert de récoltes on commettrait la contravention prévue par les art. 471, § 12 et 475, § 9 du Code Pénal, s'il est clos, il peut y avoir escalade ou bris de clôture, si l'on y pénètre pour chasser, il y a délit de chasse

prévu et puni par la loi de 1844, s'il y a dégradation et préjudice, le quasi-délit sera réparé par l'application de l'art. 1382. Si le droit du propriétaire est contesté ou troublé il agira par l'action en revendication ou par l'action possessoire, mais nous avons justement pris soin d'écarter par définition toutes ces hypothèses. Il s'agit d'un champ ouvert, d'une laude, d'une bruyère, d'un chaume, d'une terre labourée ou en friche, d'un terrain de montagne. Le passage sur un tel fonds ne laisse aucun préjudice appréciable, mais le propriétaire a émis l'intention d'empêcher autrui d'y pénétrer. Il a formulé une défense expresse, il l'a même rendue publique. Quelle sera la sanction d'une pareille prohibition ? Celui qui l'outrépasse ne commet pas un vol, s'il a soin de ne rien s'approprier, s'il ne ramasse ni le caillou qui remonte au déluge, ni la fleur qui doit sécher dans l'herbier. Il ne vient là que pour jouir du point de vue, pour abrégér sa route, ou pour poursuivre un papillon, la tentation l'a emporté, il a franchi les limites défendues. Que faire contre lui ? Ah, sans doute, si le propriétaire de l'héritage avait acheté le fonds pour y faire des fouilles géologiques, pour y procéder à la cueillette ou à la vente des simples, s'il avait installé une halte, où moyennant argent on puisse jouir du coup d'œil, s'il avait par des cultures spéciales attiré certains papillons rares, il pourrait invoquer un préjudice.

Mais ces hypothèses sont invraisemblables et nous

supposons qu'elles ne sont pas réalisées. Le propriétaire n'invoque qu'une seule prérogative, son droit de propriété. Il est dit-il exclusif. Il veut expulser quiconque s'aventurerait sur son fonds, et cela par simple caprice, par la seule justification qu'il est propriétaire et sans qu'il soit besoin d'invoquer d'autre autorité. Le peut-il ?

Ce serait peut-être le cas de lui répondre avec la sagesse du prêteur antique. *De minimis non curat prætor*, mais peut-on proclamer que le droit de propriété est de si peu d'importance et le juge qui n'accorde pas de faveur, mais sanctionne un droit doit-il déterminer le minimum au-dessus duquel il examinera les prétentions des plaideurs ?

Il faut aller plus loin. On ne peut que rejeter une demande si elle ne présente aucun intérêt. Pas d'intérêt, pas d'action, telle est la règle fondamentale qui s'élève au-dessus de toutes les autres règles du droit. Notre propriétaire n'a ni intérêt pécuniaire, ni intérêt juridique, ni intérêt moral, donc nous devons lui refuser toute action. Il suffirait qu'un de ces intérêts apparaisse pour que le juge soit dans l'obligation d'accueillir sa prétention. Si le passant qui contrevient à la défense le fait dans un esprit vexatoire, pour narguer le propriétaire, il n'est pas impossible de voir là une violation d'intérêt moral de nature à motiver une réparation. Les Romains, avec leur finesse habituelle d'analyse juridique, l'avaient bien compris. Ils recon-

naissaient en pareil cas l'existence d'une véritable injure donnant naissance à l'action *injuriarum aestimatoria*. Ulpien donne l'action *injuriarum*, en pareil cas (1). Mais à défaut d'intérêt, aucune prétention ne saurait être élevée. Une affiche ne saurait à coup sûr, et par la seule volonté de celui qui l'appose faire naître un droit là où il n'en existe pas. Une volonté unilatérale pourrait s'obliger à la rigueur, mais elle ne saurait avoir pour effet d'obliger autrui.

Les Romains avaient coutume de prévoir de leur vivant la violation possible de leur sépulture après leur mort, et le défunt faisait parfois défense aux vivants de troubler son repos sous peine d'amende fixée par lui, et inscrite sur sa tombe comme une peine devant frapper ceux qui ne respecteraient pas cette volonté suprême. Coutume curieuse, mais qui se justifie puisque la loi réprimant la violation de sépultures comme un outrage aux mânes du défunt, celui-ci n'intervenait que pour déclarer par avance dans quelle mesure il éprouverait, en face d'un tel acte, le ressentiment qui devait servir à évaluer la réparation. De nos jours il serait donc absolument inefficace d'apposer sur un fonds un écriteau portant défense de pénétrer sous peine de verser telle somme, déterminée par l'auteur même de la prohibition. Mais si le propriétaire est dans l'impuissance d'agir par lui-même, les tribu-

(1) *Dig.*, livre XLVII, titre 10, loi 13, § 7.

naux seraient-ils en droit d'intervenir à sa place pour le protéger. Pourrait-on leur demander de défendre d'entrer sur un fonds à peine d'une astreinte fixée à tant par contravention ?

Il nous semble que, en dépit de la faveur rencontrée par le procédé des astreintes dans la jurisprudence, ce procédé serait ici tout à fait hors de cause.

D'abord il paraît impossible de prononcer une astreinte contre un tiers non déterminé. Un semblable jugement constituerait une décision sur une difficulté non encore pendante et par suite ne trancherait pas un véritable débat. On ne peut faire reconnaître en justice un droit qui n'est pas encore né, ou dont l'objet futur n'est pas encore contesté. Mais même à supposer qu'il s'agisse d'un tiers ayant déjà contrevenu à la défense, le juge pourrait-il en déclarant qu'il ne devait pas le faire, fixer une astreinte pour chaque nouvelle contravention. Ecoutons sur ce point l'avis autorisé de notre maître M. Planiol (1) :

« Le même procédé pourrait encore être employé à
« propos d'obligations de ne pas faire ? La jurispru-
« dence le fait, par exemple elle condamne un artiste
« à payer tout par représentation donnée contraire-
« ment à un engagement de ne pas jouer. Mais est-ce
« bien là vraiment une astreinte ? Je ne le pense pas,
« car à chaque contravention commise la condamna-

(1) Planiol, tome II, n° 208, note 1.

« tion est encourue définitivement et il n'en peut pas
« être fait remise ; ce ne sont donc pas des condam-
« nations purement comminatoires, comme le sont les
« astreintes véritables, on peut rapprocher les deux
« choses, elles sont analogues, elles ne sont pas iden-
« tiques ».

En effet, l'astreinte a un caractère purement comminatoire ; ce qui la distingue des dommages-intérêts, c'est qu'elle n'a pas pour but de réparer exactement le préjudice causé. L'individu qui manque à une obligation de faire pourra par la suite ne plus enfreindre la défense qui lui est faite. Dans ces conditions, si une astreinte comminatoire était prononcée contre lui, il pourrait toujours, affirmant son intention de se soumettre, provoquer la réduction de cette astreinte au seul préjudice causé. C'est ce que disent MM. Aubry et Rau (1).

« Si toutefois il était question d'une obligation
« dont l'exécution exigeât l'action personnelle du dé-
« biteur, celui-ci serait toujours admis à arrêter
« l'effet d'une condamnation à des dommages-in-
« térêts fixés par jour de retard, en déclarant qu'il ne
« peut ou ne veut plus exécuter cette obligation et en
« provoquant le règlement définitif des dommages-in-
« térêts en une somme fixe ».

Mais quand il s'agit d'une obligation de ne pas

(1) Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, 5^e édition, tome IV, p. 66, § 299.

faire, une fois le règlement obtenu, qui empêchera le débiteur de cette obligation de commettre une nouvelle contravention.

Il semble donc que la situation ne puisse jamais se régler définitivement.

En outre quand il s'agit d'une astreinte véritable, celle-ci n'a pas un rapport nécessaire avec le préjudice éprouvé, or, dans notre hypothèse, le droit du propriétaire est violé quand on pénètre sur son terrain, mais il n'en résulte aucun préjudice appréciable en argent, le propriétaire d'un champ isolé dans la plaine ne subit aucun préjudice quand on traverse son fonds dépouillé de récoltes, malgré sa défense. Si les tribunaux veulent fixer une somme à payer par contravention ou bien cette somme est dans l'esprit du juge définitive, mais comme elle est alors égale au préjudice, elle doit se réduire à zéro, ou bien elle est comminatoire, mais elle ne peut en pareil cas être efficace, celui qui l'encourt pouvant toujours demander qu'elle soit ramenée au préjudice c'est-à-dire à zéro, sans que l'engagement de s'incliner devant la décision de justice, puisse emporter de garanties sérieuses pour l'avenir.

C'est donc au défaut d'intérêt qu'il faut s'attacher pour refuser le droit d'agir dans un grand nombre de cas où l'on pourrait être tenté d'accorder une action, en affirmant que le droit théorique d'un individu a reçu une atteinte.

Le législateur ne doit pas se préoccuper des droits en eux-mêmes envisagés comme des principes abstraits, il ne fait pas de la métaphysique, mais il descend dans les réalités pratiques, il protège les intérêts économiques et pécuniaires. De cette opposition entre le droit et l'intérêt sont nés nombre de problèmes qui ont longtemps paru insolubles et soulevé la curiosité générale. Démosthène parlant aux Athéniens raconte qu'un homme ayant loué un âne pour faire un voyage s'était mis à l'ombre de la bête au plus fort de la chaleur du jour. Le propriétaire de l'animal réclamait un salaire plus élevé que le prix convenu, sous prétexte qu'il avait loué l'âne et non pas l'ombre de celui-ci. Aussitôt le silence se fait dans l'assemblée, chacun se passionne pour le curieux point de droit. L'orateur aussitôt de s'indigner que le peuple prête une oreille attentive à des contes alors que les plus graves intérêts de la République le laissent indifférent.

C'est Rabelais qui nous rapporte l'histoire d'un faquin qui en la rôtisserie du petit Chastelet mangeait son pain à la fumée du rôt. Le rôtisseur voulait qu'il lui payât la fumée de son rôt.

Le faquin disait n'avoir rien pris, n'être en rien débiteur :

« La fumée dont estait question évaporoÿt par
« dehors, ainsi comme ainsi se perdoÿt elle ; jamais
« n'avoyt este ouÿ que dedans Paris on eust vendu
« fumée de roust en rue ».

Le faquin tenait un très sage langage, le rôtisseur ne pouvait prouver le plus léger dommage, de quoi se plaignait-il, fumée de rôti, ombre de bête ne sont pas choses marchandes dont on puisse tirer parti.

Il en sera peut-être un jour autrement, et la science qui utilise les choses les moins saisissables, viendra peut-être un jour donner une valeur économique à la fumée des rôtis après avoir récupéré pour en extraire les principes volatils celle des hauts fourneaux de nos usines modernes. Toutes choses arrivent, et le domaine du droit s'étend avec le champ des connaissances humaines.

L'abeille vient butiner mes fleurs, elle emporte le suc jusqu'aux ruches voisines, je n'ai nul droit au miel qui est son œuvre, et ne puis réclamer aucun dédommagement d'une propriété qui me fut enlevée sans dommage sensible.

L'aéroplane qui demain sillonnera les airs au-dessus de mon fonds, porte une atteinte manifeste à mon droit de propriété. L'art. 552 le dit formellement : (1) « La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous ».

Mais cependant de quoi pourrais-je me plaindre ;

(1) Que l'on compare à ce texte celui de l'art. 905 : Code civil allemand : « Le droit du propriétaire d'un fonds s'étend à l'espace « au-dessus et au sol au-dessous de la surface. Il se peut cependant que les travaux soient entrepris à une telle hauteur ou à « une telle profondeur qu'il n'ait plus aucun intérêt à les em-
« pêcher. »

quelle action intenter, si je n'éprouve en réalité aucun préjudice ?

Refuser toujours tout droit au propriétaire en pareil cas, c'est aller trop loin, protéger en sens inverse la propriété même en l'absence de préjudice, c'est aller à l'encontre du but même du droit. La vérité est que ces petites difficultés touchent dans leurs solutions aux principes les plus élevés et qu'elles ne comportent pas une solution simple et unique. On peut les discuter à perdre haleine parce que chaque opinion se place à un point de vue différent. La lumière et l'ombre n'appartiennent à personne et l'on comprend pourtant la réponse de Diogène qui demandait à Alexandre de s'écarter de son soleil. La fumée des rôtis n'est pas à celui qui la laisse évaporer dans la rue, mais la fumée épaisse des usines, ne saurait pénétrer sans dommage dans la boutique du blanchisseur voisin. L'abeille, modeste ouvrière, est accueillie dans les jardins, mais le confiseur n'est pas tenu de lui laisser butiner le sucre de ses friandises qui la retiennent souvent captive, le fil télégraphique ou téléphonique ne peut traverser mon fonds et s'appuyer sur mon toit sans une indemnité que proclame la loi du 28 juillet 1885... tandis que les pigeons du voisin affirment la liberté de l'espace dans leurs vols gracieux.

Et de toutes ces solutions diverses, la raison unique et vraie est l'intérêt réciproque de chacun.

Un intérêt plus fort, qu'il soit théorique ou utilitaire, l'emporte sur l'intérêt moindre, que l'intérêt social grandisse, le droit prendra naissance, puisque le droit consiste à incliner la liberté d'autrui devant une autre liberté jugée socialement plus respectable.

L'aéroplane peut passer sans crainte au-dessus de ma terre, pourvu que la hauteur soit suffisante pour qu'aucun intérêt n'en soit troublé, mais qu'il ne rase pas mon sol, ne gêne pas ma culture ou ma simple tranquillité.

Plus on étudie les droits en eux-mêmes et plus on constate qu'il n'en est pas d'absolus, mais que tous sont limités. Idée féconde qui a trouvé sa formule dans l'expression saisissante quoique peu exacte « d'abus de droit ». La vieille maxime *qui suo jure utitur, neminem lædit* reste toujours vraie, le droit consiste justement à pouvoir par son activité porter atteinte aux intérêts d'autrui. Un acte ne m'est utile qu'autant qu'il présente un avantage pour moi, c'est-à-dire un désavantage pour celui qui en aurait recueilli à mon défaut le bénéfice. Plus mon activité juridique sera grande et plus je serai amené à léser d'intérêts autour de moi. Cependant ce ne serait pas pour moi une source d'avantages d'avoir des libertés si je devais indemniser de tous les préjudices qu'elles entraînent. L'idée de droit implique le pouvoir d'exer-

cer l'activité individuelle sans réparation des contre-coups qui en résultent. Dès lors qu'on est obligé d'indemniser ceux qui souffrent de nos actes, c'est qu'on a agi sans droit, comme le dit si exactement M. Planiol (1). « Le droit cesse ou l'abus commence. »

Il résulte de ces idées, chaque jour plus répandues, qu'il ne saurait exister de droits illimités, et qu'on ne doit plus proclamer avec la même assurance qu'autrefois, en ce qui concerne notamment la propriété qu'elle est un droit exclusif et absolu.

« Il ne faut donc pas définir la propriété, le droit
« absolu et illimité que l'on a sur une chose. Il
« n'y a pas de droits illimités, parce que si la nature
« humaine tend à cette extension indéfinie, le pouvoir
« social qui règle et refrène l'intérêt individuel, doit
« assurer la limitation et la réglementation des droits
« privés. « Tout droit individuel, dit M. Huc, est
« limité par le droit égal et semblable appartenant à
« autrui. » Et M. Roguin remarque très justement
« que le « caractère illimité de la propriété ne
« doit pas entrer dans sa définition en droit po-
« sitif. »

Cette définition pourrait être celle que donnait Bentham : « l'attente établie dans la persuasion de
« pouvoir retirer tel ou tel avantage suivant la nature
« des cas » ou celle que propose M. Boistel : « le

(1) Planiol, *Précis*, Tome II, n° 909.

« droit d'employer une chose pour l'obtention de
« nos fins en respectant le droit des autres (1). »

Nous avons vu que le Code civil allemand, art. 905, limite le droit du propriétaire foncier en hauteur et en profondeur aux seules régions où son intérêt peut apparaître.

La pose de fils télégraphiques ou téléphoniques sur une propriété n'a pu être imposée que par une loi et moyennant indemnité, parce qu'en fait ils sont placés à hauteur des toits, mais de quel droit protesterai-je contre l'émission d'ondes électriques quiradient à travers l'éther au-dessus de mon fonds et transmettent à des distances incroyables les mystères de la télégraphie sans fil ?

Cette limitation du droit de propriété à l'intérêt du propriétaire est acceptée par tous ou presque tous,

« La plupart des droits, dit M. Planiol, ne sont pas
« absolus, ils ont au contraire des limites au-delà
« desquelles leur titulaire perd la faculté d'agir, et
« doit être considéré comme étant sans droit. Il peut
« donc y avoir abus dans la conduite des hommes
« non pas quand ils exercent leurs droits mais quand
« ils les dépassent (2). »

« La propriété, dit M. Saleilles (3), est un droit

(1) Cf. Saleilles, *Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet du Code civil de l'empire allemand*, 2^e édition, 1901, p. 372.

(2) Planiol, *op. cit.* tome II, n^o 909.

(3) Saleilles, *L'obligation*, 2^e édit. 1901, p. 372.

« dont le contenu juridique dépend des usages, des
« mœurs et de la loi ; là où il y a ce qu'on désigne
« par abus de droit, il s'agit d'un fait non compris
« dans le contenu juridique de la propriété. »

M. Ripert est conduit lui-même à formuler ainsi son sentiment sur une des limitations du droit de propriété. « On peut toujours faire de la chose d'autrui un usage inoffensif (1). » Il écrit un peu plus loin : « Mais on peut encore trouver des hypothèses où l'on doit permettre l'usage inoffensif de la chose d'autrui. Ainsi on se promène dans un champ sans endommager aucune récolte, ou même on cueille des fleurs sauvages, on ramasse des champignons ou des mousses, y a-t-il là une atteinte à la propriété ? On l'a soutenu en se fondant justement sur le caractère théoriquement illimité du droit. Chaque fois que l'on violerait les limites, il y aurait violation du droit ; mais justement nous nions absolument ce caractère illimité. On dit que le propriétaire peut agir en justice, parce qu'il a un intérêt, non un intérêt matériel mais un intérêt moral à ce que l'on respecte son droit. Nous prétendons au contraire que son droit n'a pas été violé parce qu'il ne saurait aller plus loin que son intérêt (2). »

Si le droit de propriété est limité, s'il n'est pas ex-

(1) Ripert, De l'exercice du droit de propriété dans ses rapports avec les propriétés voisines. Paris, 1902, p. 293.

(2) Ripert, *op. cit.*, ...eodem loco.

clusif, si on ne peut l'exercer par pur caprice, mais seulement dans la mesure des intérêts économiques du propriétaire et pour la fin sociale qui légitime ce droit, il semble difficile désormais de soutenir qu'on puisse interdire à autrui l'accès d'une propriété, si on n'a pas d'intérêt pécuniaire ou moral à le faire, si le fait de passer sur ce champ ne lèse aucun intérêt d'aucune sorte, et si le fait du passage n'est pas contraire à la destination de la chose, si le champ n'est pas clos, s'il est de petite étendue et qu'on ne puisse le considérer, comme constituant un domaine consacré à la chasse, on ne saurait comprendre pourquoi en pareil cas le droit de propriété autoriserait sans justification aucune de la part du propriétaire le *jus prohibendi* (1).

Sans doute la loi de 1844 consacre formellement dans son art. 1 l'exercice du *jus prohibendi* ; mais il est très important de savoir si ce *jus prohibendi* est l'application particulière en matière de chasse d'un principe général, ou si au contraire il constitue une exception au droit commun. L'importance de ce problème apparait à plusieurs points de vue. Chaque fois qu'il s'agira de passer sans chasser, on sera en dehors de la loi de 1844 et la défense du propriétaire sera vaine. En ce qui concerne la chasse elle-même, si la loi de 1844 est exceptionnelle, il sera plus facile

(1) Ripert.

d'obtenir un changement de législation pour rentrer dans le droit commun que pour en sortir.

Le grand argument de tous ceux qui s'opposent à la communalisation des chasses, c'est que le *jus prohibendi* que cette communalisation ferait disparaître, est un attribut naturel du droit de propriété, que dès lors en le supprimant on fait une véritable expropriation, qu'on porte une première atteinte au droit de propriété, qu'on menace les propriétaires de grandes chasses, les seuls défenseurs du peu de gibier qui reste en France, enfin qu'on ne saurait espérer un changement de législation qui réunirait contre lui les grands et les petits propriétaires, ainsi que les non possédants, puisqu'il favoriserait uniquement, quelques locataires privilégiés de chasses communalisées.

L'idée que la propriété étant limitée ne contient pas fatalement *jus prohibendi* nous paraît de nature à satisfaire tout le monde ; les partisans du droit de propriété, c'est-à-dire les petits propriétaires d'abord, parce qu'on leur montre que si le *jus prohibendi* leur est dénié, c'est qu'il n'a rien à voir avec la propriété ; les grands propriétaires également, parce qu'il est facile de montrer que dès qu'un champ occupe une certaine étendue par lui-même ou par sa réunion avec d'autres champs appartenant au même propriétaire il peut constituer si sa nature s'y prête, un territoire de chasse. La propriété prend alors un caractère plus étendu puisque l'intérêt du propriétaire devient plus

grand. Il est certain que le propriétaire d'un terrain clos peut défendre le droit de passage au chasseur parce que la nature de son intérêt est différente de celle du propriétaire d'un terrain non clos. On doit dans le même sens reconnaître que la grande propriété se présente avec des intérêts, des caractères différents de ceux de la petite propriété. Il y a entre elles des conceptions différentes, dissemblables, et non pas une simple proportion mathématique. Dès lors on reconnaîtra à tout propriétaire d'un territoire d'un seul tenant utilisable pour la chasse et comprenant une certaine étendue, un intérêt et par suite un droit qu'on refusera au propriétaire d'un champ isolé et de petite étendue.

Il est enfin permis, avec notre système, de satisfaire les non propriétaires, parce que la communalisation des chasses banales composées de petites parcelles, n'entraîne pas forcément une location à un petit nombre de chasseurs fortunés. Elle peut s'accommoder d'un autre mode d'exploitation que la mise en adjudication ; le droit de chasse moyennant rétribution peut-être plus largement ouvert. C'est là une question d'application pratique que nous aurons d'ailleurs à exposer dans la dernière partie de ce travail.

Nous croyons donc indispensable de répandre dans le monde des chasseurs cette notion juridique qui nous paraît certaine que le droit de propriété sur une petite parcelle isolée non close et dépouillée de ses ré-

coltes n'entraîne pas juridiquement le droit de s'opposer au passage des chasseurs.

Quand cette notion aura bien pénétré les esprits, et que l'art 1^{er} de la loi de 1844 sera considéré non pas comme la considération d'un principe supérieur et intangible, mais comme le résultat d'une erreur du législateur, il sera possible alors d'obtenir sans tant de difficultés la communalisation des chasses banales, puisqu'on aura abattu l'obstacle théorique qui s'opposait jusqu'ici à l'admission de ce système. Nous avons été heureusement surpris de trouver la confirmation de notre opinion dans la thèse très remarquable de M. Ripert sur « l'exercice du droit de propriété dans ses rapports avec les propriétés voisines ». Cet auteur affirme formellement en effet, et c'est la conclusion nécessaire de son étude sur le caractère limité du droit de propriété, que le fait d'empêcher autrui de chasser sur son fonds, quand on n'a aucun intérêt évident à le faire, ne constitue pas l'exercice normal du droit de propriétaire et est exorbitant du droit de commun.

Il s'exprime ainsi (1) : « Une loi spéciale a été nécessaire pour interdire la chasse sur le terrain d'autrui sans autorisation ; c'est donc que si cette loi n'existait pas, les principes généraux n'entraîneraient pas forcément une telle interdiction. »

(1) Ripert, *op. cit.*, p. 300.

Nous concevons donc parfaitement une législation qui refuserait au propriétaire d'une façon générale et absolue le *jus prohibendi*. Cette législation nous paraît normale, rationnelle, elle n'exproprierait nullement le propriétaire d'une partie de son droit de propriété. Au contraire elle rentrerait dans le droit commun dont nous constatons chaque jour des applications pour lesquelles le bon sens a ramené aux règles logiques et justes.

Il est admis qu'on peut traverser un fonds le fusil sur l'épaule, sans faire acte de chasse, et pour se rendre sur le terrain sur lequel on a le droit de chasser. Admis encore que s'il est défendu de poursuivre sur le terrain d'autrui une bête simplement blessée et qu'il faudrait pourchasser et tirer à nouveau pour la capturer, il est du moins permis d'aller ramasser dans un champ sur lequel la chasse ne nous est pas permise, l'animal mort ou mis par ses blessures dans l'impossibilité de fuir (1).

De même il a été jugé qu'on ne portait pas atteinte au droit d'autrui en tirant sur une pièce de gibier lorsqu'elle vole sur le fonds d'autrui, pourvu que le chasseur soit placé sur son propre fonds.

Ainsi l'ont décidé le tribunal correctionnel et la cour d'appel de Douai dans des décisions dont les considérants sont intéressants à retenir :

(1) Cass., 20 déc. 1894, S. 1895, 1.159.

Cour de Douai, Ch. Correctionnelle, 11 Février 1880
(Sirey. 1896, 2, 129)

Catoire et Foulon contre Gislain, 13 décembre 1879,
jugement du tribunal de Police correctionnelle de
Douai ainsi conçu : »

Le Tribunal : Attendu que, du procès-verbal dressé par les gardes Ansart et Couteau, ainsi que des débats d'audience, il résulte que Foulon et Gislain, chassant ensemble le 20 septembre 1879 sur une terre dont le droit de chasse leur appartient, en firent lever une faisan qui se trouvait près du champ voisin, propriété du D^r Gossart, et sur laquelle Catoire a le droit exclusif de chasse ; que ce faisan, prenant obliquement son vol vers la forêt, se trouvait déjà au-dessus du champ Gossart, lorsqu'il fut tiré par les deux prévenus, et qu'étant tombé dans le champ, Gislain alla l'y ramasser ;

Attendu que les conclusions de Catoire tendent à faire condamner les défendeurs pour fait de chasse sur le terrain d'autrui, par application des art. 1 et 2 § 2 de la loi du 3 mai 1844 ; que la question à juger est donc celle de savoir si le chasseur qui fait lever une pièce de gibier sur son terrain a le droit de tirer ce gibier, lorsque celui-ci ayant pris son vol dans l'espace, se trouve au-dessus de la propriété d'autrui ; — Attendu que le législateur, en interdisant la chasse

sur le terrain d'autrui, n'a fait que réglementer par une loi, qu'il appelle lui-même loi de police, l'usage d'un droit naturel, dont l'exercice aurait eu de gros inconvénients, s'il n'avait été restreint dans de certaines limites. — Attendu que le droit du propriétaire d'un terrain d'y chasser, à l'exclusion de tout autre, quoique le gibier ne soit ni un accessoire, ni une dépendance du sol, est un privilège, une sorte de droit de préférence, qu'il doit à sa qualité de propriétaire du terrain sur lequel se trouve le gibier, mais que ce privilège ou ce droit de préférence ne peut être étendu par le juge à autre chose qu'à ce qui constitue véritablement sa propriété, c'est-à-dire le sol et ses dépendances. — Attendu que, sans parler des difficultés multiples auxquelles donneraient lieu la question de savoir si une pièce de gibier tirée au vol se trouvait, au moment où elle a été tirée, en deça ou en delà de la ligne qui, idéalement tracée dans l'espace, sépare deux héritages voisins, il faut tout d'abord se demander si l'air qui nous environne, si l'espace, qu'on appelle le domaine des oiseaux, peut être considéré comme étant la propriété exclusive du propriétaire du sol, pour la partie de cet espace qui correspond à l'étendue du terrain dont il est propriétaire ; que la négative, selon ce qu'enseigne d'ailleurs la doctrine, ne paraît pas pouvoir faire de doute ;

Attendu que, vainement, on prétendrait que le propriétaire du sol, ayant en même temps la propriété du dessous et du dessus (art. 552 C. civ.) doit être réputé propriétaire (jusqu'à quelle hauteur ?) de la partie

de l'espace correspondant à son terrain; que ces mots « propriété du dessus » ne s'entendent que des choses qui reposent sur le sol, comme les constructions, les plantations et tout ce qui peut être considéré comme en faisant partie intégrante; que l'air, au contraire est de ces choses qui, par leur nature, répugnent à l'idée d'une appropriation exclusive, qu'il est du nombre de celles que les jurisconsultes appellent *res communes*, et dont tous nous jouissons sans qu'elles puissent devenir la propriété exclusive de personne; — Attendu enfin, que la loi du 3 mai 1844 étant une loi pénale, le juge doit, dans son application, s'en tenir au sens strict des termes employés; que le législateur dans l'art. 2 invoqué par le demandeur a interdit la chasse sur le terrain d'autrui, et qu'on ne saurait prétendre que l'air que l'oiseau traverse au vol soit réellement, comme le sol même, le terrain d'autrui; que l'air est, en quelque sorte, un terrain neutre, dont la jouissance appartient à tous, et où le gibier, par suite, doit pouvoir être librement recherché et atteint, pourvu toutefois que le chasseur ne l'ait pas préalablement fait lever sur la propriété d'autrui, pour le tirer ensuite dans les airs, ce qui constituerait incontestablement le fait de chasse sur le terrain d'autrui; — Attendu que le faisan tiré par Foulon et Gislain le 21 septembre 1879 n'a été ni recherché ni tiré sur le terrain du demandeur, et qu'il n'y a pas lieu, dès lors, d'adjuger à celui-ci ses conclusions.

Par ces Motifs, etc.....

Appel par M. Catoire, partie civile.

Arrêt :

La cour :

Attendu que des débats et de l'aveu de l'inculpé, il est résulté la preuve que le 21 septembre 1879, sur le territoire de Marchiennes, il a fait lever sur une terre où il avait le droit de chasse un faisan qu'il a tué et atteint lorsqu'il volait au-dessus d'un terrain dont le droit de chasse appartient à Catoire, partie civile; qu'ainsi la question à décider par la Cour est celle de savoir, en droit, s'il est défendu à un chasseur qui a fait lever un gibier sur un terrain de le tirer lorsqu'il vole au-dessus de la propriété d'autrui; — Attendu qu'il n'y a délit, d'après les dispositions de la loi, qu'autant que le fait de chasse a été commis sur la propriété d'autrui; que si, selon l'article 552 Code civil, la propriété du sol comprend celle du dessus et celle du dessous, il ne s'ensuit pas que l'un doive nécessairement considérer comme un accessoire du sol tout l'espace qui existe au-dessus de la propriété, conséquence qu'il faudrait déduire de la loi, pour reconnaître, dans l'espèce, qu'il y a délit de chasse; — Attendu, d'ailleurs, que la loi sur la chasse est une loi pénale, et que, comme toute loi répressive, elle ne doit pas être étendue au-delà des termes employés par le législateur;

Attendu que l'art. 2 § 12 de la loi du 3 mai 1844, dont l'application est requise par la partie civile, ne

prévoit que la chasse sur le terrain d'autrui ; que, dans l'espèce, on ne peut dire, sans étendre témérairement l'expression du législateur, que Gislain ait commis le fait prévu et réprimé par la loi.

Par ces motifs : Met l'appel au néant, etc... Du 11 février 1888 — C. de Douai, ch. corr. MM. de Guerne, prés. Grévin, av. gén., Druelle et d'Hooghe, av.

Il est curieux de voir les motifs sur lesquels se base cette Jurisprudence. Elle s'efforce de rechercher si oui ou non le propriétaire du sol est propriétaire de l'espace atmosphérique qui le recouvre. C'est toujours l'obsédante idée d'un droit de chasse absolument lié au droit de propriété.

Idée mille fois fausse. Comment ! je suis sur mon terrain ou sur un terrain sur lequel j'ai le droit de chasse.

L'animal sur lequel je tire est une *res nullius* sur laquelle le voisin n'a aucun droit de propriété. En quoi le droit du propriétaire serait-il donc atteint ? On n'a touché ni à son sol, ni à un gibier qui lui appartienne, ma flèche ou mon plomb, ont seulement traversé une atmosphère qui est *res communis*. Mon voisin se plaint-il qu'on n'ait pas respecté le vent qui souffle sur ses terres ou bien prétend-il avoir des droits sur l'espace, lui aussi intangible et absolu. Que dira alors le propriétaire d'une parcelle si je tire de ma propre terre le gibier volant au-dessus d'une terre plus éloignée en

faisant passer mon coup au dessus de la propriété qui me sépare de l'oiseau qui s'enfuit, car le projectile de toute façon traverse sa propriété aux termes de l'art : 552? On voit bien que dans toutes ces hypothèses, il n'y a eu aucun acte de chasse accompli sur le terrain d'autrui, aucune violation du droit du propriétaire.

Si j'élève des oiseaux de proie, en les dressant à la chasse, des faucons par exemple qui poursuivent dans les airs d'autres oiseaux, admettra-t-on les propriétaires de la région à me faire dresser des délits de chasse sous prétexte que mes oiseaux auraient passé en volant au-dessus de leurs terres? Il semblerait pourtant qu'il dût en être ainsi, puisque le propriétaire de chiens courants, suivant les auteurs et la jurisprudence doit les rompre dès qu'ils vont pénétrer sur le fonds d'autrui, si le voisin ne consent pas à les laisser chasser sur ses domaines.

Propriété du sol ou propriété du dessus, l'art. 552 les place toutes deux au même rang.

Mais alors il faut choisir une des deux solutions et si on approuve l'une il faut blâmer l'autre.

Nous n'hésitons pas pour notre part à préférer l'opinion qui refuse au propriétaire en dehors de tout préjudice le droit de se plaindre.

Elle est contraire à la loi de 1844, c'est possible, et cela nous importe peu, nous aurons prouvé et c'est la seule chose que nous voulions faire, que la loi de

1844 est contraire au bon sens et au droit commun. Quelles sont d'ailleurs les conséquences auxquelles conduit cette loi ?

Elle subordonne la faculté de pénétrer sur le fonds au consentement du propriétaire, et comme en fait on ne peut guère chasser sans pénétrer sur le fonds, elle subordonne l'exercice utile du droit de chasse au consentement des propriétaires fonciers.

Dans la pratique ce système aboutit à des difficultés considérables et à des injustices nombreuses qui permettent de juger la valeur du principe sur lequel il repose.

La première est de ne faire aucune différence entre le chasseur de bonne foi et le braconnier de profession ; puisqu'on admet que le fait de pénétrer sur le terrain d'autrui sans son consentement viole le droit de celui-ci, on est bien obligé d'en faire un délit, si on veut que la prohibition portée par la loi soit garantie dans tous les cas. En effet le plus souvent, aucun préjudice ne résultera du fait d'avoir chassé sur le terrain d'autrui, aucune réparation civile la plupart du temps ne se justifierait donc ; on ne peut sanctionner la loi que par une poursuite pénale. On est donc amené à faire de l'acte de chasse accompli sans le consentement du propriétaire un véritable délit, mais en même temps on est contraint pour assurer une répression efficace de supprimer ici l'intention criminelle comme élément de l'infraction. On arrive pour pousser jusqu'au bout

cette conception du droit de chasse appartenant au propriétaire, à ce monstre juridique qu'on nomme « délit contravention ».

Il est matériellement impossible au chasseur qui n'est pas originaire d'une commune, et qui n'y a pas vécu constamment de connaître exactement les noms de tous les propriétaires de parcelles qui se trouvent sur ce territoire. La plupart des chasseurs se trouvent donc amenés à chasser sur des terrains où il leur est impossible de savoir s'ils ont oui ou non le consentement des propriétaires, par la bonne raison qu'ils ignorent les noms de ceux qui possèdent ces parcelles. Pour ceux qui connaissent les propriétaires il y a une impossibilité non moins grande d'obtenir un consentement formel de tous.

Que se passe-t-il dès lors dans la pratique journalière ? On chasse sur les territoires communaux en vertu d'une tolérance générale. A part les grandes fermes et les grands domaines gardés dont les limites sont plus facilement reconnaissables, on circule sur tous les petits champs qui bigarrent de leurs cultures diverses les communes de France, plus ou moins convaincu que le propriétaire ne protestera pas. De temps en temps un écriteau protège une parcelle ; mais pour les autres, on compte sur une indifférence qui est la plus dangereuse, la plus trompeuse des garanties. Car de ce qu'un propriétaire n'a jamais protesté, il ne s'ensuit pas qu'il ait pour toujours abdiqué ses droits :

« Les actes de pure faculté et de tolérance aux termes
« mêmes de l'art. 2232 du code civil ne sauraient
« fonder aucun droit. » Et un beau jour, le chasseur
qui traverse sans penser à mal un lopin de terre où
tout le monde a passé avant lui, se voit dresser procès-
verbal, parce que le propriétaire a éprouvé le besoin
de satisfaire une haine locale ou une rancune poli-
tique. La bonne foi ne saurait être invoquée. Nous
sommes en présence de cette infraction hybride pour
laquelle fut imaginé le nom de « délit contravention ».
Dès lors rien d'autre à faire que de payer la rançon
exagérée qu'on réclame ou de comparaître devant les
tribunaux répressifs de son pays. Nul besoin pour
faire un pareil procès à la victime choisie d'avance
d'avoir publié un refus d'autorisation préalable. C'est
le traquenard légal toujours prêt à fonctionner, et qui
prendra-t-il, sinon le plus naïf, je veux dire le plus
inoffensif? Le braconnier dont on redoute la vengeance
se rit de ce danger, mais le novice, l'étranger au pays,
l'honnête homme confiant seront ceux qui paieront
l'amende. Le délinquant possède-t-il quelque bribe
de terrain, il essaiera de se venger. Voici la guerre
déclarée. Dans cette chasse banale d'où le gibier a
disparu, on ne se promène le fusil sous le bras, que
dans la seule attente de rencontrer un bon procès.

CHAPITRE IV

EXPOSÉ DE LA LÉGISLATION ACTUELLE SUR LES RAPPORTS DU DROIT DE CHASSE ET LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Telle est la loi actuelle en ce qui concerne le *jus prohibendi*. Elle est soutenue par une jurisprudence constante qui couvre ces sévérités injustes, du prétexte erroné d'une propriété absolue. Il a été maintes fois jugé que si le consentement peut être tacite, il ne doit pas du moins être présumé (1) : M. Championnière (2) estime que : « Toutes les fois qu'il n'existe
« pas de motif fondé de supposer un refus, le consentement doit être présumé, et que le chasseur ne
« commet pas de délit, quand il a de justes raisons
« de croire que le propriétaire ne se refuserait pas à
« le laisser chasser sur son terrain. »

D'après MM. Giraudeau et Lelièvre au contraire (3)

(1) Cassation, 12 juin 1846, D. 46.4.64 S. 46.1.855 ; Cassation, 2 janvier 1862, D. 62.1.400, P. 62.647.

(2) Championnière, *Manuel des chasseurs*, p. 93.

(3) Giraudeau et Lelièvre, *La Chasse*, n° 217.

le consentement tacite serait suffisant en l'absence d'un texte exigeant un consentement express, mais il serait impossible de faire dériver ce consentement du silence seul du propriétaire, de ce fait qu'il n'aurait pas gardé ses terres ou de ce qu'il n'aurait publié aucune défense d'y chasser.

Cette opinion semble aujourd'hui l'emporter sans conteste, elle entraîne, nous l'avons dit, un état d'insécurité très fâcheux, sans aucun profit pour personne.

Il est d'ailleurs très difficile de déterminer dans quelles circonstances il pourra y avoir autorisation tacite, et dans le doute il sera préférable de se munir d'un consentement express. Mais ce consentement express lui-même, s'il est verbal, sera très difficile à établir, malgré que la Cour de Cassation permette d'en justifier l'existence par tous les moyens de preuve admissibles (1). Il sera donc recommandable de se munir d'une autorisation écrite, mais il devient dès lors impossible de s'en procurer de tous les propriétaires, dans les chasses banales très morcelées et en fait personne n'y songe.

Aussi a-t-on proposé de nombreuses modifications à l'état de choses actuel. Sans doute dans les systèmes de communalisation il devient désormais inutile de se préoccuper de ses questions puisque le *jus prohibendi* disparaîtrait des chasses banales. En ce

(1) Cassation, 3 mars 1854, D. 54.1.462, S. 54.1.399.

qui concerne les grandes propriétés, elles sont en raison de la disposition des cultures, plus facilement reconnaissables, pour elles cependant la question peut se poser encore dans le système de la communalisation des chasses, parce qu'on peut supposer, ce qui d'ailleurs serait rare, que certains grands propriétaires ne voudraient pas user des droits qu'on leur donnerait sur leurs domaines d'une certaine étendue et d'un seul tenant, et qu'il pourrait être utile de savoir quelles sont les intentions de ces propriétaires.

Les systèmes proposés se ramènent en réalité à trois grands groupes.

I. *Autorisation présumée.* — Ce serait le renversement de la règle posée par la loi de 1844. Il serait permis de chasser partout où cela ne serait pas défendu. Mais il suffirait que la défense ait été manifestée d'une façon quelconque. Ce système ne fait donc que reculer la difficulté, puisque l'on ne saura pas facilement si la défense a été faite ou non. Celui qui s'aventurera sur une chasse banale, pourra parfaitement ignorer des défenses faites par le tambour de ville ou publiées dans une feuille locale ignorée de lui.

II. *Autorisation écrite.* — On exigeait dans ce système une autorisation écrite, et non pas seulement tacite. Dès lors le chasseur savait toujours à quoi s'en tenir. Il ne pouvait compter sur une tolérance du propriétaire des parcelles, dont il n'avait pas obtenu une

autorisation écrite. Aucun doute ne pourrait subsister dans l'esprit de personne.

Ce système lui aussi paraît bien ne faire que reculer la difficulté. En fait, bien des propriétaires qui n'auraient pas délivré d'autorisation écrite ne feraient pas de procès. Un nouvel état de tolérance s'établira dans un grand nombre de cas ; le ministère public ne voudra pas agir à défaut des propriétaires. Ce système n'arrêtera que les gens très scrupuleux qui seraient dans l'impossibilité d'obtenir des autorisations écrites en nombre suffisant et par suite d'utiliser leur permis de chasse.

III. *Publicité des réserves.* — Ce système, au lieu d'exiger une obligation du chasseur, en exige une du propriétaire. Mais la défense qu'il fait doit être publiée, soit dans un lieu spécial connu de tous, à la mairie par exemple, soit au moyen de poteaux plantés dans les champs. Ce système serait évidemment le meilleur si l'on devait continuer à admettre le *jus prohibendi* contenu dans la loi de 1844. Quant aux détails de son application nous aurons à en parler dans la partie de ce travail où nous examinerons les réformes que nous voudrions voir apporter au système légal actuel.

D'après la législation française en vigueur, le chasseur, dit l'art. 1 de la loi de 1844 : « n'aura la faculté « de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou des ayants-droits ».

Il convient donc d'examiner en droit positif les conséquences qui découlent de ce principe, en interprétant ces mots avec la doctrine et la jurisprudence.

1° L'art. parle en premier lieu de « consentement du propriétaire ». Peu de difficultés quand le champ appartient à un seul propriétaire et que celui-ci se trouve être un particulier.

Le consentement sera exigé quelle que soit l'exiguïté du terrain. Si le propriétaire est incapable, ce sera à son représentant légal qu'il appartiendra de donner l'autorisation. On ne saurait considérer selon nous, ce consentement comme une abdication du droit de propriété immobilière, entraînant la nécessité d'obtenir pour les mineurs une autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal. Ce consentement en effet n'enlève au titulaire du droit de propriété aucun des attributs de ce droit.

Pour la femme mariée, c'est elle qui donnera son consentement, autorisée du mari. Pour la femme séparée de biens, il semble qu'elle n'ait pas besoin de l'autorisation de son mari.

Ce consentement, en effet, porte sur le mode d'user de la chose, il se rapproche par conséquent bien plus des actes de libre administration que des actes de disposition sur les immeubles.

Ce consentement, d'après les termes de la loi ne sera d'ailleurs nécessaire qu'autant qu'il s'agit d'exercer la faculté de chasser sur le terrain d'autrui. Nous

croyons avoir déjà démontré que d'après le droit commun, il est permis de pénétrer sur le terrain d'autrui chaque fois que les intérêts du propriétaire ne sont pas lésés. Il en résulte que le simple passage du chasseur qui ne fait aucun acte de chasse sur le terrain traversé par lui, n'a nullement besoin d'être précédé du consentement du propriétaire. La loi de 1844, nous avons discuté ce point, est à cet égard exorbitante du droit commun, et ne saurait être étendue au dehors des hypothèses mêmes qu'elle prévoit.

Dès lors on doit reconnaître que le fait de traverser le terrain d'autrui, le fusil désarmé ou en bandoulière, et les chiens tenus en laisse ou près des chasseurs, ne saurait constituer aucun délit (1).

Il serait de même permis de pénétrer sur un fonds pour y ramasser une pièce de gibier qui est allée y mourir ou qui s'y trouve mortellement blessée, alors surtout qu'on y pénètre sans armes (2). On assimile d'ailleurs au gibier mortellement blessé celui qui est sur ses fins.

De même nous avons décidé (voir *supra* p. 71 et *sq*) qu'il ne saurait y avoir délit pour un chasseur placé sur un fonds où il a le droit de pénétrer, dans le

(1) Cas., 28 juillet 1800, D. 60.1.362. S. 1801.1.468. Giraudeau et Lelièvre, *op. cit.*, n° 231.

(2) Amiens, 17 janvier 1842. S. 1842.2.404. Rouen, 25 décembre 1879. *Rec. de Rouen*, 1880, p. 22. *Petit traité du droit de chasse*, tome I, n° 26.

fait de tirer un gibier volant sur un fonds dans lequel il n'a pas accès.

De plus grandes difficultés théoriques surgissent si l'on examine l'hypothèse où le fonds appartiendrait à plusieurs co-propriétaires indivis. Il faut en effet prendre parti sur le point de savoir quelle est la nature exacte de l'indivision.

On admet généralement que chacun des propriétaires indivis a le droit de circuler sur le fonds dépouillé de ses récoltes et par conséquent d'y accomplir des actes de chasse. Cette solution découle de ce que chacun des co-propriétaires a pendant l'indivision un droit sur l'ensemble de la propriété, puisque ce droit porte sur chacune des particules composant la totalité de l'héritage. Dès lors tous les droits dont l'exercice est indivisible doivent être reconnus à chacun des indivisaires. Pour la même raison, quelques auteurs estiment que chacun des co-propriétaires a le droit de donner valablement l'autorisation de chasser sur toute la propriété. Ils pensent en effet que chaque propriétaire est censé posséder le tout ou du moins qu'on ne saurait dire quelle portion n'est pas la sienne (1).

La Cour de Cassation n'a pas admis cette manière de voir et nous nous rangeons complètement à son avis(2).

(1) Dalloz, *Répertoire*, voir *Chasse* n° 166. Petit, *op. cit.*, tome I, p. 300. Giraudeau et Lelièvre, *op. cit.*, n° 296.

(2) Cass., 19 juin 1875, D. 77.1.237. S. 75.1.238. Leblond, *Code de la chasse*, n° 337.

En effet si chacun des co-propriétaires a le droit, à moins de conventions contraires, de se servir de la chose pour l'usage à laquelle elle est destinée, il convient de réunir l'unanimité de tous dès qu'il s'agit de conférer à un tiers des droits sur la chose indivise.

Il serait permis assurément à l'un quelconque des co-propriétaires de céder tous les droits ou une partie des droits qui lui appartiennent (1), mais il ne lui est pas possible de conférer sans le consentement de tous les autres des droits différents des siens. Permettre à un étranger de pénétrer sur la propriété, c'est lui conférer un droit différent de celui de l'indivisaire, quand celui-ci conserve de son côté le droit de circuler sur le fonds pour y chasser lui-même. Les chemins d'exploitation qui existent entre les champs appartiennent tantôt à un seul propriétaire, tantôt par partie à chacun des propriétaires riverains. Dans le premier cas celui-là seul qui a la propriété, dispose du *jus prohibendi*, dans la seconde hypothèse on admet généralement que chacun des propriétaires a le droit de circuler sur la totalité du chemin. S'ensuit-il que chacun d'eux puisse user du *jus prohibendi* sur tout le chemin, ou que l'un d'eux, en permettant de pénétrer sur son fonds, donne par là même, le droit de passer en chassant sur la totalité du chemin ? — Cette

(1) Giraudeau et Lelièvre, *op. cit.*, n° 198.

seconde opinion nous paraît meilleure. Le chemin privé n'est pas dans l'indivision. Si l'on permet à chacun de l'employer dans toute sa largeur c'est parce que cet usage est conforme à son but. Dès lors en donnant le droit de circuler sur la propriété, on doit donner le droit de passer sur le chemin qui donne accès, et ce droit ne peut être utile que s'il porte sur la totalité du chemin.

2° L'art. 1^{er} de la loi de 1844, 2^e alinéa, parle en second lieu du consentement des ayants-droits du propriétaire. Que faut-il entendre par ces expressions ?

Les ayants-droits sont sans doute les personnes à qui le propriétaire a cédé le droit d'user de la chose. Puisque le *jus prohibendi* a été envisagé comme une conséquence du *jus utendi* de la propriété foncière et du caractère exclusif et absolu de ce droit, les ayants-droits sont évidemment les titulaires du *jus utendi* détaché de la propriété.

En première ligne vient l'usufruitier qui a comme son nom l'indique le *jus utendi* et le *jus fruendi* (1). On refuse au contraire à l'usager le droit de donner des autorisations de chasse parce que, dit-on, il ne pourrait chasser sur le fonds lui-même, son droit de jouissance étant moins étendu que celui de l'usufrui-

(1) Tous les auteurs sont en ce sens. Aubry et Rau. Tome II, § 230. Petit, *op. cit.*, tome I, page 303. Gillon et Villepin. *Nouveau code de chasse*, p. 45. Leblond, *op. cit.*, n° 3. Giraudeau et Lelièvre, *op. cit.*, n° 58.

tier. Selon nous au contraire l'usager ayant le droit de pénétrer sur le fonds, devrait avoir le droit de chasser. La seule chose qui puisse l'en empêcher en effet serait le *jus prohibendi*, or vis-à-vis de lui ce *jus prohibendi* n'existe pas. Peu importe que l'usager n'ait le droit de percevoir les fruits que d'une façon limitée, le gibier est *res nullius* et il n'est nul besoin d'avoir un droit aux fruits pour en devenir propriétaire.

Mais si l'usager peut chasser sans obtenir le consentement de son propriétaire, est-ce lui qui peut autoriser les étrangers à pénétrer sur le fonds pour y chasser? Il semble que non, son droit est absolument personnel et le propriétaire, en lui concédant ce droit, a entendu ne permettre l'intrusion d'aucun autre que l'usager sur le fonds. Celui-ci ne pourrait donc, ni céder son droit, ce qui est évident, ni même consentir à ce qu'une autre personne pénètre dans la propriété (1).

L'emphytéote a de nos jours, depuis la loi du 25 juin 1902 un véritable droit réel. Son droit se rapproche donc de celui de l'usufruitier et il jouit pour la chasse des mêmes avantages que celui-ci.

Pour l'antichrésiste la question est discutée (2),

(1) Contra, Daloz. *op. cit.*, n° 61. Petit, tome I, p. 300. Giraudau et Lelièvre, *op. cit.*, n° 55, Fuzier Hermann, *Répertoire du droit français*, v. Chasse, n° 48. Metz, 26 février 1850. D. 50.2.124, S. 51.2.257.

(2) En faveur du droit de l'antichrésiste, Gillon et Villepin.

mais selon nous s'il peut pénétrer sur le fonds et si on ne peut exercer à son égard le *jus prohibendi*, sa situation n'est pas comparable à celle de l'usager. L'usager en effet, a le droit d'utiliser la chose en vue de sa destination ; de faire, et le nom même de son droit l'indique, les actes que supposent l'exercice du *jus utendi* l'antichrésiste au contraire a le droit de recueillir les fruits, mais non celui d'user de la chose dans un autre but. Il ne pourra donc pénétrer sur le fonds que dans le but de recueillir des fruits et non pour en faire un autre usage. Dès lors il semble qu'il serait sans droit de pénétrer sur la terre pour y chasser, puisque le gibier ne saurait être considéré comme un fruit, *a fortiori* ne pourrait-il pas consentir à ce qu'un tiers entre sur la propriété pour y chasser.

Le fermier se trouve être dans la même situation que l'antichrésiste. Lui aussi a le droit de pénétrer sur la chose, mais dans le seul but de se servir du fonds pour en retirer les avantages prévus au contrat de bail, le fermier n'a pas un droit réel, il n'a pas le *jus utendi*, ni le *jus fruendi*, mais un simple droit personnel.

L'opinion dominante à laquelle nous nous rallions, en ce qui le concerne, permet donc au propriétaire de lui interdire de chasser sur le fonds. Car,

Leblond, *op. cit.*, n° 3 en sens contraire, Dalloz, *op. cit.*, n° 60.
Giraudeau et Lelièvre, *op. cit.* n° 53.

s'il lui est permis d'y circuler, ce n'est pas à ce titre, et s'il a le droit de prendre les récoltes, le gibier n'est pas un produit ni un fruit de la chose louée (1). Quoique certains auteurs aient cru devoir accorder au fermier seul le droit de chasse, la jurisprudence n'a jamais consacré cette opinion. Il convient d'ailleurs d'ajouter qu'il pourrait résulter soit du bail lui-même, soit de circonstances spéciales que les parties aient entendu déroger à la règle générale, et permettre au fermier de circuler sur la ferme en action de chasse (3).

Il arrive souvent qu'un propriétaire, dont les droits sont résolubles, confère certains avantages relatifs à l'exercice de son droit ; ces avantages seront résolubles comme le droit du titulaire lui-même, le donataire sujet à rapport ne pourrait par exemple donner d'autorisation que dans la mesure de son droit, c'est-à-dire que les autorisations tomberont si le rapport est effectué en nature, les autorisations ne sont pas d'ailleurs une véritable aliénation du fonds, nous verrons même (*infra* p. 120) qu'on ne peut pas les considérer comme des concessions de droits réels,

(1) En ce sens Cass., 4 juillet 1845. D. 45.1.351. S. 45.1.774. Cass., 5 avril 1866. D. 66.1.411. S. 66.1.412, Giraudeau et Lelièvre, n° 46 et les nombreux auteurs cités.

(2) Duvergier, *Contrat de louage*, tome I, p. 73. Chardon, *Chasse*, p. 109. Laurent, tome 25, n° 172.

(3) Dalloz, voir *Chasse*, n° 51. Proudhon, *Traité du domaine privé*, tome I, n° 382. Marcadé sur l'art. 1779. Rouen, 22 mars 1861. S. 61.2.406.

nous en concluons qu'une femme dotale pourrait certainement consentir des permissions de chasse sur ses biens dotaux, il en serait de même de tout propriétaire grevé d'une clause valable d'inaliénabilité.

Quel serait le sort d'un consentement donné par un propriétaire en cas d'aliénation postérieure de son fonds !

La plupart du temps dans l'avenir ce consentement ne saurait être valable parce que, nous examinerons cette question plus loin, le droit conféré n'est pas un droit réel, c'est une permission purement personnelle et qui présente un caractère révocable. Il n'en serait pas de même s'il s'agissait de ce qu'on appelle une location de chasse. En pareil cas ce serait au fermier de la chasse à donner des consentements de pénétrer pour chasser sur le fonds dépouillé de ses récoltes, c'est à lui qu'appartient désormais l'exercice du *jus prohibendi*.

Nous venons d'étudier ainsi la faculté reconnue au propriétaire d'empêcher qui que ce soit de pénétrer sur son fonds pour y chasser. Nous avons vu que cette faculté qui, pour nous, ne découle pas nécessairement du droit de propriété, avait été cependant consacrée par la loi de 1844.

La plupart des auteurs n'hésitent pas à affirmer que la loi de 1844 a par là-même reconnu formellement au propriétaire le droit de chasse. C'est une erreur formelle selon nous. De ce que la loi de 1844 a dérogé

au droit commun en proclamant le *jus prohibendi* comme un attribut au droit de propriété, il ne faut pas en déduire qu'elle aurait commis une erreur aussi grave que de faire du droit de chasse un attribut du droit de propriété. Sans doute il n'est pas facile de chasser sur un fonds sans y pénétrer, et du moment que le propriétaire seul peut y pénétrer, cela lui facilite plus qu'à tout autre l'exercice du droit de chasse. Mais de ce que celui-là seul qui est propriétaire peut se promener sur son fonds, dans l'opinion courante personne n'a jamais pensé que le droit de se promener fut inhérent au droit de propriété !

Nous avons chacun en nous la faculté d'exercer notre intelligence et notre activité, celui qui est propriétaire de choses mobilières ou immobilières a plus qu'un autre la facilité de mettre en œuvre ses facultés, mais celles du plus malheureux des hommes, sont théoriquement aussi grandes que celles du plus riche des citoyens. Autant vaudrait dire que pour être chasseur il faut être propriétaire... d'un fusil.

Sur le domaine public, sur les routes, sur la mer, ou sur ses rivages, tous peuvent chasser. Cette question de la chasse sur les chemins a soulevé de grandes difficultés par suite des hypothèses multiples dans lesquelles elle peut se poser, mais en droit on n'a jamais contesté le pouvoir pour chacun de chasser sur une route, à condition d'user de ce droit dans des

limites raisonnables. Quelles sont ces limites ? C'est une difficulté très délicate de les préciser (1), mais qui ne doit pas entraîner le rejet du principe lui-même.

(1) Congrès de la chasse, rapport sur la chasse, sur les routes.

CHAPITRE V

VÉRITABLE NATURE DU DROIT DE CHASSE

Le droit de chasse historiquement est antérieur au droit de propriété, et il a été longtemps indépendant d'elle. L'homme des premiers âges a vécu de la chasse dans un temps où il ne cultivait pas encore les produits de la terre, et la propriété individuelle a succédé assez tardivement à des époques plus troublées où la chasse était en honneur. Chez les Germains nous en voyons une preuve pour les races Indo-Européennes. Les Romains eux-mêmes à l'origine laissaient la chasse libre en souvenir des temps où elle avait lieu sur des terres qui n'appartenaient à personne.

On peut donc considérer le droit de chasse comme l'un des droits naturels les plus anciens et comme l'un de ceux qui furent le plus indispensables à l'homme.

« Le droit de chasse disent MM. Giraudeau et Le-
« lièvre au début même de leur livre, dérive du droit

« naturel (2). » Si on se place au point de vue logique, on aboutit à la même constatation. Le droit de chasse, c'est le droit de s'approprier des *res nullius*, de réaliser une occupation, c'est-à-dire un mode d'acquérir du droit naturel, celui que l'on propose partout comme le type même des modes d'acquisition du droit naturel.

Ce droit ne se rattache nullement au droit de propriété, du moment qu'on n'admet pas que le gibier soit un fruit, un accessoire du fonds. Si on peut soutenir que les lapins dans une garenne fermée appartiennent au propriétaire du sol comme les poissons d'un étang, il paraît conforme aux principes et au bon sens de ranger le gibier vivant à l'état de liberté, parmi les *res nullius*. Comment concevoir un droit de propriété aussi changeant que serait celui portant sur des animaux soumis successivement à des propriétaires aussi nombreux que les champs qu'ils traversent ? Mais, dira-t-on, s'il n'y avait pas le sol pour le nourrir, le gibier n'existerait pas. Cette objection prouve trop à notre sens, car il faudrait en déduire que la terre nourrissant l'homme, tous les droits de la personnalité humaine sont des dérivés de la propriété foncière et s'y rattachent.

La preuve que le droit de chasse n'appartient pas au propriétaire découle encore de notre législation

(1) Giraudeau et Lelièvre, n° 1.

concernant les œufs et les couvées. On défend de prendre ou de détruire sur le terrain d'autrui les œufs et les couvées de faisans, perdrix ou cailles (art. 4, loi du 3 mai 1844). On admet que cet article ne concerne pas le propriétaire qui est toujours libre de prendre les œufs sur son terrain et même de les vendre.

Cette pratique a d'ailleurs soulevé des plaintes nombreuses (1) et légitimes. Beaucoup de propriétaires dans les chasses banales recherchent et vendent les œufs aux propriétaires des grandes chasses, et cette spéculation nouvelle est une cause de plus à ajouter à toutes celles qui provoquent sur les petits domaines la disparition du gibier.

Le propriétaire pour prendre les œufs n'a d'ailleurs besoin d'aucun permis de chasse, et il les recueille légitimement en temps prohibé, le seul d'ailleurs pendant lequel il ait des chances d'en trouver.

Cela tient à ce que les œufs et les nids édifiés par les oiseaux sur le sol, sont rattachés à la propriété de celui-ci par voie d'accession. Ici la loi sanctionne bien un attribut du droit de propriété, elle n'a pas besoin de le soumettre à la concession d'un permis de chasse. Le projet de loi qu'on propose de faire voter pour remédier aux inconvénients que nous avons signalés plus haut, constituerait une restriction véritable aux droits du propriétaire.

(1) *Saint-Hubert Club*, art. de M. Jean Robert, 1905.

Le gibier au contraire libre de sa nature, n'est pas un accessoire du fonds, et le propriétaire du sol n'a comme prolongement de sa propriété foncière aucune espèce de droit sur lui.

Le gibier est donc une *res nullius* tant qu'il vit à l'état de liberté, que ce soit du gibier naturel, du gibier de passage ou du gibier d'élevage. Seul le gibier qu'on a toujours la facilité de prendre à volonté, parce qu'il n'est pas suffisamment libre appartient au propriétaire du fonds.

D'ailleurs le droit de chasse n'est nulle part plus captivant que là où la propriété n'existe pas. Celle-ci n'est qu'un obstacle dont il faut s'accommoder tant bien que mal, mais on ne saurait vraiment sous prétexte que la propriété entrave le droit de chasse, en faire une des conditions d'exercice de ce droit. C'est du moins ce que pensent ceux qui partent pour les expéditions lointaines, chasses à l'ours blanc au Spitzberg, au chamois sur les cimes montagneuses, à la gazelle dans le Sahara, aux grands pachydermes ou aux grands fauves dans le centre africain, à l'ours grizzly dans les montagnes Rocheuses. Ce sont là les grandes chasses, et celles pour lesquelles justement ne se comprend plus la nécessité d'un droit de propriété.

On peut donc affirmer que la propriété restreint, limite le droit de chasse, qu'elle ne le crée pas. Voudrait-on dire peut-être que si la chasse a existé de tout

temps, elle n'est apparue avec le caractère d'un droit que le jour où la propriété en opposant l'intérêt du chasseur à celui du propriétaire l'a fait rentrer dans la catégorie des actes juridiques.

Ce serait une erreur, car le droit de chasse existe, il est réglementé comme tel dans les vieilles coutumes germaniques, il règle le conflit entre chasseurs poursuivant la même bête blessée, dans un temps où la propriété foncière n'existait pas encore.

Le droit d'occupation des choses mobilières sans maître, le droit de s'emparer de certaines d'entre elles par la force et la ruse (butin en temps de guerre ou chasse en temps de paix) ont existé comme droits véritables, avant que la terre ne fût devenue propriété individuelle, exclusive et absolue.

Le droit de chasse n'est pas le droit de pénétrer sur le terrain d'autrui, et s'il implique le plus souvent ce fait, c'est parce que nos moyens actuels supposent des procédés de chasse qu'on ne peut utiliser sans passer sur les héritages. Le jour où l'autourserie serait à nouveau pratiquée, on pourrait avoir le droit de chasse sans circuler sur le terrain d'autrui, les faucons volant au-dessus de la propriété voisine pourraient permettre à leurs propriétaires de chasser sur des territoires dans lesquels ils ne pénétreraient pas.

Le droit de chasse apparaît donc au moins à l'origine comme un droit naturel indépendant de toute propriété. Ce système est celui qui est soutenu encore

de nos jours par la doctrine socialiste. C'est celui qui était déjà formulé par Robespierre (1) (voir *supra* p. 42). Celui que reproduisent de nos jours dans leurs projets des 15 novembre 1896 et 25 octobre 1898 (2). MM. Jules Guesde, Vaillant, Chauvin, Allard et Sembat.

Ce système existe dans quelques pays où a subsisté l'état de choses primitif, en Tunisie, en Chine, en Perse, au Vénézuëla et au Paraguay, en Suède et dans certaines contrées de la Russie (3). Mais s'il est vrai que la chasse fut jadis de droit naturel, si même elle l'est restée dans certaines contrées, il faudrait démontrer qu'elle est demeurée telle dans notre pays. Il n'est pas sans exemple qu'un droit naturel ait perdu ce caractère dans des législations particulières par l'effet du temps. Il n'en est pas d'exemple plus remarquable, que celui offert par le droit d'occupation qui est l'essence du droit de chasse lui-même. De tous les droits naturels le droit d'occupation est le plus ancien, il est aussi l'un de ceux qui tendent le plus à disparaître avec le temps.

Chaque jour plus restreint dans le domaine du droit public, il semble avoir été écarté du droit privé par notre Code civil.

(1) *Moniteur officiel*, 22 août 1790.

(2) *Journal officiel, Annexe à la Chambre*, p. 14-73, année 1896 et p. 98, année 1898.

(3) Giraut (*de la communalisation des chasses*). Thèse, Paris, 1908, p. 60.

Certains auteurs soutiennent formellement que sous l'empire de notre code civil le droit d'occupation n'existe plus (1) Ils se fondent d'abord sur les art. 539 et 713 dont voici le texte.

Art. 539 : « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat. » Ils se basent ensuite sur les travaux préparatoires (2). Il est bien certain que de nos jours pas un texte du Code ne régleme ni même ne suppose le droit d'occupation.

Si l'on veut en effet examiner les différentes espèces de choses qui pourraient être l'objet du droit d'occupation, on arrive à distinguer trois grandes classes.

I. Les biens vacants et sans maître.

II. Les *res derelictæ* épaves et trésor.

III. Les *res communes* et le gibier.

Il est facile de voir que la loi ne permet l'occupation dans aucun de ses cas.

Les biens vacants et sans maître, la loi le répète à deux reprises, appartiennent à l'Etat. Aucune occupation n'est possible pour eux. L'application normale de cette règle a lieu pour les successions vacantes.

Les *res derelictæ* sont celles qu'on abandonne, elles sont l'objet non d'une occupation, mais d'une tradition *certæ* ou *incertæ personæ*. En pratique cette hypothèse

(1) Zachariæ, S. 174, note 1. Loaré, *Esprit du Code civil*. IV. p. 31. Boulou : *Le droit de chasse et la propriété du gibier*, 1887, p. 289 et s.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl. *Traité des successions*, tome II, p. 9.

se réalise pour les ordures ménagères. Celui qui les jette entend s'en défaire au profit du chiffonnier qui en ramasse une partie et au profit de la compagnie chargée de l'enlèvement du surplus. La preuve de la tradition résulte en pareil cas de l'*animus* qui doit exister chez le *tradens*. Lorsque par hasard des objets précieux, se trouvent égarés dans ces détritüs, il n'y a pas de transfert réalisé parce que l'*animus* n'existe pas à leur égard. Ici donc encore pas d'occupation.

Les épaves restent certainement la propriété de celui qui en a été dépossédé par un événement fortuit, par une perte involontaire ou une catastrophe imprévue. La propriété est perpétuelle, elle subsiste tant que quelqu'un ne s'en est pas emparé. Les dispositions qui règlent le sort de certaines épaves sont des cas d'attribution en vertu de la loi et non des cas d'occupation. Pour les épaves ordinaires, elles ne sont acquises à celui qui les recueille que par la prescription acquisitive venant transformer leur possession en propriété.

Le Trésor lui aussi, a un maître inconnu.

La loi opère une transmission du trésor au profit de certaines personnes. Elle le partage en effet entre l'inventeur et le propriétaire du fonds sur lequel il fut découvert. Ce ne saurait être ici non plus une consécration de l'occupation, sans quoi l'inventeur devrait seul en être propriétaire. La loi a substitué ici sa volonté au mode primitif de l'occupation.

Les *res communes* sont réglées par l'art. 714.

Art. 714 « Il est des choses qui n'appartiennent à « personne et dont l'usage est commun à tous. » Des lois de police règlent la manière d'en jouir. Ces *res communes* ne sont pas susceptibles d'appropriation privée, ce sont notamment l'air et l'eau. Il ne peut donc s'agir de les acquérir par occupation, puisqu'aucun mode d'acquisition n'est possible à leur égard. Cependant lorsque par un travail de l'homme, ces choses essentiellement libres ont été transformées en une chose nouvelle présentant des caractères nouveaux et désormais susceptible d'appropriation privée, lorsque l'eau a été emmagasinée dans un réservoir, l'air comprimé dans un récipient ou liquifié dans un flacon, les *res communes* ont pris un aspect différent, elles deviennent la propriété celui qui en a fait un objet nouveau, c'est le travail qui crée ici la propriété (1). On ne saurait donc parler d'occupation dans ces hypothèses il y aurait plutôt une acquisition *lege* assez voisine de la spécification quoique en différant à certains points de vue (2).

Arrivons maintenant au gibier. Il semble bien que la loi ait voulu établir une assimilation entre le gibier et les *res communes*.

Après que l'art 714 s'est occupé de ces derniers, l'art. 715 déclare que : « La faculté de chasser ou de

(1) Belan, *De la propriété du gibier tué, blessé ou poursuivi*. Thèse. Paris, 1904, p. 75.

(2) Belan, *op. cit.*, p. 72, *in fine*.

pêcher est également réglée par des lois particulières ».

Le mot également consacre le rapprochement dont nous avons parlé. En effet le gibier en vertu de sa nature même, n'est pas susceptible d'appropriation privée aussi longtemps qu'il vit à l'état de complète liberté. Mais en le mettant hors d'état de fuir, le chasseur qui fait disparaître cet état de liberté, réalise à l'égard du gibier la même transformation dans sa nature, que l'homme qui emprisonne l'air et l'eau et rend dociles des éléments jusque là indomptés.

D'ailleurs si l'occupation était un mode d'acquérir du droit naturel, et si chacun pouvait, en vertu d'un tel droit, s'approprier le gibier, il en résulterait que le droit de chasse devrait être libre et ouvert à tous.

Or, peu après que l'occupation a été écartée du Code comme un moyen d'acquérir, sur les immeubles certainement de l'avis de tous, et sur les choses mobilières selon notre opinion, le droit de chasse a été considéré comme un droit concédé. Il a perdu son caractère de droit naturel que l'ancien droit lui avait retiré, que la Révolution lui avait rendu, et que la loi de 1844 lui a ravi à nouveau.

Il faut bien en conclure que le droit de chasse est le droit de prendre le gibier, et que ce droit qui fut jadis naturel est aujourd'hui un droit concédé : par qui ? Par l'Etat, qui a repris pour son compte les prérogatives de l'ancienne royauté. A l'argument tiré de

ce que l'occupation n'est plus un mode reconnu d'acquérir, on peut ajouter pour démontrer que le droit de chasse ne dérive plus de la nature, d'autres considérations plus probantes encore.

Ces preuves nouvelles témoigneront à nouveau de l'indépendance absolue du droit de chasse et du droit de propriété, puisque l'Etat, nous le verrons, concède le droit de chasse sans s'occuper de savoir si celui à qui il l'accorde, est ou non propriétaire.

CHAPITRE VI

LE DROIT DE CHASSE EST-IL UN DROIT CONCÉDÉ ?

La loi de 1844 pose en effet en principe la nécessité pour tout chasseur d'obtenir un permis de chasse.

Telle est la disposition formelle de son art. 1 : « Nul
« ne pourra chasser, sauf les exceptions ci-après, si
« la chasse n'est pas ouverte, et s'il *ne lui a pas été*
« *délivré un permis de chasse par l'autorité compé-*
« *tente.* »

L'expression même de permis de chasse, employée par la loi, implique par le sens naturel des mots qu'il est nécessaire d'obtenir une véritable *permission* pour chasser. C'est-à-dire que le droit de chasse ne pourra s'exercer sans le consentement de l'autorité supérieure. Un droit vraiment naturel pourrait-il être subordonné à la délivrance d'un permis.

Enfin les mots « permis de chasse » apparaîtront comme plus significatifs encore, si l'on fait remarquer qu'ils ont été substitués aux expressions plus restric-

tives « permis de port d'armes de chasse » qu'employait le décret de 1810. D'après l'ancienne terminologie, il était nécessaire d'être autorisé pour porter une arme.

Ce qui était soumis à l'agrément de l'administration ce n'était pas le droit de chasse, mais celui de sortir armé. On pouvait chasser sans permis pourvu qu'on chassât sans armes.

Le mot « permis de chasse » a été inséré dans la loi de 1844 pour obliger tous les chasseurs de demander à l'administration sa permission pour toutes espèces de chasses.

Désormais on peut porter une arme non prohibée, mais il est défendu de chasser sans permis, fut-ce avec des pierres ou un bâton. D'une part il est permis de porter des armes non prohibées, et de se livrer notamment à l'entraînement du tir à la cible, mais en sens inverse, il serait défendu de faire chasser un chien, de ramasser un gibier tué ou déjà blessé, de planter un filet. Une simple attitude a été jugée comme constituant un fait de chasse (1). C'est donc l'acte de chasse lui-même c'est-à-dire l'exercice du droit de chasse qui est subordonné à la délivrance d'un permis.

Cette relation entre le permis et le droit de chasse est affirmée plus catégoriquement encore par l'art. 9

(1) Cass., 23 janvier 1829. D. 29.4. 29.4.171.

de la loi de 1844. L'idée que le permis de chasse donne le droit de chasse est écrite textuellement dans l'art. 9 : « Dans le temps où la chasse est ouverte, le « permis donne à celui qui l'a obtenu le droit de « chasser ».

Que la loi dise dans l'art. 1 : « Nul ne peut chasser sans permis, ou qu'elle affirme dans l'art. 9 que le permis donne le droit de chasser, elle marque de toute façon son intention très nette de faire du droit de chasse une concession subordonnée à la délivrance d'un permis.

Le propriétaire ne saurait chasser même sur ses terres s'il n'a un permis. Le refus du permis, prive celui à qui l'autorité ne veut pas l'accorder, du droit de chasse lui-même, puisqu'il ne peut accomplir un seul acte de cette nature sans commettre un délit.

Son caractère de concession est marqué d'un façon très nette, par la faculté reconnue à l'autorité chargée de les accorder, d'opposer aux demandes, des fins de non recevoir tout à fait arbitraires.

Au cas de refus du permis en effet et dans l'hypothèse où le demandeur réunirait toutes les conditions exigées par la loi, il ne saurait y avoir aucun recours contre la décision du préfet qui déclare ne pas vouloir délivrer le permis de chasse.

L'opinion la plus répandue est, en effet, qu'il n'existe aucun recours contentieux contre un semblable refus. Un recours gracieux devant le ministre

serait seul possible, mais un recours contentieux ne serait pas recevable (1). Le permis est donc un acte de gouvernement, une concession de l'autorité qui ne saurait, tant qu'elle n'est pas accordée, être envisagée comme un droit. Mais le jour où le permis a été délivré, serait-il permis de révoquer cette concession d'une manière arbitraire? Nous ne le croyons pas; la révocation des droits concédés ne peut avoir lieu que dans le seul but de servir les intérêts généraux, et la révocation peut donner lieu à des indemnités. Il serait préférable pour l'autorité, puisque le permis est annuel de laisser écouler l'année et de ne pas délivrer un nouveau permis l'année suivante.

Cette faculté de révocation ne saurait donc se justifier que dans les événements graves et comme une mesure générale. Ce fut ainsi que le décret du 13 septembre 1870 révoqua les permis pendant la dernière guerre. Il faut donc comprendre le permis comme donnant le droit de chasse lui-même et non comme étant un procédé indirect pour obtenir le versement d'un impôt par les chasseurs. En effet, jamais l'impôt foncier n'a été qualifié de permis de propriété foncière. Jamais il n'a été dit qu'il était défendu d'être propriétaire à ceux qui ne payaient pas l'impôt foncier,

(1) Conseil d'Etat, 13 mars 1867. D. 67.2.98; S. 68.2.91. Rogron, *Code de la chasse*, 1847, p. 91. Petit, *op. cit.*, tome I, p. 451. Giraudeau et Lelièvre, n° 542. Leblond, *op. cit.*, n° 201.

et que le paiement de l'impôt donnait le droit de propriété.

Le droit perçu pour la délivrance du permis est dû comme contre partie de l'agrément donné par l'administration, et non comme une taxe à payer par le chasseur.

Mais à cette argumentation on ne manquera pas de nous faire une objection. Si le droit de chasse appartient à l'Etat et s'il le concède moyennant la délivrance d'un permis de chasse, comment peut-on chasser sans permis dans les propriétés closes ?

Nos adversaires d'ailleurs peuvent-ils justifier cette disposition dans leur système ?

Le droit de propriété, répondrons-nous, en effet, n'est pas plus fort dans une propriété close que dans une propriété ouverte. Si le droit de chasse découle du droit de propriété, il n'y a plus de raisons pour admettre la chasse libre sur les propriétés closes que sur les propriétés non closes.

La justification qu'on a essayé de donner de la dispense de permis sur les propriétés closes en s'appuyant sur le caractère inviolable du droit de propriété est donc absolument inopérante ; il est aussi inexact de prétendre qu'on ne saurait constater aucun délit dans une propriété close et que l'autorité ne saurait y pénétrer pour constater un fait de chasse sans permis. Ce n'est pas parce qu'une infraction n'est pas facilement constatable qu'elle cesse d'être une in-

fraction et ce n'est pas parce qu'un domicile est inviolable qu'il est permis d'y commettre des crimes et des délits. Ainsi donc la dispense du permis sur les propriétés closes est inexplicable dans la théorie de ceux qui font du droit de chasse un corollaire du droit de propriété. Comment pourraient-ils en tous cas nous faire comprendre, non seulement qu'on peut chasser sans permis sur ces propriétés, mais encore y chasser en tous temps ?

La dispense de permis est-elle vraiment en contradiction avec la législation applicable aux propriétés closes comme on l'affirme dans l'opinion que nous soutenons et qui fait du droit de chasse un droit concédé par l'Etat ?

Le droit de chasse concédé, c'est le droit de s'approprier le gibier *res nullius*, par voie d'occupation, car le mode a cessé d'être de droit naturel de nos jours ; mais le gibier dans une propriété close, n'est pas à proprement parler une *res nullius*. Il n'y a pas dans la recherche de ce gibier plus de fait de chasse que de fait de pêche dans la capture des poissons d'un étang fermé.

Puisque personne ne peut pénétrer dans cette propriété, le gibier ne peut au moment où il s'y trouve être capturé par aucun autre que le propriétaire du fonds. Ces animaux ne sont donc pas *res nullius* au même titre que ceux qui sont sur un champ ouvert, où selon nous chacun peut pénétrer, si la nature du

fonds ne s'y oppose pas et à condition de n'y commettre aucun dégât.

Le fait de chasse consiste dans la recherche et dans la poursuite d'un gibier vivant à l'état de liberté. On a pu très légitimement considérer que d'une façon générale et étant données les faibles dimensions que présentent d'habitude les propriétés encloses, le gibier n'y est pas complètement libre ou que du moins on ne s'y livre pas à une chasse proprement dite la plupart du temps.

De même qu'il est permis de prendre du poisson en tout temps dans un étang fermé, parce qu'au point de vue légal cet acte est en tous points semblable à celui que chacun raille et qui consiste à jeter sa ligne dans un bocal, de même il est permis de tirer le gibier d'une propriété close, en tout temps et sans permis, absolument comme il est permis de tirer un lièvre attaché par la patte au risque de seulement couper la ficelle...

Pour comprendre le droit du propriétaire sur les terrains clos, il suffit donc de dire 1° que par leur nature nul ne peut y pénétrer librement, le propriétaire y exerce dans sa plénitude le *jus prohibendi*.

2° que le fait d'y tirer du gibier n'y constitue jamais un fait de chasse véritable, en vertu d'une présomption générale qui ne distingue pas d'ailleurs, ce qui eût été peut-être rationnel, suivant l'étendue de ces propriétés.

On sait en effet que le permis n'est exigé que pour l'acte de chasse proprement dit, et c'est pourquoi la destruction des animaux malfaisants et nuisibles et des bêtes fauves se peut réaliser sans permis.

Nécessaire là où l'on chasse, inutile dès que l'on cesse de chasser, le permis est la trace sensible de la concession du droit de chasse par l'Etat. Remarquons d'ailleurs que l'art. 1^{er} de la loi de 1844 formule l'exigence du permis avant de parler du droit du propriétaire, et qu'elle ne parle de celui-ci que pour exprimer la nécessité d'obtenir son consentement, c'est-à-dire qu'il formule uniquement le *jus prohibendi*, et qu'il ne pose nullement en principe, le droit de chasse au propriétaire.

Nous l'avons-vu, le droit de chasse ne découle nullement du *jus prohibendi*. Empêcher quelqu'un de chasser sur mon fonds, ce n'est pas avoir le droit d'y chasser moi-même.

Un mineur, un individu déchu à la suite de condamnation de la faculté d'obtenir un permis n'ont pas le droit de chasse, et cependant s'ils sont propriétaires, ils ont le *jus prohibendi*.

Concluons donc cette longue discussion théorique par les deux règles suivantes.

1° Le *jus prohibendi* est consacré par la loi, mais il est contraire au droit commun, il résulte de la volonté du législateur et non du caractère

juridique, du contenu normal du droit de propriété.

2° « Le droit de chasse appartient à l'Etat et non aux propriétaires, il le concède aux particuliers, moyennant le paiement d'un permis de chasse délivré par l'autorité administrative.

CHAPITRE VII

CONSÉQUENCES PRATIQUES DE NOTRE SYSTÈME

Après avoir étudié ainsi les rapports du droit de propriété foncière et du droit de chasse dans le domaine purement théorique, examinons les conséquences pratiques auxquelles nous sommes ainsi conduits.

Puisque nous refusons au propriétaire le droit de chasse, nous allons être amenés à décider qu'il ne peut ni céder ni louer un droit qui ne lui appartient pas. Et cependant la chasse donne lieu chaque année à un grand nombre de ces transactions, examinons-les d'un peu près, les unes après les autres.

En première ligne il convient de signaler les permissions de chasse. Celles-ci ne présentent aucune difficulté théorique. Elles sont la renonciation du propriétaire au *jus prohibendi* consacré par l'art. 1^{er} de la loi de 1844. Celui-ci autorise certaines personnes à pénétrer sur ses terres pour y chasser dans la mesure permise par la loi. Ces permissions essentiellement per-

sonnelles, et qu'on ne doit pas étendre aux enfants du permissionnaire (1), ne comportent aucune autre espèce d'engagement de la part de celui qui les donne, que celui de ne pas faire usage du *jus prohibendi*. Le propriétaire continue à pouvoir chasser lui-même, il n'a rien promis de faire en faveur du permissionnaire, sinon de s'abstenir de lui dresser procès-verbal. Les seules difficultés qui peuvent surgir concerneraient l'étendue plus ou moins grande de la permission. On admet généralement qu'en cas de doute, elle n'est pas présumée générale et qu'on doit la demander chaque fois (2).

Sur les classes banales, la permission peut être tacite, et c'est en vertu de cette convention que la plupart des chasseurs parcourent les territoires de chasse.

La plupart des auteurs présentent en second lieu, une autre convention qu'ils qualifient de cession de droit de chasse, et qui consiste d'après eux dans la cession faite par le propriétaire d'un terrain, du droit de chasse qui serait la conséquence du droit de propriété. Notre étude ayant pour but principal d'essayer de montrer que le droit de chasse n'est pas un attribut du droit de propriété, et nos efforts ayant tendu à établir que ce droit est concédé par l'Etat, sous forme de permis de chasse, nous ne pouvons admettre une

(1) Rambouillet, 22 février 1877. S. 77.2.454.

(2) Giraudeau et Lelièvre, *op. cit.*, n° 29.

cession de droit de chasse, puisque selon nous le cédant ne saurait disposer d'un droit que l'Etat seul à le pouvoir de donner.

Quelle serait d'ailleurs la nature de ce droit, à supposer qu'il appartint au propriétaire foncier ? Tiré du *jus utendi* il semble que ce serait un droit réel, parce que ce prétendu droit de chasse, serait en somme l'un des nombreux attributs de la propriété.

Mais le nombre des droits réels est strictement limité, il n'est pas permis à un propriétaire de céder un attribut de son droit de propriété, démembré de celle-ci, si la loi n'a pas permis la constitution de cet attribut en un droit réel indépendant, et si elle n'a pas autorisé expressément ce morcellement. Il n'existe chez nous qu'un petit nombre de droits réels détachés de la propriété, ce sont les servitudes, l'usufruit, l'usage, l'habitation, l'emphytéose ; le droit de chasse peut-il rentrer dans l'un d'entre eux ?

On a cru que le droit de chasse pouvait se rapprocher des servitudes réelles, lorsqu'il s'exercerait sur le fonds d'autrui au profit du propriétaire voisin, mais outre que la qualité du propriétaire d'un fonds voisin dominant, constituerait pour les acquéreurs du droit de chasse une condition souvent fort gênante, il paraît difficile de faire rentrer le droit de chasse dans la définition des servitudes réelles. Celles-ci en effet sont des avantages attachés au fonds et qui en relèvent la valeur juridique et économique quel qu'en puisse

être le propriétaire. C'est là le sens qu'il faut attacher à l'art. 686. C. Civ. qui exige des servitudes qu'elles ne soient imposées ni à la personne ni en faveur de la personne, mais seulement à un fonds et pour un fonds. Sans doute la personne profitera seule, puisque seule elle est un être sensible, des avantages de la servitude, mais il est nécessaire que tout titulaire de fonds en profite et que cet avantage soit impersonnel en quelque sorte, par cela seul qu'il est susceptible d'être apprécié par tous.

Un tel avantage profitant sans distinction à tous les titulaires du fonds dominant, relève donc la condition économique de celui-ci.

Peut-on dire que le droit de chasse relèverait la valeur du fonds dominant, si le droit de chasse était constitué en servitude réelle.

Il nous semble que le plaisir de la chasse est trop personnel, trop subordonné aux goûts de chacun, pour être rangé dans ces avantages que tous recherchent, à qui tous attachent un prix sensiblement égal, et qui modifient l'utilité, la commodité ou l'aspect du fonds.

Sans doute et M. Planiol l'a fait remarquer avec une grande justesse (1) une servitude de prospect, peut n'être recherchée que pour l'agrément qu'elle présente, mais cet agrément constitue un avantage inhé-

(1) Planiol, *op. cit.*, tome I, n° 2934.

rent au fonds qui en profite, en ce sens qu'on ne conçoit pas qu'on puisse profiter d'une servitude de prospect, si on n'est pas propriétaire d'un terrain voisin, et qu'elle constitue au moins un aspect de la propriété. On peut ajouter qu'une belle vue procure une plus-value plus générale et plus permanente que celle qui pourrait résulter d'un droit de chasse. Celui-ci nous apparaît avec un certain caractère de féodalité, qui explique les attaques dirigées encore contre lui par le parti socialiste. Ce ne peut être une servitude.

Nous nous rangeons donc à l'opinion dominante qui refuse de voir dans le droit de chasse une servitude réelle (1).

On ne peut y voir non plus un usufruit, puisque le gibier *res nullius*, ne saurait être considéré comme un fruit, ni un droit d'usage, celui-ci n'étant plus dans notre droit qu'une sorte de demi-usufruit.

Le droit de chasse s'il existait vraiment, ne pourrait donc être rangé dans aucun des droits réels qu'on pourrait démembler de la propriété.

On ne peut donc céder au droit de chasse séparément de la propriété. Cependant en pratique on rencontre des actes juridiques qualifiés : Cessions de droit de chasse. Et l'on est amené à se demander quel

(1) Cass., 28 mai 1873. D. 73.1.365. S. 74.1.180, Cass. 9 janvier 1891. D. 91.1.89. S. 91.1. Petit, *op. cit.*, tome I, p. 340. Demolombe, *Traité des servitudes*, n° 686. Giraudeau et Lelièvre, n° 6.

est le caractère des conventions auxquelles les parties ont donné ce nom.

Assurément elles ont voulu faire autre chose que de délivrer une simple permission.

Sans doute le propriétaire n'ayant d'autre droit que le *jus prohibendi*, il ne peut disposer que de ce droit, et dans la cession il ne peut abandonner son *jus prohibendi*. Il s'engage à laisser le cessionnaire pénétrer sur son fonds, sans plus.

Cependant à côté de cet engagement qui reste toujours principal, fondamental, et la base de cette convention, viennent s'ajouter des engagements accessoires qui différencient ce qu'on appelle la cession de chasse d'une simple permission.

Tout d'abord dans ce qu'on appelle la cession le propriétaire après avoir renoncé à son *jus prohibendi*, s'interdit à lui-même le droit de chasser. Tel est le sens du mot cession qui implique pour soi-même la perte du droit dont on fait profiter autrui. Cet engagement n'est d'ailleurs nullement contraire au grand principe de la liberté individuelle, car le propriétaire ne s'est interdit de chasser que sur sa seule propriété. Partout ailleurs il conserve le droit d'utiliser le permis qu'il peut toujours demander à l'Etat.

Ensuite la permission n'enlève pas au propriétaire le droit de concéder à d'autres de nouvelles permissions. En cas de cession au contraire, le propriétaire

s'engage à ne pas accorder de droits pouvant nuire à ceux déjà conférés. Si des tiers pénétraient sur la propriété, le cessionnaire aurait-il le droit de le leur interdire et pourrait-il les poursuivre en vertu de l'article 26 de la loi de 1844 qui déclare que la poursuite aura lieu sur une plainte de la *partie intéressée*. Le cessionnaire semble bien être une partie intéressée. L'article 26 de la loi de 1844 n'est d'ailleurs qu'une application de l'article 1^{er} du Code d'Instruction Criminelle qui donne l'action civile à tous ceux qui ont souffert du dommage, logiquement, en matière de chasse, le *jus prohibendi* ne peut appartenir qu'au seul propriétaire, il ne peut le céder à qui ne serait pas propriétaire de son fonds, par conséquent le cessionnaire de la chasse ne saurait se plaindre du fait de la violation par autrui du *jus prohibendi* qu'aucune cession n'a pu lui donner. Mais le propriétaire en faisant la convention appelée cession de droit de chasse a entendu certainement donner une garantie à son co-contractant, s'engager à poursuivre les délinquants, et la loi consacre même ici une sorte de délégation générale, permettant aux parties intéressées d'intenter l'action civile qui en réalité ne peut appartenir qu'au propriétaire et ne peut être donnée au cessionnaire que par une idée de mandat.

Mais le droit du cessionnaire de se plaindre, fait-il disparaître le droit du propriétaire de porter plainte.

Ce point est controversé (1). Cependant il nous paraît que si le cessionnaire ne peut agir qu'en vertu d'un mandat, son droit ne peut effacer celui du propriétaire.

On se demande en outre si le cessionnaire pourrait porter plainte contre le propriétaire qui chasserait lui-même, contrairement à l'engagement qu'il aurait pris (2)?

Il nous semble qu'il pourrait intenter un procès civil en responsabilité, mais non une poursuite correctionnelle. En effet, d'après nous, le cessionnaire n'a pu recevoir du propriétaire un droit de chasse qui n'est concédé que par l'Etat. Le propriétaire n'a pu que renoncer à son *jus prohibendi*, il n'a même pas pu transférer le *jus prohibendi* séparément du droit de propriété. Dès lors le cessionnaire ne peut poursuivre qu'en vertu d'un mandat et il est impossible de supposer raisonnablement que le propriétaire ait donné mandat de le poursuivre lui-même.

En dernière ligne nous devons mentionner la convention très fréquemment stipulée sous le nom de location au bail de chasse.

Il est assez difficile de préciser en quoi consiste cette convention, et de dire ce qui a été loué en pareil cas, si l'on n'admet pas que le propriétaire ait comme tel un droit à la chasse.

(1) Pour l'affirmative : Giraudeau et Lelièvre, n° 1077, en sens contraire, Fuzier Hermann, v. *Chasse*, n° 1721.

(2) Fuzier Hermann, v. *Chasse*, n° 1728.

A coup sûr le gibier étant *res nullius*, il n'y a pas location d'une propriété frugifère. D'autre part, le propriétaire n'ayant le droit de chasse qu'en vertu du permis qui lui est délivré, il ne peut louer ce droit, le permis étant rigoureusement personnel. Pour nous qui n'admettons au profit du propriétaire que le *jus prohibendi*, reconnu par la loi de 1844, il devient difficile d'expliquer comment on peut qualifier de location de chasse le fait pour le propriétaire de renoncer en faveur d'une personne et moyennant argent à son *jus prohibendi*. Il faut chercher l'explication du mot bail employé pour désigner notre convention, non dans le caractère de l'obligation principale, mais dans la nature des obligations accessoires qui viennent se grouper pour le compléter autour de l'abandon du *jus prohibendi*. En effet, en pareil cas le propriétaire a entendu s'engager à plusieurs choses :

1° C'est l'obligation fondamentale, à ne pas opposer au soi-disant preneur le *jus prohibendi*.

2° A ne pas chasser lui-même sous peine de sanction civile.

3° A défendre aux tiers de chasser en donnant mandat légal au preneur de poursuivre ceux qui auraient contrevenu à cette défense.

Les trois obligations précédentes se retrouvent déjà dans la convention portant le nom de cession de chasse.

4° Une quatrième obligation enfin consiste à s'en-

gager à donner au locataire toutes les facilités pour chasser sur le fonds. Alors que le permissionnaire et le cessionnaire ne peuvent exiger du propriétaire aucun acte de nature à rendre la chasse plus agréable ou plus facile, le locataire peut exiger que les accès soient rendus commodes, que les sentiers de chasse soient entretenus, qu'il ait la faculté de prendre des œufs de fourmis pour élever des faisans, ou des œufs de perdrix pour les faire couvrir. Il peut exiger que le mode de culture en usage dans la contrée ou sur la ferme quand il a loué ne soit pas modifié arbitrairement si cette modification doit entraîner une diminution ou disparition du gibier, enfin il peut demander qu'on le laisse chasser même dans les couverts à condition de n'y commettre aucun dégât.

On peut résumer toutes ces obligations en disant qu'il demande au propriétaire de lui faciliter, dans la mesure où il le peut, la jouissance de la chasse sur le terrain où il lui est désormais permis de pénétrer. Il entend enfin ne payer son droit qu'annuellement, qu'au fur et à mesure du temps écoulé. Voici des analogies frappantes avec le louage, elles expliquent l'expression de bail de chasse qui est couramment employée. Mais il est impossible d'en conclure que le propriétaire a le droit de chasse parce qu'en fait il passe des conventions qu'il qualifie de location de sa chasse.

Pour résumer cette étude juridique nous rappellerons les solutions auxquelles nous croyons être parvenus.

1° La loi de 1844 consacre au profit du propriétaire le *jus prohibendi*, mais le droit légal est contraire aux principes généraux lorsque la chasse doit s'exercer sur des terres de petite étendue et disséminées ; le défaut d'intérêt du propriétaire devrait en pareil cas limiter son droit de propriété. Ce droit n'est pas absolu ; on ne comprend pas comment on pourrait s'opposer à ce que quelqu'un pénètre sur un fonds de terre quand il n'y commet aucun dégât, qu'aucun intérêt ne s'en trouve lésé.

2° Le droit de chasse ne doit pas être confondu avec le *jus prohibendi*. Le droit de chasse ou droit de s'approprier des *res nullius* a été d'abord un droit naturel, puis il est devenu un droit concédé par l'Etat qui délivre des permis de chasse. Le droit de chasse est donc absolument indépendant du droit de propriété, il est concédé par l'Etat à tout individu en état d'obtenir un permis de chasse.

3° Les conventions faites entre le propriétaire et des tiers sous les noms de permission, cession de chasse, location de chasse, ne portent pas sur le droit de chasse mais seulement sur le *jus prohibendi* qui reste la base de toutes ces conventions ; celles-ci ne diffèrent d'ailleurs entre elles que par des obligations accessoires qui rappellent d'assez loin et par quelques côtés seulement les obligations qu'on rencontre dans les contrats de vente ou de louage.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

RÉFORMES

Nous avons déjà montré, au début même de notre étude, que la situation misérable de la chasse en France appelait des réformes urgentes, et nous avons essayé de prouver (1) que les remèdes proposés étaient inefficaces, tant qu'on laisserait subsister en pratique la chasse à la disposition des petits propriétaires fonciers. Ceux-ci sont mal organisés pour lutter contre les braconniers, et en fait les chasses banales qui sont la résultante du système de la loi de 1844 ne sont dangereuses que pour la conservation du gibier et la sécurité des chasseurs honnêtes et confiants.

On a donc été amené à vouloir supprimer ces chasses banales en constituant de grands domaines de chasse sur tout le territoire et en créant des corps

(1) Voir *supra*, p.

organisés et puissants chargés de surveiller la chasse, de réprimer les délits et de favoriser la reproduction du gibier.

Parmi les systèmes généraux de réorganisation de la chasse, il y en a qui acceptent encore pour base l'idée, erronée, selon nous, que la chasse appartient au propriétaire foncier. Ceux-ci, afin d'éviter toute atteinte au droit de propriété, fondement de l'organisation sociale, préconisent des organisations facultatives dans lesquelles ils essayent d'embrigader le plus grand nombre possible d'adhérents.

Mais puisque selon cette opinion le droit de chasse appartient au propriétaire, ce serait porter atteinte soit au droit de propriété, soit à la liberté du propriétaire que de changer quelque chose au système de la loi de 1844. Le souci de respecter les prérogatives des citoyens sur les fonds qui leur appartiennent a donc conduit à proposer le caractère facultatif des réformes jugées utiles.

Nous étudierons en premier lieu le système dont le caractère général est d'être facultatif.

CHAPITRE II

SYSTÈME DU GOUVERNEMENT FACULTATIF

On propose aux propriétaires de s'organiser en groupements facultatifs pour régler la chasse sur le territoire des adhérents.

La chasse gardée sur un grand territoire permet seule la conservation du gibier. Il convient donc d'en augmenter le nombre et de réunir en grandes chasses gardées les propriétaires des petits fonds.

Ces groupements peuvent être d'ailleurs de trois espèces. Ce peuvent être des associations fonctionnant sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 ; ou encore des syndicats libres, créés soit en vertu de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, soit en vertu de la loi du 21 juin 1865 sur les syndicats agricoles.

Il est certain que les facilités données par la loi nouvelle de 1901 sur les associations a créé un mouvement d'opinion en faveur de ce genre de groupe-

ment (1) que les sociétés civiles seront souvent hors de cause par suite de l'absence de désir de réaliser des bénéfices, ainsi que la formation de syndicats libres qui a été rendue beaucoup moins utile par la loi plus générale sur les associations.

C'est donc aux associations conçues d'après la loi de 1901 qu'on propose d'avoir recours, car il n'est pas très rationnel, du moins au premier abord, que l'on puisse considérer la chasse comme rentrant dans les attributions des syndicats agricoles, professionnels ou non.

Cette idée a été soutenue au Congrès de la chasse (2) et finalement c'est elle que le Congrès a adopté dans son assemblée plénière (3).

« *Premier vœu.* — Qu'il soit porté à la connaissance de toutes les communes par voie de circulaire ministérielle et même d'affiches administratives que, d'une part, les propriétaires ont le droit, conformément aux art. 1832 et suivants du Code civil, de se grouper librement en société pour exploiter en commun le droit de chasse, soit pour exercer eux-mêmes ce droit, soit pour repeupler leur territoire, soit pour louer le droit de chasse ; que, d'autre part, les chasseurs ont le droit de s'associer par applica-

(1) Rapport de M. Louis Sargnon, *Congrès de la chasse*, p. 595.
Rapport de M. Madelin, *Congrès de la chasse*, p. 568.

(2) Voir les rapports cités dans la note précédente.

(3) *Congrès de la chasse*, p. 679.

« tion de la loi du 1^{er} juillet 1901 et de faire agréer
« des gardes à titre anonyme, c'est-à-dire au nom de
« l'association.

« Que ces associations de chasseurs soient assi-
« milées dans la plus large mesure aux associations de
« pêcheurs, et que leur création et leur fonctionne-
« nement soient favorisés le plus possible par l'admi-
« nistration. »

Ce système était d'ailleurs celui qui fut préconisé dans les deux circulaires de M. Mougeot, ministre de l'agriculture en date des 15 janvier 1903 et 15 février 1904 et qui ont été le point de départ du grand mouvement en faveur de cette idée désormais soutenue par des opinions officielles.

Le caractère facultatif des groupements de chasseurs s'est trouvé ainsi préconisé par un grand nombre de personnes. En dehors de M. le ministre de l'agriculture nous pouvons citer MM. Marcel Habert (rapporteur de la commission de la chasse à la fin de la 6^e législature 1897) M. Morillot en 1893 (1) dans son rapport et en 1894 et 1898 dans ses propositions de loi (2), MM. Louis Ternier dans ses articles de la *chasse illustrée* (3), Louis Sargnon (4), Frèrejouan du Saint (5). Le saint Hubert Club de France, la société

(1) *Journal Officiel*, 1893. Chambre, documents annexes, p. 1196.

(2) *Journal Officiel*.

(3) *La chasse illustrée*, années 1904, 1906, 1907.

(4) *Congrès de la chasse*, p. 595.

(5) *Congrès de la chass*, p. 602.

des chasseurs de France, et la société centrale pour la répression du braconnage. Le vœu du dernier congrès de la chasse lui a donné une force nouvelle.

Et cependant nous ne pouvons nous empêcher de formuler contre ce système de graves critiques. Pesons, en effet, ses avantages et ses inconvénients. Les avantages sont certains ; avec une simple déclaration, on peut organiser facilement et rapidement des associations de propriétaires chasseurs ; ceux-ci moyennant une cotisation annuelle créeront des ressources permettant de faire garder la chasse et de faire même un peu de repeuplement. Grâce à la personnalité civile obtenue au moyen de la déclaration, l'association pourra ester en justice, payer ses gardes, acheter du gibier reproducteur, etc... On peut même concevoir que plusieurs fédérations puissantes pourront se constituer, chacune dans une grande contrée de chasse, et qu'on pourra ainsi arriver à réunir en une seule personnalité morale ayant une unité de vues fort avantageuse pour le bien de la chasse, toutes les sociétés françaises.

Il serait alors possible d'organiser un peu partout des brigades volantes pour la répression du braconnage, chaque société pourrait d'ailleurs conserver la plus grande autonomie et avoir son budget distinct (1).

Mais d'autre part les inconvénients nous paraissent

(1) Voir Sargnon, *Congrès de la chasse*, p. 597.

considérables. Il est certain qu'on n'obtiendra jamais l'accord unanime de tous les petits propriétaires fonciers de France. Dans le pays le plus rebelle à toute discipline, il est évident qu'un mouvement en un sens suscitera des partisans d'opinions contraires. Dès lors il devient impossible de supprimer les chasses banales, ces refuges de braconniers. La résistance de ceux des propriétaires qui refuseront d'entrer dans les sociétés libres, sera surtout sensible lorsque leurs terrains formeront des enclaves dans ceux de l'association des chasseurs. Alors naîtront de nouvelles rivalités, on verra dans la même commune se créer plusieurs groupements, à tendances politiques différentes et qui entretiendront l'état d'esprit dont on se plaint déjà de nos jours. On verra se former des sociétés avec des cotisations à vingt sous, pour protester contre les autres, et il est fort probable qu'on verra revenir le règne des borduriers voulant détruire tout ce qui vient de chez le voisin. Cet état d'esprit est malheureusement très fréquent. A l'heure actuelle un certain nombre de sociétés de chasse sont fondées dans un double but.

1° Empêcher les propriétaires voisins, possesseurs de grandes chasses de venir chasser sur le territoire banal de temps à autre et en attendant l'ouverture plus tardive de leur propre chasse.

2° Empêcher les étrangers à la commune de venir chasser sur son territoire.

Ainsi c'est bien la jalousie et non le souci de l'amé-

lioration de la chasse qui a inspiré et qui inspirera encore la formation des associations de chasseurs.

Nous pouvons d'ailleurs donner ci-contre quelques formules types de différents statuts d'associations libres de chasseurs (1).

PREMIER TYPE

Les soussignés, propriétaires d'immeubles ou locataires du droit de chasse sur le territoire de Saint-Memmie (Marne).

Déclarent, par les présentes, abandonner gratuitement à la commune de Saint-Memmie, et ce, pour huit années à partir de l'ouverture de 1900, le droit de chasse qui leur appartient sur toutes les parcelles de terrain non munies de clôtures continues.

Cet abandon est consenti aux conditions principales suivantes ; et, en outre, pour les chasseurs, de se conformer au règlement que le Conseil municipal devra établir.

1° Le produit que la commune retirera de la chasse sera exclusivement affecté à l'entretien des chemins ruraux ;

2° La commune devra rétrocéder le droit de chasse aux seuls chasseurs du pays et ceux des forains qui justifieront de l'apport gratuit d'un nombre d'hectares fixé dès à présent à dix au minimum ;

(1) D'après Giraut. Thèse, p. 183.

3° Chaque chasseur indigène paiera à la caisse Municipale une somme de vingt francs par année et le chasseur forain de vingt-cinq francs.

4° On chassera seulement deux jours par semaine, le dimanche et le jeudi et pas avant 8 heures du matin. Toutefois, si la commune n'obtenait pas un nombre de signatures assez élevé pour permettre le chasse sur la plus grande partie du territoire, le conseil municipal pourrait, dans la mesure qu'il jugerait équitable, diminuer soit pour la première année, soit pour les autres le montant de l'action.

Saint-Memmie, le 20 août 1900.

(Suivent les signatures).

Après avoir donné lecture du nom des signataires, abandonnant leur droit de chasse, le maire estime qu'il sera nécessaire, avant le jour de l'ouverture, de signaler par voie d'affiche, à la porte de la mairie, le nom de ceux qui ont cru devoir se le réserver expressément afin que les chasseurs auxquels il sera délivré des actions ne s'exposent à aucune contravention. Il sera de même donné les noms des propriétaires qui, après avoir signé l'acte d'abandon ont déclaré laisser leur chasse libre.

Suivent le règlement de chasse, la délibération du Conseil Municipal et l'approbation du Préfet.

DEUXIÈME TYPE

Les soussignés,

Ont établi, ainsi qu'il suit les statuts de la société civile ci-après fondée :

Article premier. — Il est formé entre les soussignés et tous les propriétaires d'immeubles ruraux sur le territoire de Varangéville (Meurthe-et-Moselle) adhérents aux présents, une société civile en participation pour la mise en location de leur droit de chasse sur leurs propriétés.

Elle prend la dénomination de société civile des droits de chasse de Varangéville.

Son siège est établi à Varangéville.

Art. 2. — La durée de la présente société est fixée à... années qui commenceront à courir à partir du... et finiront le... .

Elle pourra être prorogée, sur avis de la commission, par délibération de l'assemblée des Membres et à la majorité des trois quarts des voix, un mois avant l'expiration du délai fixé sur la durée.

Art. 3. — Tous les adhérents aux présents statuts abandonnent, par le seul fait de leur adhésion, leurs droits de chasse sur tous les biens qu'ils possèdent sur ledit territoire et ceux des voisins pour la durée de la société (les vignes et vergers étant exceptés jusqu'au 1^{er} novembre).

Sont considérés comme sociétaires :

1° Tous les soussignés :

2° Tous les propriétaires qui, par la suite, donneront leur adhésion aux présentes.

L'adhésion peut se manifester par lettre au Président ou autrement à toute époque et est irrévocable pour la durée de la société.

Et elle pourra être acceptée ou refusée, par l'adjudicataire.

Art. 4. — Les droits ainsi réunis seront mis en adjudication publique et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'extinction des feux, par le Président ou le Secrétaire assisté d'au moins deux membres de la commission dont il sera ci-après parlé.

Art. 5. — Tous les propriétaires, chasseurs et sociétaires seront de plein droit (s'ils le désirent), adjudicataires desdits droits, pour chaque année avec les acquéreurs étrangers dont le nombre sera limité à... fusils, en payant leur quote-part déduction faite du prix afférent à la propriété dont ils font abandon.

Les fils et gendres des propriétaires sociétaires auront les mêmes droits qu'eux.

Lesdits propriétaires chasseurs devront manifester leur intention à cet égard et par écrit à l'adjudicataire un mois avant l'ouverture de la chasse chaque année.

Leurs droits seront personnels et ne pourront être cédés ; etc...

Art. 6. — Le prix de la chasse servira :

1° A payer les droits du garde-chasse ;

2° Et à l'acquisition et à la délimitation des droits

de passage dans la plaine et à perpétuité, pour servir de chemins de défrètement.

Ladite société sera administrée par une commission de cinq membres élus à la majorité de moitié plus une des voix.

Elle élira un Président, un Secrétaire et un Trésorier.

Elle déterminera l'emplacement des droits de passage à acquérir, et les indemnités à payer et aura pleins pouvoirs à cet effet et pour administrer les affaires de la société qui sera représentée en justice par son Président auquel tous pouvoirs et capacités sont conférés à cet effet.

Elle sera renouvelable tous les... ans, par voie d'élection un mois avant l'ouverture de la chasse.

A l'effet d'élire cette commission, convocation sera faite par lettre à chaque sociétaire deux mois avant l'ouverture de la chasse, indiquant l'heure et le jour de la réunion. Cette commission rendra compte... aux sociétaires assemblés de ses opérations.

Art. 7. — Les adjudicataires auront pleins pouvoirs pour exercer leurs droits sur l'étendue des propriétés louées et seront subrogées par le seul fait de l'adjudication dans tous les droits et actions de la société et des sociétaires.

Le produit des délits et des amendes appartiendra moitié aux chasseurs et moitié à la société et viendra s'ajouter à leurs droits de location.

Art. 8. — Par le seul fait de l'adjudication, il y aura solidarité entre les fermiers et les co-fermiers qui de-

vront se faire connaître le jour même de l'adjudication.

Art. 9. — Toutes personnes connues et notoirement solvables seront seules admises à enchérir.

A toute époque, il pourra être demandé caution solvable aux adjudicataires.

Les prix d'adjudication seront payables par année, d'avance, le 1^{er} août, entre les mains et sur les quittances du secrétaire de la commission.

Il devra être consigné une somme de 200 francs pour pouvoir enchérir deux heures avant l'adjudication.

Faute par les adjudicataires de satisfaire aux conditions de paiement ci-dessus à l'époque fixée, ils seront déchus de leurs droits et le bail résilié sans que l'offre ultérieure de payer puisse arrêter l'effet de la présente clause et sans répétition des sommes versées d'avance et sans préjudice de tous dommages-intérêts.

La commission remettra ensuite en adjudication lesdits droits pour la durée du temps restant à courir.

Pour la première période, la commission est ainsi composée.

.

Fait et rédigé en autant d'originaux que de parties intéressées.

A Varangéville, le.

TROISIÈME TYPE

Entre :

M. A... maire de la commune de X... agissant tant en ladite qualité qu'en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du... prise en conformité de l'art. 61 de la loi du 5 avril 1884.

D'une part.

Et :

Tous les soussignés, propriétaires, usufruitiers ou locataires du droit de chasse sur terres labourables, bois, prés, vignes, landes, étangs, cours d'eau ou marais ou sur le territoire de la commune de...

D'autre part,

Est convenu ce qui suit :

Les contractants soussignés font, par les présentes cession et transport, au nom de la commune de X... des droits de chasse dont ils sont propriétaires ou possesseurs sur tous terrains sis en ladite commune pour une durée de trois, six, neuf ou douze années entières et consécutives à la volonté de chacune des parties contractantes, sans autres exceptions ni réserves que celles indiquées ci-dessous et sous les clauses et conditions suivantes que les parties s'engagent à exécuter chacune personnellement en ce qui la concerne, mais sans solidarité.

Clauses, conditions, exceptions et réserves :

1° Le droit de chasse, dont il est fait ainsi cession, sera réuni au droit de chasse des biens communaux

pour le tout être loué de gré à gré, par les soins de la commune et le montant de cette location être versé chaque année entre les mains du receveur municipal et être réparti entre la commune et les propriétaires soussignés au prorata de l'étendue de leurs terres ;

2° Les locataires de la chasse sont tenus de la faire garder, etc...

.

7° Les locataires sont tenus de réserver exclusivement au profit des chasseurs de la commune et ce, sans diminution de leur prix de location, la portion du territoire comprise entre...

.

Il sera fait masse du montant de la location, pour le prix en être réparti entre les propriétaires ou possesseurs contractants, au prorata des droits dont ils font abandon sur l'ensemble des terres comprises dans la territoire de la commune, sans distinction de celles qui se trouveraient soit dans la portion louée, soit dans la portion réservée aux chasseurs de la commune.

10° Chacun des propriétaires contractants s'engage à planter ou laisser planter les poteaux indicateurs nécessaires pour indiquer les chasses ou les enclaves gardées sises à proximité s'il en est besoin ;

11° Les dégâts qui pourraient être causés aux récoltes par le gibier resteront à la charge des ayants droit de la chasse, sur leurs territoires respectifs.

Etc... etc...

Quels sont d'ailleurs les résultats produits par la pratique des associations libres. Voici dix ans que fut lancée la première circulaire officielle encourageant les communes à entrer dans cette voie. Dans quelle mesure a-t-on réussi ? Si au début on a eu quelque espoir, il faut bien reconnaître aujourd'hui que le mouvement est stationnaire, sinon en déclin.

D'après les derniers documents publics (1) on comptait cinquante-deux départements où absolument rien n'avait été fait, vingt-sept avec des résultats très faibles et huit seulement avec des résultats sérieux. Mais même dans ces huit départements le nombre des communes restées en dehors de toute communalisation facultative demeure l'énorme majorité.

Il convient de faire enfin une autre remarque. Ce n'est que dans les pays giboyeux qu'ont eu lieu ces tentatives. Elles avaient pour but de tirer parti d'une chasse déjà existante en fait. Nulle part on n'a cherché à améliorer une situation mauvaise dans une commune dépourvue de gibier, en s'efforçant d'en faire venir, et de l'y conserver.

Nous concluons donc en ce sens qu'on peut admettre ces groupements, mais qu'il restera toujours en dehors d'eux, des territoires très vastes pour lesquels une amodiation du droit de chasse reste nécessaire, sous la forme de la communalisation obliga-

(1) Wauthier, *De la communalisation de la chasse*. Paris, 1908, p. 55 et suiv.

toire. Entre les systèmes qui prennent pour point de départ la faculté laissée aux propriétaires d'entrer ou non dans la voie des réformes, et ceux qui lui en font une nécessité, il convient de ranger un système en quelque sorte intermédiaire, dans lequel la faculté tout en restant à la base du système, consiste à réserver la chasse sous peine de voir celle-ci appartenir à la commune.

Dans ce système, les propriétaires qui n'auraient pas réservé leur chasse perdraient de ce fait leur droit, et il se créerait une chasse communale formée de toutes les parcelles pour lesquelles la réserve n'aurait pas été faite.

Cette chasse ne serait pas banale, mais communale, c'est-à-dire que le droit de chasse serait délivré par la commune qui réglerait ce droit, veillerait à la répression des délits, assurerait la protection et le repeuplement du gibier.

Ce système a été formulé par le baron de Segonzac au Congrès de la chasse de la façon suivante (1) ».

« 1° Le droit de chasse est inhérent au droit de propriété.

« 2° Tout propriétaire désirant garder pour lui son
« droit de chasse sur tout ou partie de ses propriétés
« devra en faire la déclaration à la mairie de la com-

(1) *Congrès de la chasse*, p. 585. Dans le même sens voir les observations de M. Lelorgne d'Ideville. *Moniteur universel*, 1844, p. 331.

« mune sur laquelle sont situées les propriétés avant
« le 1^{er} janvier de l'année de location.

« 3° Le maire de la commune mettra par adjudication publique, en location à l'enchère, pour une
« période de 9 ans, la chasse sur toutes les parcelles
« dont les propriétaires n'auront fait aucune déclaration de réserve, en un, deux ou plusieurs lots.

« 4° Le prix intégral de la location sera versé entre
« les mains du percepteur qui en fera la répartition
« entre les propriétaires au prorata des contenances
« en totalisant le montant de tous les lots.

« 5° Cette adjudication aura lieu du 1^{er} février au
« 1^{er} avril de chaque année par canton.

« Chaque canton sera divisé par lettres alphabétiques en 9 groupes de communes.

« 6° Le gibier existant est évalué à titre d'experts
« (un pour chaque partie et un tiers expert) et sera
« considéré à l'entrée en jouissance pour la première
« fois, comme un cheptel que l'adjudicataire sera tenu
« de rendre dans les mêmes conditions à la fin du bail.
« Dans le cas où le locataire à sa sortie ne rendrait
« pas en gibier l'équivalent, il lui serait attribué une
« pénalité, montant du triple de l'équivalent du prix
« en gibier vivant, et s'il en rendait, au contraire, davantage, il lui serait accordé une indemnité montant
« du double du prix du gibier vivant pour la partie
« supplémentaire.

« 7° L'adjudicataire suivant serait tenu, comme

« clause première du bail, ou à solder le prix supplé-
« mentaire à l'ancien locataire en entrant en jouis-
« sance ou à recevoir l'indemnité pour le gibier man-
« quant.

« Avec l'adoption de ces différents amendements,
« on obtiendra :

« 1° Le repeuplement rapide de toute la France.

« 2° Partout le syndicat local des chasseurs.

« 3° La garderie effectuée de toutes les chasses.

« 4° La rémunération équitable des propriétaires
« abandonnant leurs droits de chasse.

« 5° Suppression presque complète de la dévastation
des propriétés et des récoltes par les chasseurs. »

« *Nota.* — Il serait spécifié au cahier des charges que
« le passage dans les grandes récoltes, céréales, serait
« interdit mais permis dans les légumes, les fourrages
« non à graines, les pommes de terre, les betteraves, et,
« en général, dans toutes les petites récoltes d'automne.

Quels pourraient être les avantages de ce système ?

On espère que de ce fait, il ne pourrait plus y avoir
de chasse libre, les territoires formant autrefois les
chasses banales, constitueraient désormais une chasse
communale mise en adjudication et surveillée.

Mais pour que l'efficacité de cette proposition fût
certaine, il faudrait supposer qu'en fait, un très petit
nombre de propriétaires réserveront leur chasse, que
ceux-là seuls qui le feront seront de gros propriétaires
dont les domaines seront groupés à l'entour de la

chasse banale. Si de petits propriétaires réservent de petites parcelles de côté et d'autre dans la chasse banale, celle-ci se trouvera morcelée de telle façon qu'il deviendra pratiquement impossible d'y chasser, puisque l'on ne pourra poursuivre le gibier, en raison des obstacles incessants que présenteront les enclaves réservées.

Sur quoi peut-on compter si ce système est adopté ? Il nous paraît certain que les paysans, fort jaloux du droit de chasse, verront d'un mauvais œil la formation d'une chasse communale mise en adjudication pour 9 ans et louée très vraisemblablement à des citadins riches, c'est-à-dire à des étrangers à la commune. C'est justement le plus grand argument invoqué contre le système de la communalisation qu'il ne sera pas populaire dans nos campagnes. Si donc on loue la chasse de la commune à des étrangers, on peut s'attendre à ce que des réserves multiples surgissent de tous côtés, à ce que l'adjudication devienne impossible. D'un autre côté, les champs réservés ne sauraient être efficacement gardés si les réserves sont de petite étendue. Ils deviendront le terrain favori du braconnier, toujours plus ou moins, l'ami du paysan, lequel moyennant un lièvre de temps en temps, n'hésitera pas à réserver un lopin de terre au profit du braconnier.

Cette quasi-certitude où l'on peut être de réserves nombreuses disséminées dans tout le territoire des

communes a préoccupé justement un des partisans de ce système et lui a inspiré une proposition de loi qui cherche à remédier à cet inconvénient. Nous extrayons de la proposition de M. Morillot les dispositions suivantes (1). « Les propriétaires pourraient
« s'associer dans les termes du droit commun (art. 34).
« A défaut d'association ils pourraient abandonner
« leur droit à la commune par simple déclaration
« (art. 35). La commune adjudgerait ce droit au plus
« offrant avec répartition du prix au profit des pro-
« priétaires cédants, soit sous forme d'indemnité à
« eux versée, soit sous forme de dégrèvements d'im-
« pôts (art. 39 à 40).

« Enfin pour éviter les difficultés nées des enclaves
« réservées, elle pourrait offrir aux propriétaires qui
« réservent leurs chasses, des terrains de chasse d'un
« seul tenant équivalent à la superficie de leurs par-
« celles réservées (art. 37).

Cette proposition est remarquable par la netteté avec laquelle elle a aperçu le danger du système. Mais de deux choses l'une ; ou bien cette transaction est facultative, et alors l'hostilité créée par une adjudication au profit d'étrangers à la commune, l'empêchera de se produire, ou bien la commune peut y contraindre les propriétaires de réserves, et alors nous tombons justement dans les systèmes de communalisation obliga-

(1) *Journal Officiel*, 1894. Document de la Chambre, II, p. 1196.

toire que l'auteur de cette proposition a justement voulu éviter.

Le système de M. le baron de Séganzac se heurte lui aussi à cette erreur fondamentale qu'il inscrit comme profession de foi en tête de son projet « le droit de chasse est inhérent au droit de propriété ». Si cela est vrai, n'essayons pas de faire des réformes, le droit du propriétaire est sacré, attendons le salut du bon vouloir des particuliers, c'est-à-dire de leur inertie, et laissons périr la chasse en France, en l'abandonnant soit à l'indifférence soit aux caprices des particuliers.

CHAPITRE III

LES SYSTÈMES OBLIGATOIRES

Ces systèmes ont pour point de départ en France les observations de M. Mathieu de Dombasles, soutenu par MM. Gillon et Lecoudrais, au moment de la discussion de la loi de 1844 (1).

« Dans l'état actuel de la propriété en France, disait M. Mathieu de Dombasles, il n'est peut-être qu'un moyen de donner à la question de la chasse une solution convenable. Ce moyen consisterait à conférer à chaque commune le droit de chasse sur son territoire, en exigeant que ce droit fut loué à l'enchère au profit de la commune qui devrait appliquer au traitement des gardes champêtres les sommes qui en proviendraient (2). »

Cette proposition fut repoussée, on crut qu'elle

(1) *Moniteur universel*, 1844, p. 332.

(2) *Du droit de chasse et du projet de la loi sur cette matière*, p. 8.

n'avait pour objet qu'une faculté d'abandon des propriétaires au profit des communes. Elle fut reproduite, en 1867, par M. Goulhat de Saint-Germain, qui ne craignit pas de lui donner son caractère nettement obligatoire (1). Il disait : « En ce qui concerne la protection du gibier, il y aurait lieu selon nous d'examiner s'il ne conviendrait pas de réglementer l'exercice du droit de chasse en égard à l'étendue des propriétés, car ce droit ne doit être sérieusement attribué qu'à ceux dont les parcelles comportent par leur contenance une pratique présumée suffisante pour la chasse. Ce serait, il est vrai, une restriction apportée à l'un des attributs de la propriété ; mais cette restriction ne serait-elle pas justifiée par des raisons d'intérêt général et d'utilité publique, de nature à la faire admettre ? »

Il suffirait pour que nous puissions considérer cette phrase comme le meilleur exposé de notre opinion que l'auteur n'ait pas ajouté qu'il s'agit d'une restriction apportée à l'un des attributs de la propriété. Il sent confusément qu'il ne peut être question du droit de chasse pour le petit propriétaire, après avoir paru l'affirmer, il n'a pas su dégager le véritable motif qui permet de nier le *jus prohibendi* au profit du petit propriétaire, c'est-à-dire le défaut d'intérêt.

Nous arrivons maintenant à la proposition de

(1) *Moniteur universel*, 1867, p. 251.

M. Graux qui se basant sur les systèmes en vigueur dans les pays germaniques, a proposé de prendre comme type leur législation sur la chasse (1).

Cette proposition a suscité de si nombreuses discussions que nous croyons devoir en reproduire le texte.

PROJET DE LOI

« Art. 1^{er} — Le droit de chasse sur les terres, bois, « étangs et marais, constituant des propriétés privées, « sera exercé par la commune pour le compte des propriétaires.

« Sont néanmoins autorisés à se réserver l'exercice « du droit de chasse : 1° les propriétaires de terrains « entourés d'une clôture continue, faisant obstacle à « toute communication avec les héritages voisins ; 2° les « propriétaires de terrains, d'étangs ou de marais à la « condition que la superficie contiguë des terrains soit « au minimum de 25 hectares et celle des étangs ou « marais de 5 hectares.

« La contiguïté n'est pas interrompue par les chemins de fer, les routes et les cours d'eau.

« Art. 2. — La chasse du territoire communal sera « louée en totalité ou par fractions constituant des lots « dont chacun aura une contenance minima de 200 hec-

(1) *Journal Officiel*, 1893, document de la Chambre, p. 1422 ou 1420.

« tares, par voie d'adjudication publique, conformément aux règles relatives à la location des biens communaux, pour une période de 9 années.

« Art. 3. — Dans les deux mois qui précéderont l'adjudication, les propriétaires remplissant les fonctions prévues par le § 2 de l'art. 1^{er} devront, par une lettre adressée au maire et qui sera transcrite sur un registre spécial, déclarer qu'ils se réservent le droit de chasse sur leurs terres.

« A défaut de cette déclaration dans le délai légal, ils seront déchus de leur droit.

« Art. 4. — Le produit de la location de la chasse sera versé dans la caisse communale et réparti entre les propriétaires de la commune proportionnellement à la contenance cadastrale des terrains et des eaux de chacun.

« Art. 5. — Les propriétaires se trouvant dans les conditions prévues au § 2 de l'art. 1^{er} devront verser dans la caisse communale, une somme proportionnellement au montant de la location de la chasse sur le territoire des terrains, marais et étangs dont ils se seront réservé la chasse.

« Art. 6. — Chaque année dans le courant du mois de janvier, le maire fera publier le rôle de répartition des sommes revenant à chaque propriétaire sur le montant de la location de la chasse communale. Si ces sommes ne sont pas retirées dans le délai de six

« mois, après la publication du rôle, elles sont acquises à la caisse municipale.

« Art. 7. — Lorsque, dans une propriété d'une superficie contiguë de 25 hectares se trouve une propriété enclavée d'une contenance inférieure, le propriétaire de la superficie contiguë à le droit de chasse sur le terrain enclavé si, dans la huitaine qui précède l'adjudication, il s'engage par écrit à payer pour le terrain une indemnité proportionnelle au produit de la location du territoire de la commune.

Disposition transitoire.

« Art. 8. — La délivrance du permis de chasse donnera lieu au paiement d'une somme de 35 francs. Sur cette somme 10 francs seront versés dans la caisse communale, 20 francs au trésor et 5 francs dans la caisse départementale.

« A l'aide de cette dernière recette, il est créé, dans chaque département, une caisse spéciale destinée à indemniser les propriétaires des dégâts occasionnés par le gibier.

« La répartition des indemnités entre les communes, sera faite, chaque année, par le conseil général, sur les propositions du préfet ; celle entre les propriétaires de chaque commune sera soumise par le préfet à l'approbation de la commission départementale.

« Art. 9. — Les communes dont les terrains ne feront

« l'objet d'aucun bail de chasse, fixeront comme terme
« de la première location du territoire communal ou
« des lots de chasse, le jour de la fermeture de la
« chasse de l'année 1903.

« Celles dont une partie du territoire aura fait l'objet
« de baux expirant avant cette date, ne devront consen-
« tir la location sur les terrains dont la chasse devien-
« dra libre, que pour la période restant à courir jus-
« qu'à cette même date.

« Art. 10. — Tous les baux intervenus entre particu-
« liers, pour la location de la chasse, sauf ceux relatifs
« aux terrains, marais et étangs indiqués au paragraphe
« 2, de l'article 1^{er} devront, dans le délai d'un mois à
« partir de la promulgation de la présente loi, être dépo-
« sés au greffe du tribunal de l'arrondissement où est
« situé le lot de chasse, et le greffier devra en donner
« récépissé au déposant.

« Si ces baux ont été enregistrés antérieurement à la
« promulgation de la présente loi, ils seront valables
« jusqu'à leur expiration. Toutefois, si leur durée devait
« se prolonger au delà du jour de la fermeture de la
« chasse de l'année 1903, ils seraient considérés comme
« résiliés à partir de cette date, et cette résiliation ne
« donnerait droit à aucune indemnité.

« Les baux qui n'auront pas été enregistrés avant la
« promulgation de la présente loi ou qui n'auront pas
« été déposés au greffe du Tribunal un mois après cette
« promulgation ne produiront aucun effet juridique. »

Cette proposition a d'ailleurs été frappée de caducité, mais elle garde tout son intérêt, car elle a été en grande partie l'origine des discussions qui ont suivi.

C'est d'elle que date vraiment les tentatives théoriques de communalisation en France.

Elles peuvent se diviser en trois grands groupes de système :

- « Ces systèmes socialistes ;
- « Les systèmes de syndicats obligatoires ;
- « Les systèmes de communalisation proprement dite. »

CHAPITRE IV

SYSTÈME SOCIALISTE

Il ne faut pas confondre le système dont nous voulons parler, avec celui de la chasse libre, tel qu'il avait été formulé par Robespierre (1) et tel qu'il a été repris par MM. Jules Guesde et Vaillant (2). Ces députés ont, en effet, déposé une proposition de loi ayant pour but de rendre la chasse entièrement libre. En voici les principales dispositions :

Art. 1^{er}. — La chasse est libre. Les permis sont supprimés.

« Art. 2. — Un règlement d'administration publique, « déterminera les conditions dans lesquelles s'exer-
« ceront les droits de chasse et de pêche.

« Art. 3. — Les chasses possédées et affermées
« sont également supprimées.

(1) Voir *supra*, p.

(2) *Officiel*, 1896. Documents Chambre 2, p. 1473 et 1898.
Documents Chambre 2, p. 98.

« Art. 4. — Toute contravention à la loi et aux
« règlements entraînera l'affichage au mur du domi-
« cile du coupable... Si cette contravention est grave,
« cette publication sera augmentée par voie d'affichage,
« de publication dans la presse, de proclamation par
« les crieurs publics.

« Art. 5. — Un impôt basé sur le nombre des
« chiens, chevaux et équipages de chasse, est établi
« sur les chasseurs ».

Le système dont nous voulons parler, au contraire, enlève toute liberté à la chasse. Il proclame que le propriétaire n'a aucun droit à la chasse, il donne ce droit à l'Etat, et celui-ci à son tour le délègue aux chasseurs, moyennant le paiement d'une redevance qui profite à la collectivité. Il y a non pas une communalisation mais une nationalisation obligatoire.

Ce système mérite d'être mentionné, car il est appliqué en Suisse (1).

Mais nous ne croyons pas qu'il soit le meilleur, pas plus au point de vue théorique qu'au point de vue pratique.

Au point de vue théorique sans doute, le droit de chasse n'appartient pas au propriétaire foncier, mais celui-ci possède le *jus prohibendi* sur les domaines d'une telle étendue qu'il peut avoir un intérêt légitime

(1) V. p. les détails, Jevain, *op. cit.*, p. 78 et sq. et la législation suisse sur la chasse par Gaston Bonnefoy, *Congrès de la chasse*, p. 433.

à en interdire l'accès, pour profiter seul du droit de circuler, présentant sur un espace assez considérable une utilité certaine et appréciable.

Le système socialiste ou système suisse ne tient pas compte de cette différence théorique entre les grands et les petits domaines, tirée de la différence d'intérêt des propriétaires des uns et des autres.

Au point de vue pratique ce système aurait de mauvais résultats, parce qu'il n'est pas assez souple pour se prêter aux besoins de la chasse qui varient avec les cultures et les aspects divers du territoire. Aussi est-ce à un pouvoir moins centralisé que l'Etat, qu'il convient d'accorder le droit de chasse.

D'un autre côté il semble assez difficile, nous le verrons, de faire profiter des redevances payées par les chasseurs, des citoyens qui n'ont aucun droit de propriété foncière.

Ce système s'explique en Suisse par l'absence dans ce pays de grands domaines d'exploitation rurale, par le peu d'étendue des cantons, et par l'unité de configuration du sol ; mais ces raisons qui le justifient là-bas, le condamnent justement chez nous. Il n'y a pas de partisans, les socialistes penchant plutôt pour eux une sorte de communisme de la chasse, que pour une organisation collective.

Ceci d'ailleurs se conçoit si l'on songe qu'il est au moins assez difficile d'envisager la chasse comme un capital productif de richesse sociale.

CHAPITRE V

SYSTÈME DES SYNDICATS OBLIGATOIRES

Dans ces systèmes on propose d'étendre aux syndicats de chasseurs les lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 sur les syndicats obligatoires. D'après ces textes, il est permis aux trois quarts des intéressés, représentant plus des deux tiers des superficies, ou aux deux tiers des intéressés, représentant plus des trois quarts des superficies, d'imposer aux autres propriétaires la constitution d'un syndicat, qui prend dès lors le nom de syndicat obligatoire.

Il s'agirait tout simplement de faire application de ces textes à la chasse. Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire à ce sujet le vœu qui fut présenté par M. Madelin au Congrès de la chasse (1).

Le Congrès émet le vœu :

« Que soient assimilées aux associations syndicales

(1) *Congrès de la chasse*. Extrait du rapport de M. Madelin p. 573.

« organisées par les lois des 21 juin 1865, 22 décembre 1888, les associations formées par les propriétaires fonciers mettant en commun le droit de chasse sur le territoire d'une commune.

« Qu'en conséquence, des associations syndicales autorisées, puissent être formées par eux, sous la condition de réunir la majorité exigée par les lois des 21 juin 65 et 22 décembre 88, pour les travaux d'amélioration agricole d'intérêt collectif;

« Que toutefois soient dispensés de faire obligatoirement partie des dites associations syndicales :

« 1° Les propriétaires de terrains entièrement clos ;

« 2° Les propriétaires de terrains réservés à des cultures spéciales, telles que : cultures maraîchères, certaines vignes, plantations de tabac, prés servant au séjour permanent du bétail, plantations d'arbres fruitiers ou forestiers de moins de 10 ans, etc.

« 3° Les propriétaires de prairies inondées, renfermant une hutte pour la chasse au gibier d'eau.

« 4° Les propriétaires de terres d'un seul tenant, d'une contenance minima à déterminer mais qui, à titre d'indication est fixée par le Congrès à 20 hectares, chiffre qui pourrait même être encore abaissé pour les bois. »

D'autres auteurs se sont montrés également partisans de ce système. Un projet a été rédigé en ce sens par M. Guyot (1).

(1) *Congrès de la chasse*, p. 577.

*Proposition concernant l'exploitation de la chasse et
l'exploitation de la pêche dans les petits cours
d'eau.*

« Art. 1^{er}. — Peuvent faire l'objet d'associations
« syndicales, libres ou autorisées, conformément aux
« lois des 21 juin 1865 et du 22 décembre 1888.

« 1° L'exploitation de la chasse, entre propriétaires
« d'une ou de plusieurs communes, sur leurs
« immeubles, qui ne sont pas en état de clôture.
« Pourront être exceptés de l'association, si les pro-
« priétaires le requièrent, les terrains boisés ou en
« état de clôture.

« 2° L'exploitation de la pêche, entre propriétaires
« riverains de petits cours d'eau, d'une ou de plu-
« sieurs communes, qui ne traversent pas des
« immeubles en état de clôture. Pourront être
« exceptés de l'association, si les propriétaires le re-
« quèrent, les parties de cours d'eau même traver-
« sant des terrains non clos dont la longueur sur le
« même immeuble est d'au moins 25 hectares.

Art. 2. — « Qu'il s'agisse de la chasse ou de la
« pêche, les propriétaires intéressés pourront être
« réunis, par un arrêté préfectoral, en associations
« syndicales autorisées, soit sur la demande d'un ou
« de plusieurs d'entre eux, soit sur l'initiative du
« maire ou du préfet.

« Dans l'un et l'autre cas, le préfet ne pourra au-
« toriser l'association que s'il est justifié de l'adhésion
« des trois quarts des propriétaires, représentant
« plus des deux tiers de la superficie des terrains, en
« ce qui concerne la chasse ou des deux tiers de la
« longueur des cours d'eau, en ce qui concerne la
« pêche. Un extrait de l'acte d'association et de
« l'arrêté du préfet, seront affichés dans les communes
« de la situation des lieux et insérés dans le recueil
« des actes de la préfecture.

Art. 3. — « L'association libre ou autorisée,
« pourra toujours opter entre l'exploitation directe,
« la location et la communalisation du droit, c'est-à-
« dire l'exploitation par les soins de la commune, aux
« conditions qui seront convenues entre l'assemblée
« générale d'une part et le Conseil municipal d'autre
« part. » On peut voir qu'il existe des différences
assez notables entre le vœu de M. Madelin et le projet
de M. Guyot. Ces différences témoignent à notre avis
de l'impossibilité d'adopter ce système.

Tout d'abord il est difficile de faire rentrer la chasse
dans les travaux d'amélioration agricole. Elle peut être
une question agricole, et on peut l'améliorer, mais il
ne saurait être question de travaux pour parvenir à ce
but. Un syndicat de chasseurs, n'aura jamais de tra-
vaux proprement dits à effectuer, pour améliorer la
chasse.

Faire dresser des procès-verbaux aux braconniers,

fixer les jours de chasse, limiter le nombre de pièces abattues, lâcher du gibier reproducteur, ce ne sont pas là des travaux dans le sens des lois de 1865 et de 1888.

Il est donc nécessaire si l'on veut étendre le bénéfice de ces lois aux syndicats de chasseurs, d'intervenir par mesure législative. Nous croyons avoir déjà montré que les tendances démocratiques ne permettant guère d'espérer aucun succès de ce côté (1).

D'ailleurs le vœu de M. Madelin vise les syndicats entre propriétaires d'une seule commune, et le projet de M. Guyot les propriétaires appartenant à une ou plusieurs communes. Les lois de 1865 et de 1888 ne limitent pas au propriétaire d'une seule commune le droit de former un syndicat. Mais cela tient à ce que ces syndicats effectuent des travaux qui ne sont nécessaires que dans un périmètre donné.

Ce sont tous les propriétaires de ce périmètre qui se trouveront englobés dans ce syndicat.

Mais la chasse a lieu sur tout le territoire, le syndicat n'a pas plus alors de limites naturelles, laquelle allons-nous lui tracer? Et ne voit-on pas qu'on s'écarte nettement de l'esprit de la loi.

Ajoutons encore que les syndicats dont il s'agit sont constitués pour des travaux plutôt temporaires que permanents, ou du moins que s'ils répondent à des

(1) Voir *supra*.

besoins permanents, ils effectuent des travaux qui auront une durée limitée ; curer des cours d'eau, construire des digues, ou des remblais de défense, faire des travaux d'irrigation ou d'assainissement, sont des entreprises qui demandent un sacrifice temporaire, mais qui, une fois réalisées, n'exigent plus un effort et une dépense toujours semblable. On comprend qu'on puisse plus facilement imposer une contribution temporaire, qu'une collaboration sans fin. Les syndicats de chasseurs, au contraire des précédents, devraient chaque année renouveler leur tâche, qui serait beaucoup plus une tâche d'entretien, qu'une tâche d'amélioration ou de transformation définitive.

Le vœu de M. Madelin essaye de mettre en dehors du syndicat, certaines catégories de propriétaires, ceux qui ont des terres d'une nature spéciale, d'une culture particulière ou d'une contenance de 20 hectares d'un seul tenant.

Il est bien certain que si l'on ne fait pas ces restrictions, le système aura contre lui tous les gros et tous les petits propriétaires, sans compter les chasseurs qui ne sont pas propriétaires, et qui devront payer désormais une redevance au syndicat, et c'est dire qu'il a bien peu de chances de réussir.

M. Guyot plus logique ne fait pas ces restrictions, mais qui voudrait accepter son projet ?

Au point de vue pratique enfin, il est bien facile de prévoir de nombreuses difficultés. Seul M. Guyot a

osé les pressentir. Il permet au syndicat d'exploiter directement, ou de louer la chasse, ou de la faire exploiter par les soins de la commune. C'est dire à quelle variété de systèmes on aboutira, et comment faute d'unité de vues on risque fort de ne pas obtenir les résultats cherchés. Ici on exploitera directement, pour écarter les chasseurs des villes, là au contraire on louera le plus cher possible à ceux-ci, au risque de susciter des difficultés si le propriétaire syndiqué récalcitrant ne veut pas laisser traverser des terres encore couvertes de luzernes ou de betteraves.

Ce système d'ailleurs a échoué finalement au Congrès de la chasse, et pour une raison qui montre combien les opinions sont divisées sur ces questions, combien les jalousies y sont nombreuses. Ce sont les partisans de la chasse à courre, qui craignant que les syndicats de chasseurs n'admettent pas le droit de suite sur le gibier poursuivi par les chiens, ont fait échouer le vœu de M. Madelin (1).

(1) Wauthier, *op. cit.*, p. 53.

CHAPITRE VI

SYSTÈME DE COMMUNALISATION

Nous abordons maintenant l'examen du système auquel nous voulons nous rallier et qui est celui de la communalisation obligatoire.

Ces systèmes ont été adoptés dans la plupart des pays germaniques et ces législations ont fait l'objet d'études trop approfondies pour qu'il soit désormais intéressant d'y revenir.

Nous nous contenterons seulement de citer la loi prussienne de 1907, qui ne se trouve reproduite encore dans aucun ouvrage, et qui donne un aperçu de ce que sont toutes ces législations se ressemblent beaucoup les unes les autres.

CHASSE

178. — Loi « sur la chasse » adoptée en Prusse en 1907.

Le projet de loi déposé le 28 décembre 1906 contenait originellement 26 articles. En l'amendant, la Commission

l'a augmenté de 60 articles ; il a été discuté par la Chambre des Députés les 18 février, 13, 14, 15 mai et 7 juin, et, par la Chambre des Seigneurs, les 6 et 8 juin 1907.

Cette loi est divisée en neuf titres, savoir : Étendue du droit de chasse. Cantons de chasse. Permis de chasse. Prescriptions prohibitives. Indemnités résultant des dommages causés par le gibier. Mesures tendant à prévenir les dommages occasionnés par le gibier. Autorités compétentes. Pénalités et Dispositions transitoires et définitives. .

Le § 1^{er} énumère les animaux auxquels s'applique le droit de chasse.

Le § 2 est ainsi conçu :

« Le droit de chasse appartient à tout propriétaire sur son fonds de terre.

« Le droit de chasse ne pourra plus, désormais, être séparé du fonds de terre en tant que droit réel. »

Le § 3 « n'autorise l'exercice du droit de chasse que dans les cantons de chasse (particuliers et communs) » et sur les terres qui y sont annexées.

Les cantons de chasse particuliers peuvent être constitués à l'aide de fonds de terre appartenant à un même propriétaire ou aux mêmes copropriétaires : 1^o lorsqu'ils sont clos d'une manière permanente et complète, faisant obstacle à l'entrée du gibier ; 2^o lorsqu'ils sont situés sur le territoire d'une même commune ou de communes limitrophes, et qu'ils comprennent au moins 75 hectares de terre cultivables ou de bois d'un seul tenant.

Les rivières, étangs, routes, canaux et voies ferrées, y compris leurs dépendances, qui traversent un fonds, n'en

interrompent pas la continuité, et le possesseur garde le droit d'y chasser.

Toutefois un canton de chasse particulier ne peut pas être constitué uniquement par des chemins, des chaussées et des rivières, ni par les dépendances des routes, canaux et chemins de fer, en raison de leur faible largeur.

Au cas où il n'est satisfait qu'à la première des deux conditions ci-dessus prescrites, la chasse du gibier à plumes n'est permise, dans les cantons particuliers, qu'avec l'autorisation de la police de la chasse. Le gibier à plume originaire de cantons de chasse voisins, tué et capturé, doit être remis au possesseur de ces cantons, contre paiement d'une indemnité.

L'autorisation spécifie les conditions de cette remise et de cette indemnité (§ 4).

Le canton de chasse particulier est constitué par le propriétaire qui est autorisé à y exercer le droit de chasse. Au cas où il renonce à cette constitution, elle est opérée selon les règles établies pour la formation de cantons communs.

La location du droit de chasse se poursuit à moins de déclaration contraire du propriétaire, six mois avant l'expiration du contrat (§ 5).

Lorsqu'un canton particulier appartient en commun à plus de trois personnes, la chasse ne peut y être exercée que par trois d'entre elles au maximum.

Les personnes morales, les sociétés par actions, etc., peuvent, dans le même cas, louer leur droit, ou le faire exercer par trois de leurs agents au maximum (§ 6).

Toutes les terres situées sur le territoire d'une même commune n'appartenant pas à des cantons particuliers, et

comportant une étendue de 75 hectares au moins d'un seul tenant, forment un canton de chasse commun.

Il peut être constitué, soit un seul canton commun à l'aide des territoires de communes limitrophes, soit plusieurs, sur le territoire d'une même commune, avec l'autorisation du Comité de cercle ou de district, à condition, dans ce dernier cas, qu'aucun de ces cantons ne mesure en principe pas moins de 250 hectares. Cette étendue peut toutefois être ramenée à 75 hectares dans l'intérêt de l'association de la chasse (§ 7).

La division des domaines communaux en cantons de chasse communs ne peut être effectuée pour une durée inférieure à six mois, ou à celle du contrat de location.

Les terres de moins de 75 hectares d'un seul tenant, entourées dans la proportion de 90 0/0 au moins par une forêt de plus de 750 hectares d'un seul tenant, et formant une même propriété, doivent être rattachées au canton de chasse particulier auquel appartient cette forêt, si le détenteur de celle-ci en fait la demande (§§ 7 et 8).

Lorsqu'une terre n'est pas limitrophe d'un canton commun, que le rattachement de cette terre à un canton particulier limitrophe n'est pas possible, et qu'elle ne peut constituer un canton commun d'un seul tenant, elle doit être annexée à un canton distant, et à celui de son propriétaire, de préférence, s'il y a unité de culture agricole ou forestière.

Ces terres peuvent servir à constituer — seules ou à l'aide de terres analogues faisant partie d'une autre commune — un canton particulier ou commun de moins de 75 hectares d'un seul tenant (§ 9).

Au cas où les dispositions des §§ 8 et 9 n'auraient pas donné lieu à la formation des cantons de chasse, le § 10 autorise la constitution de cantons communs ou particuliers d'une étendue inférieure à 75 hectares d'un seul tenant.

Le détenteur du canton dans lequel ils se trouvent enclavés peut en exiger l'annexion à ses terres (§ 13).

« Les terres rattachées à un canton commun en sont considérées comme les parties.

« Toute annexion à un canton particulier s'effectue au moyen d'un bail calculé d'après la valeur du rendement de la chasse. Cette valeur doit être déterminée suivant les principes d'une exploitation modérée de la chasse. Le prix du bail (exception faite du cas prévu au § 4) est calculé de préférence d'après le prix des baux des cantons voisins, en tenant compte des conditions spéciales de la chasse sur les terres à affermer (§ 12) ».

Le § 13 reconnaît aux propriétaires de lacs et d'étangs servant à la pêche, et impropres à la constitution d'un canton particulier, le droit de les exclure, ainsi que les îles qui y sont situées, de la formation d'un canton.

Lorsque la sécurité de l'exploitation des canaux de navigation l'exige, l'autorité chargée de la police de la chasse peut conférer le même droit aux entrepreneurs de ces canaux pour certaines étendues déterminées.

Aux termes du § 14, le propriétaire d'un canton commun peut, à la fin de chaque année, retirer au locataire son droit de chasse à condition de l'en informer six mois à l'avance.

Tout canton qui cesse d'être particulier, est annexé à un canton commun (sauf le cas prévu au § 13); cependant le

preneur est autorisé à résilier son bail, lorsque l'étendue du canton se trouve, du fait de cette annexion, accrue de plus d'un dixième.

D'après le § 16, les propriétaires d'un canton de chasse commun forment une association de chasse qui possède la capacité civile.

La gestion de cette association est confiée à un président de chasse, qui est le chef de la commune (bourgmestre, etc...).

Le § 17 énumère les attributions des présidents de chasse (constitution et annexion de cantons communs et particuliers ; évaluation des indemnités résultant des annexions de terres à des cantons déjà constitués), et prescrit un délai de deux semaines pour la publication de leurs décisions, contre lesquelles un recours est établi devant les Comités de cercle ou de district.

Le droit de chasse est, en principe, affermé dans les cantons communs.

Le président de l'association peut, cependant, dans des conditions déterminées, réserver la chasse et la faire exercer par trois chasseurs au maximum pour le compte de l'association (§ 20).

Les §§ 21 à 27 déterminent les règles du bail consenti par le président (clauses et recours, partage du revenu entre les membres de l'association, au prorata de l'étendue de leurs terres), ainsi que les conditions de l'exercice de la chasse par les préposés de cette association.

Le § 28 régleme la chasse dans le périmètre des ouvrages fortifiés, autour des poudrières et des bâtiments similaires.

Toute personne qui exerce la chasse doit être porteur d'un permis de chasse à son nom (§ 29).

Les étrangers peuvent obtenir un permis de chasse par l'intermédiaire d'une personne domiciliée en Prusse et qui se porte caution des amendes dont ils peuvent être frappés.

Un permis n'est pas nécessaire :

1° Pour dénicher les œufs de vanneaux et de mouettes ;

2° Pour rabattre et être employé à la chasse ;

3° Pour chasser par ordre ou par autorisation de la police de la chasse dans les cas prévus par la loi § 30).

« Le permis de chasse est valable sur toute l'étendue du royaume, il est délivré, en principe, pour un an (permis de chasse annuel). Toutefois, les personnes qui ne veulent chasser que temporairement pourront obtenir un permis de chasse valable pour trois jours consécutifs (permis de chasse journalier) » (§ 31).

« Il devra être versé un droit de 15 marks (18 fr. 75) pour le permis de chasse annuel et de 3 marks (3 fr. 75) pour le permis de chasse journalier. Les personnes qui n'appartiennent pas à l'un des Etats confédérés, qui n'ont pas de domicile en Prusse, on n'y possèdent pas une propriété imposée de 150 marks (187 fr. 50), devront payer une taxe supplémentaire de 100 marks (125 francs) pour le permis de chasse annuel et de 20 marks (25 francs) pour le permis de chasse journalier.

« La taxe du permis de chasse n'est pas frappée de droits de timbre et d'expédition.

« Il pourra être délivré un récépissé du permis de chasse contre versement de 1 mark.

« Les droits perçus sur les permis de chasse sont affectés à la caisse communale du cercle, et, dans les cercles urbains, à la caisse municipale » (§ 82).

Les §§ 33 à 37 visent certaines dispenses de droits, les refus et retraits de permis, et le recours contre ces décisions.

L'autorisation du commandant de place est obligatoire pour quiconque veut chasser dans le « rayon jalonné » d'une forteresse (§ 38).

Le § 39 détermine les époques pendant lesquelles s'applique la prohibition de la chasse.

Les dates de la prohibition peuvent être changées, et l'interdiction levée, par l'administration du district, pour certains cantons déterminés (§ 40).

Le § 41 interdit la chasse aux lacets du lapin et des animaux auxquels s'applique la présente loi. Les pièges haut suspendus restent en dehors de cette interdiction.

Le § 42 édicte l'interdiction de dénicher les œufs de vanneaux et de mouettes en dehors de certaines époques, et l'interdiction permanente de dénicher, soit les œufs d'oiseaux susceptibles d'être chassés, soit leurs petits.

L'autorisation de la police de la chasse sera nécessaire pour dénicher des œufs destinés à des travaux scientifiques ou scolaires.

Le § 43 prohibe l'envoi, la vente, l'achat, etc., du gibier, sauf s'il est préparé pour l'alimentation, au delà du 15^e jour de la période d'interdiction.

A dater du 15^e jour de la période d'interdiction fixée pour les femelles des élans, cerfs, daims et chevreuils, il est interdit d'envoyer, de vendre, d'acheter, etc..., des

pièces entières de ce gibier sur lesquelles le sexe ne pourra plus être nettement reconnu (§ 44).

Est excepté de ces dispositions le gibier destiné à l'amélioration de l'espèce et au repeuplement, ainsi que celui qui est confisqué ou tué sur l'ordre de la police (§§ 44).

Il doit être joint à tout envoi de gibier un certificat d'origine (§ 46).

Les prescriptions des §§ 43 à 46 s'appliquent au gibier tué ou capturé dans des parcs clos (§ 47).

Le § 51 applique les dispositions des §§ suivants aux dommages causés par le gibier à poil noir et fauve, les élans, les daims ou chevreuils, ou les faisans, et dont réparation est due conformément au § 835 du Code civil.

Le § 52 est ainsi conçu :

« Dans tout canton de chasse commun, la responsabilité résultant des dommages est supportée par les propriétaires fonciers de ce canton, proportionnellement à l'étendue de leurs terres respectives.

« Lorsque le président de chasse, en affermant la chasse sur des cantons communs, n'aura pas stipulé que le locataire de la chasse est tenu au remboursement intégral des indemnités à payer en raison des dommages causés par le gibier, les contrats de fermage devront être exposés publiquement pendant un délai de deux semaines, et dans la forme usitée dans la localité pour les publications. Ces contrats, pour être valables, devront avoir été approuvés par le Comité de cercle, ou par le Comité de district dans les cercles urbains, lorsqu'il y aura eu réclamation, même de la part d'un seul des ayants droit à la jouissance. »

Aux termes du § 53, « la réparation des dommages

causés par le gibier sur des fonds de terre rattachés à un canton particulier incombe au détenteur de ce canton.

« Dans le cas prévu par le § 10 [enclaves], la réparation des dommages incombe au détenteur du canton particulier qui entoure les terres enclavées, même lorsqu'il en a refusé l'annexion, et qu'un canton distinct a été constitué. »

« Lorsque des produits du sol dont la pleine valeur ne peut être estimée qu'au moment de la récolte auront été endommagés avant cette époque, les dégâts devront être indemnisés en raison de l'importance qu'ils présenteront au moment de la récolte » (§ 54).

Le § 55 prescrit aux personnes ayant subi des dommages de notifier leur réclamation à l'autorité locale de police dans les trois jours qui suivront celui où elles ont eu connaissance des dégâts.

Cette autorité convoque aussitôt les intéressés et le locataire de la chasse, à l'effet de constater et d'évaluer le dommage (§ 56).

Tout intéressé a le droit de proposer, au cours de cette réunion, que l'évaluation du dommage soit remise à une seconde réunion qui devra avoir lieu peu de temps avant le moment de la récolte (§ 57).

L'autorité de police locale rend, à la suite de ces opérations, une décision préliminaire relative à la demande en dommages-intérêts et aux frais qui en résultent, et la notifie par écrit aux intéressés (§ 58), sauf recours ouvert pendant deux semaines devant le Comité de cercle ou le comité de district.

Les décisions de ces comités sont exécutoires par provision.

La décision préliminaire est définitive et exécutoire lorsque aucun pourvoi n'aura été formé (§ 59).

Il n'est compté, comme frais de procédure, que les débours en espèces, notamment les frais de voyage, les honoraires des experts, les salaires des commissionnaires, et les frais de poste. Les frais de la procédure préalable sont compris dans ceux de la procédure contentieuse administrative (§ 60).

Dans le cas de dommages occasionnés par le gibier des forêts sur des fractions de cantons communs situés à proximité de ces forêts, ou sur des fonds enclavés dont la chasse a été cédée au propriétaire de la forêt qui les entoure, l'autorité chargée de la police de la chasse peut ordonner au locataire de ces forêts, sur la requête des propriétaires victimes de dommages, d'y tuer le gibier, même pendant la période de prohibition. Si cette mesure est insuffisante, l'autorisation peut être donnée aux propriétaires d'user eux-mêmes d'armes à feu contre le gibier qui pénètre sur leurs terres.

Le gibier qu'ils détruisent dans ce cas est restitué au locataire de la chasse, moyennant le salaire payé dans la région pour la destruction du gibier (§ 61).

Si des dommages répétés sont causés par des cerfs, des élans et des daims, la police de la chasse est tenue, sur requête de la personne qui en est responsable, ou de son ayant droit, de suspendre l'interdiction de la chasse (§ 62), et peut même autoriser les propriétaires voisins à user des droits qui leur sont conférés par le § 61 (§ 63).

« Les sanglier ne doivent être gardés que dans les parcs clos d'où ils ne peuvent s'échapper. La personne ayant le droit de chasse dans l'enclos d'où les sangliers se seront échappés sera responsable des dommages qu'ils auront causés.

« Tout propriétaire foncier ou toute personne ayant la jouissance d'un fonds, peuvent, par tous les procédés licites, capturer, tuer et retenir les sangliers sur leurs fonds.

« L'autorité, chargée de la police de la chasse peut permettre, pour un temps déterminé, l'emploi d'armes à feu.

« Elle est tenue, en outre, d'employer tous les moyens nécessaires pour détruire les sangliers qui ne sont pas enfermés dans des parcs clos, soit au moyen des chasses de police, soit en vertu d'autres prescriptions convenables, soit en requérant les ayants droit à la chasse des forêts ou des cantons voisins (§ 64). »

Le § 65 permet à toute personne, même non autorisée à exercer le droit de chasse sur ses terres, d'empêcher le gibier d'y pénétrer, au moyen de crécelles, d'épouvantails et de clôtures.

« L'autorité chargée de la police de la chasse peut autoriser les possesseurs des vergers, de jardins maraîcher soufleuristes et de pépinières, à détruire en tout temps, au moyen d'armes à feu, les oiseaux et le gibier qui causent des dommages dans leurs plantations.

« L'ayant droit à la chasse peut exiger que les animaux abattus, assujettis à son droit de chasse, lui soient remis moyennant l'indemnité versée ordinairement pour la destruction du gibier.

« L'autorisation ne devra pas être accordée aux personnes auxquelles le permis de chasse doit être refusé ; elle est révocable » (§ 66). Les mêmes dispositions sont applicables aux animaux qui causent des dommages à la pisciculture (§ 67).

La décision de l'autorité de la police de la chasse relative aux mesures énoncées dans les §§ 66 et 67 ne peut être attaquée qu'au moyen d'un pourvoi devant le Comité de district ; la décision de ce comité ne peut l'être, à son tour, qu'au moyen d'un recours au Ministre de l'Agriculture (§ 68).

Les §§ 69 à 71 déterminent les autorités compétentes.

Les §§ 72 à 80 frappent d'une amende de marks (25 fr.) le chasseur qui n'est pas muni de son permis, et d'une amende de 15 à 100 marks (18 fr. 75 à 125 fr.) quiconque chasse sans s'être fait délivrer de permis. En cas de récidive dans un délai de cinq ans, le fusil du chasseur et ses chiens peuvent être également confisqués.

Toute personne qui chasse sur un canton où son droit n'est pas établi, sans être accompagnée de celle qui y possède le droit de chasse, ou sans être munie de son autorisation écrite, est passible d'une amende de 6 à 15 marks (7 fr. 50 à 18 fr. 75). La chasse en temps prohibé entraîne, par pièce de gibier tuée, des amendes échelonnées (sauf circonstances atténuantes) de 2 marks (grive) à 30 marks (coq de bruyère) et à 150 marks (élan). La chasse au collet, la vente, l'achat, le colportage du gibier, etc., pendant les époques de prohibition, sont punis d'une amende de 150 marcs (187 fr. 50) au maximum.

L'amende est convertie en une peine d'emprisonnement,

en cas d'incapacité de payement, à moins qu'il ne s'agisse de personnes responsables du délit commis par celles qui se trouvent sous leur autorité, sous leur surveillance ou à leur service ; la responsabilité de ces personnes sera d'ailleurs dégagée s'il est reconnu qu'elles ne pouvaient empêcher le délit.

Les §§ 81 à 86 établissent des dispositions transitoires.

Il suffira d'indiquer les caractères essentiels du système (1).

La commune a le droit de chasse sur l'ensemble des terrains de sa circonscription qui sont inférieurs en étendue au minimum exigé par la loi.

Ces autorités communales peuvent dans l'intérêt de la chasse ;

1° Défendre complètement de chasser ;

2° Faire chasser par un chasseur particulier pour le compte des propriétaires réunis ;

3° Mettre en adjudication aux enchères publiques, ou louer à main ferme le droit de chasse communale.

Le prix de location ou le prix du gibier tué par le chasseur particulier est versé dans la caisse de la commune.

Cette somme est répartie entre tous les propriétaires

(1) Jevain, *op. cit.*, p. 84. Giraut, *op. cit.*, p. 123. Wauthier, *op. cit.*, p. 71. Pour l'Autriche-Hongrie. *Congrès de la chasse*, p. 384, pour l'Allemagne. *Congrès de la chasse*, p. 395. Adde Demay. *Législation comparée de la chasse en Europe*.

des terrains soumis à la chasse communale au prorata de l'importance de leurs parcelles.

Ce qui est assez curieux, c'est que cette législation commence par proclamer d'une façon à peu près générale que le droit de chasse est inhérent au droit de propriété. Mais elle se hâte après avoir passé le principe de le contredire (1), on n'en fait application qu'aux propriétaires de grands domaines. Ceux qui possèdent des terrains d'une contenance variant suivant les pays entre 80 et 25 hectares d'un seul tenant (2) ne sont pas soumis à la communalisation. Ils conservent sur leurs domaines le *jus prohibendi* Eux seuls peuvent donc y conserver le droit de chasse.

Il y a là un sentiment très naturel, plein de bon sens et d'équité. On ne conçoit pas aisément qu'une grande propriété puisse être envahie par des chasseurs étrangers à ce domaine, alors qu'au contraire, il semble tout simple d'autoriser les chasseurs à traverser un petit champ isolé, perdu au milieu d'autres terres de faible étendue et appartenant toutes à des propriétaires différents. Mais si ce sentiment instinctif est facile à saisir, il paraît difficile à justifier, car en somme quand il s'agit de la propriété, il semble que le droit du petit propriétaire, doive être aussi digne de respect que celui du grand propriétaire foncier.

Le mérite de la justification théorique que nous

(1) Jevain, *op. cit.*, p. 113.

(2) Jevain, *op. cit.*, p. 114, note 1.

proposons, est justement de rendre compte de cette différence entre les grands et les petits domaines, relativement à la chasse.

Le grand propriétaire seul, a un intérêt manifeste à profiter de son droit de propriété, pour circuler sur le fonds, empêcher les tiers d'y pénétrer, et arriver ainsi à user seul sur son fonds, du droit qui lui est concédé par le permis de chasse, de s'emparer des *res nullius*. L'étendue même de son fonds, lui permet de trouver dans l'exercice de son permis de chasse un intérêt véritable. Dès lors, il a le droit de s'opposer aux entreprises d'autrui, car le droit naît pour lui de l'intérêt. C'est encore pour le même motif que les propriétaires de vergers, de terrains appropriés à des cultures spéciales, ou de terrains clos, ont le *jus prohibendi*.

Le petit propriétaire, au contraire, n'a aucun intérêt à s'opposer au passage de chasseurs sur un terrain de si faible étendue qu'il ne pourrait, en usant seul du permis de chasse sur son champ, y trouver plaisir ou profit. Le *jus prohibendi* n'a pour lui aucun intérêt légitime, s'il en usait, ce ne pourrait être que dans le but d'être désagréable à autrui, et non dans celui d'en retirer un avantage personnel appréciable. Dès lors, en l'absence d'intérêt, il ne saurait avoir de droit.

Nous sommes donc en mesure de justifier en France même, une distinction équitable et juridique, entre

les propriétés de grande ou de petite étendue. Mais quel sera le minimum de dimension exigé. Nous avons vu qu'en Allemagne, il varie entre 80 et 20 hectares environ. Il convient pour fixer ce minimum chez nous de tenir compte de l'espace suffisant pour que la chasse y présente un intérêt véritable puisque c'est là la justification même du principe. On peut croyons-nous la fixer à 20 hectares, car la chasse pratiquée habituellement chez nous est celle du lièvre, du lapin, du faisan et de la perdrix. Si pour la chasse aux cerfs, chevreuils et sangliers, de plus grandes étendues peuvent être jugées nécessaires, il faut considérer ces chasses, comme n'étant pas les plus usitées sur nos territoires, et pour tout dire, comme ne rentrant pas dans la normale.

Cette contenance de 20 hectares a d'ailleurs paru raisonnable au Congrès de la chasse, c'est celle qui était proposée dans le rapport de M. Madelin ; rien n'empêcherait d'ailleurs plusieurs propriétaires de se grouper et de former entre eux une association de manière à réunir leurs fonds pour former une contenance totale de 20 hectares d'un seul tenant. Les associés auraient alors intérêt à chasser seuls sur ce territoire utilisable pour la chasse, et ils jouiraient dès lors du *jus prohibendi*.

Nous rappelons d'ailleurs que nous croyons avoir démontré dans la partie théorique de cette thèse qu'aujourd'hui ce droit de s'emparer du gibier, *res*

nullius, est un droit concédé par l'Etat sous la forme du permis de chasse (1). Seule l'autorité administrative peut le délivrer. Comme par le passé il conviendra donc de délivrer des permis de chasse aux propriétaires de territoires de plus de 20 hectares d'un seul tenant qui voudront y chasser, ainsi qu'à leurs invités.

Sur les territoires de moins de 20 hectares, en dehors des permis ordinaires, des permissions doivent être également délivrées par la commune, moyennant une somme supplémentaire, puisque ces permissions donneront le droit de circuler sur les terres communalisées.

Dans le système que nous préconisons il n'y a donc aucune atteinte à introduire par voie législative en ce qui concerne le *jus prohibendi*. Il suffit que la loi fasse un retour au droit commun en restreignant le *jus prohibendi* aux terres de 20 hectares au moins d'un seul tenant. Loin de préconiser une dérogation au droit des propriétaires, nous demandons seulement que ces droits soient reconnus avec les limitations qu'ils comportent.

Le permis reste obligatoire ; mais sur les terres non réservées et qui composent désormais une chasse communale, il sera perçu deux taxes. La première, c'est le prix des permis ordinaires délivrés par l'Etat,

(1) Voir *supra*, p.

prix de la concession par l'administration du droit d'acquérir le gibier par occupation.

La seconde, perçue par la commune, représente le remboursement des sommes dépensées par elle pour améliorer la chasse sur les terres de moins de 20 hectares et une indemnité à payer aux petits propriétaires fonciers. Sans doute aucun d'eux ne peut tirer une utilité appréciable du *jus prohibendi* sur son terrain, et c'est pourquoi faute d'intérêt ce *jus prohibendi* n'existe pas, mais si on réunit tous ces petits terrains ensemble, l'utilité de la chasse qui n'apparaissait dans aucun d'eux devient sensible sur la totalité des champs réunis, et cet intérêt trouve son origine dans chacune des parcelles dont le groupement a permis à l'intérêt de la chasse de prendre naissance. Il est donc équitable et juste que l'on stipule des chasseurs une rémunération au profit des petits propriétaires, puisque ce sont eux qui sont dans une certaine mesure la cause de la valeur que présente la chasse sur l'ensemble des terres non réservées. Et cette répartition doit être faite en proportion des superficies.

Comment sera exploitée cette chasse ?

Par adjudication ? Cela ne nous paraît guère possible. La commune ne peut adjuger le droit de délivrer des permis. Elle ne peut non plus adjuger le *jus prohibendi* qui en somme ici n'est pas une propriété de la commune. En réalité, il n'y a pas de *jus prohibendi* sur les petits terrains, mais la commune a le droit de

ne délivrer des permis sur ces terrains que moyennant le paiement d'une somme supérieure à celle exigée pour la délivrance des permis sur les terres réservées. Elle ne saurait, selon nous, refuser des permis, ou en limiter le nombre, mais elle peut en élever le prix de façon à en diminuer en fait l'accès à chacun et de façon à réduire ainsi le nombre des chasseurs dans la pratique, sans formuler une limitation de leur nombre en principe. Il semble que la fixation du taux des permis sur les terres non réservées devrait être fixé par une délibération du Conseil Municipal, approuvée par le Conseil Général, afin d'éviter les élévations de prix abusives. D'ailleurs on pourrait fixer par délibération du Conseil Municipal le nombre des jours de chasse, et surtout le nombre de pièces à tuer par jour de chasse. Cela se fait couramment dans les chasses particulières, où l'on fixe le nombre de pièces à abattre pour permettre la conservation du gibier. Une délibération du même Conseil pourrait également fixer les parties de territoires qui constitueraient des réserves pour la reproduction du gibier.

Grâce à cette limitation, le gibier serait abondant, et les communes seraient sûres de rentrer dans leurs frais de garde particulier et de repeuplement. Chaque titulaire de permis pourrait avoir droit à un certain nombre d'invités, payants ou non, par année. Ce qu'il importe de limiter, en effet, ce n'est pas le nombre des chasseurs, c'est le nombre de pièces abattues.

Les petites propriétés enclavées dans les grands domaines réservés, constituent dans ce système des réserves naturelles. Nul n'y a le droit de chasse, le permis ne permet à personne d'y chasser. Les grands propriétaires d'ailleurs n'ont le *jus prohibendi* sur leurs terres qu'à condition que la chasse présente pour eux une utilité. Ils doivent être astreints à des mesures analogues à celles qui seront prises sur les terrains non réservés. On est en droit de leur imposer la surveillance de leurs chasses, la constitution de réserves dans les très grands domaines de plus de 100 hectares. Quiconque ne remplit pas ces obligations perd le droit de réserver sa chasse.

Enfin à ce système on doit joindre pour le rendre tout à fait efficace, une réglementation de la vente du gibier. Des certificats d'origine sont nécessaires pour la vente et la circulation du gibier. Dans les chasses communales ces permis sont délivrés à la fin de chaque chasse par le représentant ou garde de la commune qui a assisté à la chasse.

Dans les chasses réservées, il en est délivré en blanc un certain nombre par avance, et ils sont remplis par le propriétaire de la chasse qui certifie l'origine du gibier.

Une partie du gibier tué dans les chasses non réservées peut-être vendu avec certificat d'origine au profit de la commune et pour l'indemniser d'une partie des dépenses faites par elle.

Tel est notre projet.

A-t-il des chances d'être adopté ?

Il importe selon nous de mettre en relief l'idée qui s'en dégage, que le petit propriétaire ne saurait théoriquement avoir le *jus prohibendi*. Si cette idée était reconnue, notre projet rallierait les suffrages de tous ceux qui s'écartent de l'idée de communalisation sous prétexte qu'elle est une atteinte aux prérogatives du droit de propriété. Il aurait pour lui tous ceux qui sont partisans de l'application en notre matière d'une législation se rapprochant la plus possible du droit commun. Il serait également appuyé par les propriétaires de chasses gardées, du moment qu'on peut justifier en droit une différence juridique entre les droits du grand et du petit propriétaire foncier. La communalisation générale aurait contre elle les grands propriétaires, parce qu'elle retire le droit exclusif à ceux-là seuls qui aient jamais fait des frais pour la chasse.

Elle ne doit s'appliquer qu'aux terres sur lesquelles aucune œuvre utile ne peut être faite par les particuliers.

Notre système est le seul donnant une explication théorique de la différence à établir entre les grands et les petits domaines.

Il implique sans doute pour les propriétaires de chasses réservées certains sacrifices, égaux à ceux exigés sur l'ensemble des terres non réservées. Mais

nous croyons que si quelques grands propriétaires hésitent parfois à faire ces sacrifices, c'est en raison de la proximité des chasses banales, repaire de braconniers et de borduriers. Le jour où ces chasses banales, pour les larrons de qui les grands propriétaires travaillent si souvent, auront disparu, les sacrifices seront faits plus volontiers par eux sur les chasses particulières, parce qu'ils en reconnaîtront l'utilité, le jour où ils cesseront de travailler pour autrui.

Le plus grand reproche que l'on fait à la communalisation, c'est d'être anti-démocratique. Ce reproche s'applique certainement aux systèmes qui donnent le droit de chasse à la commune et lui permettent de le mettre en adjudication. Un petit nombre de favorisés de la fortune accaparent alors la chasse à leur profit. Nous croyons pour nous qu'il est inutile de limiter le nombre des chasseurs. Il nous paraît préférable de limiter le gibier tué, et de permettre aux communes de délivrer un nombre de permis illimité. En fait l'élévation du prix aura bien pour résultat d'écarter quelques chasseurs moins fortunés, mais quel avantage retireraient-ils de l'état de choses actuel, puisque dans peu d'années le gibier n'existera plus.

Il est nécessaire de répéter que la chasse est un sport, un luxe, qu'elle doit être coûteuse, ou ne pas exister du tout.

Pendant trente ans, les chasseurs ont détruit peu à

peu le gibier qu'avaient entretenu et propagé pendant des siècles, les seigneurs de l'ancien régime. Depuis, en effet, la découverte des fusils à bascule, la chasse est devenue meurtrière et le gibier a diminué progressivement.

Aujourd'hui le stock est presque complètement épuisé et il faut se convaincre que la lutte est inégale avec les armes actuelles, entre le chasseur et le gibier. Si on ne repeuple pas, si on ne limite pas la destruction, la chasse sera rapidement détruite. C'est donc en protégeant le gibier, en proportionnant la destruction à l'abondance, que l'on pourra conserver ce sport et cette richesse économique.

Si la démocratie exige que beaucoup chassent, permettons-le, mais que chacun de ces nombreux chasseurs paie sa part de surveillance et de reproduction et qu'il tue peu pour commencer. Si cette exigence écarte des chasseurs par les sacrifices pécuniaires qu'elle exige d'eux, on peut aisément s'en consoler. Ceux qui n'ont pas l'argent nécessaire à ce sport, seront toujours des chasseurs peu intéressants. Ils n'auront jamais le désintéressement qui fait le vrai sportman ; celui-ci se réjouit plus du succès d'un beau coup de fusil ou d'une poursuite émouvante que d'une hécatombe sans attraits.

Le chasseur qui chasse pour détruire mérite de disparaître, c'est un homme qui fait d'un sport un métier, c'est un braconnier parfois dangereux, ou

bien c'est un envieux qui ne désire tenir un fusil que par vanité et pour faire comme le voisin. S'il veut se donner ce plaisir de paraître, qu'il le paie.

La démocratie ne peut exiger la suppression de toutes les inégalités sociales, sans détruire les fondements même de la société et tarir la source de toute richesse. Ce qui se passe pour la chasse en est un vivant exemple.

Ces idées très simples, devraient être répandues par une propagande habile dans le public. Il faudrait lui faire comprendre que les chasseurs qui font des sacrifices aujourd'hui, dépensent leur argent mal à propos et que ceux qui sont trop peu fortunés doivent volontairement renoncer à un sport luxueux et coûteux.

L'expérience du passé est là pour les instruire, c'est en chassant sans limites, sans réserve, qu'on a détruit la chasse en France. Qu'on n'espère donc plus satisfaire tous les électeurs, et qu'on se mette à l'œuvre le plus tôt possible.

Ce sera le grand honneur du Saint-Hubert Club, d'avoir entrepris cette campagne. C'est à lui qu'il appartient surtout de répandre partout des idées justes sur l'état de la chasse, et de les faire pénétrer non seulement dans un milieu un peu spécial, mais encore dans le grand public.

Souhaitons seulement que l'union sur ces questions se fasse entre tous ses membres. Le dernier

Congrès de la chasse a montré combien les vues sur ces questions étaient encore divisées même parmi les membres les plus actifs de cette grande association. L'accord entre les propagateurs du mouvement est la première condition du succès.

C'est en revenant aux vrais principes théoriques sur le droit de chasse qu'on aura le plus de chances de le réaliser.

CHAPITRE VII

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Les propriétaires de terrains d'une contenance de 20 hectares au moins d'un seul tenant de terrains clos ou de vergers, ont seuls le droit de s'opposer au passage de chasseurs sur leurs fonds.

Art. 2. — Les propriétaires de parcelles qui forment moins de 20 hectares d'un seul tenant, ne peuvent s'opposer au passage des chasseurs munis d'un permis délivré par l'autorité compétente. Ils peuvent cependant s'opposer au passage sur les terres encore chargées de leurs récoltes ou semencées. Une délibération du Conseil général déterminera pour chaque département la nature des récoltes sur lesquelles il sera exceptionnellement permis de passer. Mais les propriétaires auront en ce cas une action en dommages-intérêts devant le juge de paix pour les dégâts causés dans ces champs lorsqu'ils auront été constatés en présence du garde assermenté de la commune.

Art. 3. — Nul ne peut chasser sans avoir obtenu la délivrance d'un permis de chasse délivré par l'autorité compétente.

Art. 4. — Les communes sont autorisées à percevoir des chasseurs qui, déjà possesseurs d'un permis de chasse, feront une demande pour chasser sur les terrains prévus à l'article 2, une redevance dont le maximum sera fixé chaque année par le Conseil général.

Art. 5. — Une délibération du Conseil municipal fixera chaque année la redevance à percevoir par chasseur ou par invité de ceux-ci, les jours de chasse et le nombre de pièces de gibier qui pourront être abattues.

Art. 6. — Les communes devront payer un garde-chasse assermenté qui assistera à toutes les chasses. Celles-ci se feront sous sa direction.

Art. 7. — Un arrêté municipal réglera le mode d'organisation des chasses dans chaque commune.

Art. 8. — Les contrevenants à cet arrêté pourront se voir retirer leurs permissions sans indemnité par une décision de l'autorité municipale, après un premier avertissement.

Art. 9. — L'arrêté municipal fixera sur le territoire de la commune composé de terrains prévus à l'art. 2, une réserve égale au 10^e environ de la superficie de ces terrains, et sur laquelle il sera interdit de chasser.

Art. 10. — Les sommes produites par la délivrance

des permissions servira à payer le garde, et aux frais d'entretien de la chasse et de repeuplement en gibier. Le surplus sera distribué entre les propriétaires des terrains prévus à l'art. 2 et en proportion de la superficie.

Art. 11. — Les propriétaires de terrains de plus de 20 hectares d'un seul tenant, sont tenus d'avoir un garde assermenté, et ceux qui ont un territoire de plus de 100 hectares d'un seul tenant, sont tenus d'en mettre une partie égale au 10^e environ en réserve, il leur est défendu d'y chasser.

Faute par eux de remplir cette obligation, leurs terrains rentreront de plein droit et après une simple sommation, dans le territoire de chasse de la commune.

Art. 12. — Les terrains de moins de 20 hectares enclavés dans les terrains d'une contenance égale ou supérieure à 20 hectares, constituent des réserves naturelles sur lesquelles nul ne peut chasser.

Art. 13. — Quiconque aura chassé sur les terres réservées, ou sans le consentement du propriétaire sur les terrains de plus de 20 hectares et sans avoir obtenu la délivrance d'une permission municipale sur les chasses communales, sera puni d'une amende de 100 à 200 francs. En cas de récidive la peine ne pourra être moindre de un mois de prison.

*« Il n'est pas fait mention intentionnellement de
« l'art. 463 du Code pénal qui prévoit les circons-
« tances atténuantes ».*

Art. 14. — Nul ne peut vendre du gibier en quelque lieu que ce soit, ou faire circuler du gibier en dehors de la commune où il a été tué, sans un permis délivré par le maire et constatant l'origine du gibier.

Quiconque aura fait circuler du gibier sans permis, sera puni de 100 à 200 francs d'amende. En cas de récidive le maximum de l'amende sera nécessairement appliqué.

Quiconque aura vendu du gibier sans la permission municipale sera puni d'une peine de 8 jours à 3 mois d'emprisonnement.

En cas de récidive le maximum de la peine sera nécessairement appliqué.

Vu : Le Président de la thèse,

ANDRÉ WEISS.

Vu : le Doyen,

M. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

TABLE DES MATIERES

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre Premier. — Péliminaires	1
Chapitre II. — Histoire des rapports de la chasse avec la propriété foncière	31
Chapitre III. — Le droit de chasse appartient-il au pro- priétaire ?	48
Chapitre IV. — Exposé de la législation actuelle sur les rapports du droit de chasse et la propriété foncière . .	81
Chapitre V. — Véritable nature du droit de chasse . . .	96
Chapitre VI. — Le droit de chasse est-il droit concédé ? .	107
Chapitre VII. — Conséquences pratiques de notre système.	116

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre Premier. — Réformes	127
Chapitre II. — Système du groupement facultatif . . .	129
Chapitre III. — Les systèmes obligatoires	149
Chapitre IV. — Système socialiste	156
Chapitre V. — Système des syndicats obligatoires . . .	159
Chapitre VI. — Système de communalisation	166
Chapitre VII. — Projet de loi	192

